

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
\*\*\*\*\*  
MINISTRE DE L'AGRICULTURE  
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT



PROGRAMME D'AMELORATION DE LA PRODUCTIVITE AGRICOLE DES  
PETITS EXPLOITANTS EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE  
(SAPEP-CAMEROUN)

DOSSIER  
D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL  
OUVERT

ACQUISITION DES EQUIPEMENTS ET MATERIELS DES LABORATOIRES DE  
L'IRAD, LA DRCQ ET L'UNIVERSITE DE YAOUDE I

---

EMIS LE :

AOIO N° : 004

ACHETEUR : LE MINADER, REPRESENTE PAR  
LE COORDONNATEUR NATIONAL DU SAPEP-CAMEROUN

Pays : CAMEROUN

FINANCEMENT : Accord de prêt 2CM0067 et 2CM0068



REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
\*\*\*\*\*  
MINISTERE DE L'AGRICULTURE  
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL.

BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT



PROGRAMME D'AMELORATION DE LA PRODUCTIVITE AGRICOLE DES  
PETITS EXPLOITANTS EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE  
(SAPEP-CAMEROUN)

DOSSIER  
D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL  
OUVERT

ACQUISITION DES EQUIPEMENTS ET MATERIELS DES LABORATOIRES DE  
L'IRAD, LA DRCQ ET L'UNIVERSITE DE YAOUDE I

---

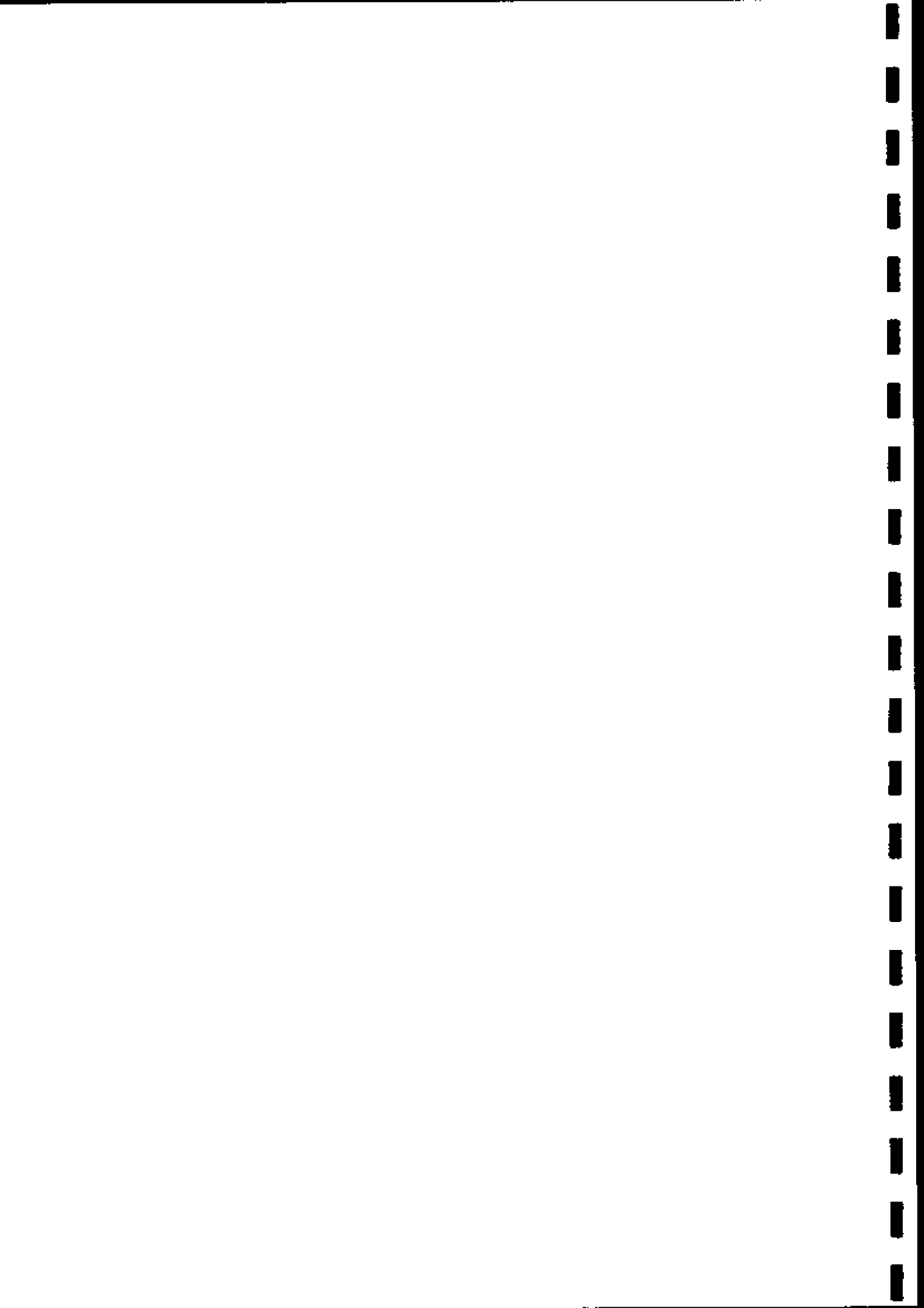
EMIS LE :

AOIO N° :

ACHETEUR : LE MINADER, REPRESENTE PAR  
LE COORDONNATEUR NATIONAL DU SAPEP-CAMEROUN

Pays : CAMEROUN

FINANCEMENT : Accord de prêt 2CM0067 et 2CM0068



REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
\*\*\*\*\*  
MINISTERE DE L'AGRICULTURE  
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL.

BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT



PROGRAMME D'AMELORATION DE LA PRODUCTIVITE AGRICOLE DES  
PETITS EXPLOITANTS EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE  
(SAPEP-CAMEROUN)

DOSSIER  
D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL  
OUVERT

ACQUISITION DES EQUIPEMENTS ET MATERIELS DES LABORATOIRES DE  
L'IRAD, LA DRCQ ET L'UNIVERSITE DE YAOUDE I

---

EMIS LE :

AOIO N° :

ACHETEUR : LE MINADER, REPRESENTE PAR  
LE COORDONNATEUR NATIONAL DU SAPEP-CAMEROUN

Pays : CAMEROUN

FINANCEMENT : Accord de prêt 2CM0067 et 2CM0068

## Préface

Le présent dossier type d'appel d'offres (DTAO) pour l'acquisition de biens a été préparé par la Banque Islamique de Développement et s'inspire des versions de 2008 et 2009 du Document cadre d'appel d'offres pour l'acquisition de biens, préparé par les Banques multilatérales de développement et Institutions financières internationales. Le présent dossier type reflète la structure et les dispositions du Document cadre d'appel d'offres pour l'acquisition de biens, sauf lorsque des considérations propres à la Banque Islamique de Développement ont nécessité de le modifier.

Le présent DTAO pour l'acquisition de biens doit être utilisé par le Bénéficiaire pour les acquisitions de Biens dans le cadre de marchés passés par Appel d'Offres International limite aux Pays Membres (AOI/PM), par Appel d'Offres International Ouvert(AOI). Cependant, il peut également faire l'objet d'adaptations pour le cas d'appel d'offres national (AON) lorsque les conditions d'emploi ont été jugées adéquates, après accord de la Banque.

## **Table des matières**

### **PARTIE 1 : PROCEDURES D'APPEL D'OFFRES**

#### **Section 1.** INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

**A-Généralités**

**B-Contenu du dossier d'Appel d'offres**

**C-Préparation des offres**

**D-Remise et ouverture des offres**

**E-Examen des offres**

**C-Examen des offres**

**F-Evaluation et comparaison des offres**

**G-Attribution du marché**

#### **Section 2.** DONNEES PARTICULIERES DE L'APPEL D'OFFRES

**A-Introduction**

**B-Dossier d'Appel d'offres**

**C-Préparation des offres**

**D-Remise et ouverture des offres**

**E-Evaluation et comparaison des offres**

**F-Attribution du marché**

#### **Section 3.** CRITERES D'EVALUATION ET DE QUALIFICATION

**1-Critères d'évaluation**

**2-Critères de qualification**

#### **Section 4.** FORMULAIRES DE SOUMISSION

**1-Formulaire d'offre**

**2-Formulaire de bordereau des prix et détail quantitatif et estimatif**

**3-Formulaire de garantie de soumission(garantie bancaire)**

**4-Cautionnement de soumission**

**5-Modèle de déclaration de garantie d'offre**

**6-Formulaires de proposition technique**

**7-Formulaires de situation financière**

**Section 5.PAYS ELIGIBLES**

## **DEUXIEME PARTIE**

### **SPECIFICATIONS DES FOURNITURES**

**Section 6. SPECIFICATIONS TECHNIQUES**

## **TROISIEME PARTIE**

### **MARCHE ET FORMULAIRES**

**Section 7.CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES(CCAG)**

**Section 8.CAHIER DE CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES(CCAP)**

**Section 9.FORMULAIRES DU MARCHE**

## Section I. Instructions aux Soumissionnaires

### A. Généralités

- |                             |     |  |
|-----------------------------|-----|--|
| <b>1. Etendue du Marché</b> | 1.1 | À l'appui de l'avis d'appel d'offres indiqué dans les Données particulières de l'appel d'offres (DPAO), l'Acheteur tel qu'indiqué dans les DPAO, émet le présent Dossier d'appel d'offres en vue de l'obtention des Biens et Services connexes spécifiés à la Section VI, Exigences de l'Acheteur. Le nom, le numéro d'identification et le nombre de lots figurent dans les DPAO.   |
|                             | 1.2 | Sauf disposition contraire, tout au long du présent Dossier d'appel d'offres, les définitions et interprétations seront comme il est prescrit à la Section VII, Cahier des Clauses administratives générales.  |
| <b>2. Origine des fonds</b> | 2.1 | Le Bénéficiaire dont le nom figure dans les DPAO a sollicité ou obtenu un financement (ci-après dénommé « les fonds ») de la Banque Islamique de Développement (ci-après dénommée « la Banque »), en vue de financer le projet décrit dans ces DPAO. Le Bénéficiaire a l'intention d'utiliser une partie des fonds pour effectuer des paiements autorisés au titre du (des) Marché(s) pour le(s)quel(s) le présent appel d'offres est lancé.   |
|                             | 2.2 | La Banque n'effectuera les paiements qu'à la demande du Bénéficiaire, après avoir approuvé lesdits paiements, conformément aux clauses et conditions de l'accord de financement intervenu entre le Bénéficiaire et la Banque (ci-après dénommé « l'Accord de Financement »). Ces paiements seront soumis à tous égards aux clauses et conditions dudit Accord de Financement. Aucune partie autre que le Bénéficiaire ne peut se prévaloir de l'un quelconque des droits stipulés dans l'Accord de Financement ni prétendre détenir une créance sur les fonds. |

**3. Fraude  
etcorruption**

3.1 La Banque a pour principe, dans le cadre des marchés qu'elle finance, de demander aux Emprunteurs (y compris les bénéficiaires de ses financements) ainsi qu'aux soumissionnaires, fournisseurs, entrepreneurs et leurs agents (déclarés ou non), sous-traitants, sous-consultants, prestataires de services ou fournisseurs ainsi que leur personnel, d'observer, lors de la passation et de l'exécution de ces marchés<sup>1</sup>, les normes d'éthique les plus élevées. En vertu de ce principe, la Banque :

(a) aux fins d'application de la présente disposition, définit comme suit les termes suivants :

(i) est coupable de « corruption » quiconque offre, donne, sollicite ou accepte, directement ou indirectement, quelque chose de valeur en vue d'influencer indûment l'action d'une autre partie<sup>2</sup>;

(ii) se livre à des « manœuvres frauduleuses » quiconque agit ou s'abstient d'agir, ou dénature des faits, induit en erreur délibérément ou par imprudence ou cherche à induire en erreur une partie afin d'en tirer un avantage financier ou autre, ou de se soustraire à une obligation<sup>3</sup>;

(iii) se livrent à des « manœuvres collusoires » des parties<sup>4</sup> qui s'entendent afin d'atteindre un objectif illicite, notamment en influençant indûment les actions d'autres parties ;

(iv) se livre à des « manœuvres coercitives » quiconque nuit ou porte préjudice, ou menace de nuire ou de porter préjudice

<sup>1</sup>Dans ce contexte, est interdite toute action menée en vue d'influencer le processus de sélection ou l'exécution d'un contrat pour en tirer un avantage indu.

<sup>2</sup>Aux fins du présent alinéa, « une autre partie » désigne tout agent public agissant dans le cadre du processus de sélection ou de l'exécution d'un marché. Dans ce contexte, le terme « agent public » s'étend aux membres du personnel de la Banque et aux employés des autres organisations prenant ou examinant les décisions de passation de marché.

<sup>3</sup>Aux fins du présent alinéa, le terme « partie » désigne un agent public ; les termes « avantage » et « obligation » ont trait au processus de passation ou à l'exécution du marché, et « agit ou s'abstient d'agir » fait référence à tout acte ou omission visant à influencer le processus de passation ou l'exécution du marché.

<sup>4</sup>Aux fins du présent alinéa, le terme « parties » fait référence aux personnes participant au processus d'acquisition (y compris les agents publics) qui entreprend soit à titre personnel ou par l'intermédiaire d'une autre personne ou entité ne participant pas au processus d'acquisition ou d'attribution, de simuler une procédure compétitive ou d'établir les prix du contrat à des niveaux artificiels et non concurrentiels ou qui entretient une relation de connivence permettant d'avoir accès aux prix des autres soumissions ou des autres conditions du marché.

Section I. Instructions aux Soumissionnaires

directement ou indirectement à une partie ou à ses biens en vue d'influencer indûment les actions de ladite personne<sup>5</sup> ;

(v) se livre à des « manœuvres obstructives »

(v.1) quiconque détruit, falsifie, altère ou dissimule délibérément des éléments de preuve sur lesquels se fonde une enquête ou de faire des fausses déclarations aux enquêteurs afin d'entraver une enquête de la Banque sur des accusations liées à des faits de corruption, de fraude, de coercition ou de collusion ; et/ou bien menace, harcèle ou intimide une personne dans le but de l'empêcher de révéler des informations relatives à cette enquête ou de l'empêcher de poursuivre l'enquête ou

(v.2) celui qui entrave délibérément l'exercice par la Banque de son droit d'examen et de vérification tel que prévu au paragraphe 3.1(e) ci-dessous. ;

(b) rejettera la proposition d'attribution du marché si elle établit que le soumissionnaire auquel il est recommandé d'attribuer le marché ou un des membres de son personnel ou ses agents, sous-consultants, sous-traitants, prestataires de services, fournisseurs et/ou leurs employés, est coupable, directement ou indirectement, de corruption ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, collusoires, coercitives ou obstructives en vue de l'obtention de ce marché ;

(c) déclarera la passation du marché non conforme et annulera la fraction du financement allouée à un marché si elle détermine, à un moment quelconque, que les représentants de l'Emprunteur ou d'un bénéficiaire des produits du financement s'est livré à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, collusoires, coercitives ou obstructives pendant la procédure de passation du marché ou l'exécution du marché sans que l'Emprunteur ait pris, en temps voulu et à la satisfaction de la Banque, les mesures nécessaires pour remédier à cette situation, y compris en manquant à son devoir d'informer la Banque en temps utile lorsqu'ils ont eu connaissance desdites pratiques ;

(d) sanctionnera l'entreprise ou le fournisseur, à tout moment, conformément aux procédures de sanctions en vigueur de la

<sup>5</sup>Aux fins du présent alinéa, le terme « partie » désigne une personne participant au processus de passation de marché ou à l'exécution du marché.

## Section I. Instructions aux Soumissionnaires

Banque<sup>6</sup>, y compris en le/la déclarant publiquement, soit indéfiniment soit pour une période déterminée, exclu i) de tout processus d'attribution de marchés financés par la Banque, et ii) de toute possibilité d'être retenu<sup>7</sup> comme sous-traitant, fournisseur, ou prestataire de services d'une entreprise qui est par ailleurs susceptible de se voir attribuer un marché financé par la Banque ; et

(e) pourra exiger que le dossier d'appel d'offres et les marchés financés par la Banque contiennent une clause demandant aux soumissionnaires et à leurs agents, membres du personnel, sous-consultants, sous-traitants, prestataires de services ou fournisseurs, d'autoriser la Banque à examiner tous leurs comptes, registres et autres documents relatifs à la soumission des offres et à l'exécution du marché, et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la Banque.

3.2 En outre, l'attention du Soumissionnaire est attirée sur les dispositions de la Section VII, Cahier des Clauses administratives générales.

### 4. Candidats éligibles

4.1 Un Soumissionnaire peut être une personne physique ou morale, une entité privée ou publique (sous réserve des dispositions de l'article 4.5 des IS) ou toute combinaison entre elles avec une volonté formelle établie par une lettre d'intention de conclure un accord ou ayant conclu un accord de groupement, consortium ou association (GECA). En cas de groupement, consortium ou association :

- a) *sauf spécification contraire dans les DPAO, toutes les parties membres sont conjointement et solidairement responsables,*
- b) *le GECA désignera un Mandataire avec pouvoir de représenter valablement tous les membres durant l'appel d'offre, et en cas d'attribution du Marché à ce GECA, durant l'exécution du Marché.*

<sup>6</sup>Une entreprise ou un fournisseur peut être exclu de tout processus d'attribution d'un contrat financé par la Banque à la suite (des conclusions des procédures de sanctions de la Banque, y compris, entre autres, la sanction croisée convenues avec les autres institutions financières internationales, y compris les Banques de développement multilatérales, ou selon toute décision qui sera prise par ailleurs par la Banque, et en application de la Proposition de mise en place d'un processus de sanction au sein du Groupe de la Banque islamique de développement ; et ii) d'une suspension temporaire ou suspension temporaire à titre conservatoire décidée dans le cadre d'une procédure de sanction en cours.

<sup>7</sup>Un sous-traitant, consultant, fabricant, fournisseur ou prestataire de services (plusieurs terminologies sont utilisées en fonction des dossiers d'appel d'offres) désigné est une personne ou entité qui a été soit : i) introduite par le soumissionnaire lors du processus de pré-qualification ou dans son offre parce qu'elle apporte une expérience et un savoir-faire spécifiques et essentiels permettant au soumissionnaire de respecter l'exigence de qualification pour l'offre concernée ou ii) désignée par le Bénéficiaire.

Section I. Instructions aux Soumissionnaires

- 4.2 Un Soumissionnaire, et toutes les parties constituant le Soumissionnaire, doivent avoir la nationalité d'un pays en conformité avec la Section V, Pays Eligibles. Un Soumissionnaire sera réputé avoir la nationalité d'un pays donné s'il en est ressortissant ou s'il y est constitué en société, fondée et enregistrée dans ce pays, et fonctionnant conformément au Droit de ce pays. Ce même critère s'appliquera à la détermination de la nationalité des sous-traitants et fournisseurs pour toute partie du Marché, y compris les Services connexes.
- 4.3 Un Soumissionnaire ne peut se trouver en situation de conflit d'intérêt. Tout soumissionnaire qui se trouve dans une situation de conflit d'intérêt sera disqualifié. Un soumissionnaire peut être en situation de conflit d'intérêt vis-à-vis d'une ou plusieurs autres parties dans cet appel d'offres
- a) s'ils ont des partenaires communs en position de les contrôler ou diriger leurs actions ; ou
  - b) s'ils reçoivent ou ont reçu des subventions directement ou indirectement de l'un d'entre eux ; ou
  - c) S'ils ont le même représentant légal pour les besoins du présent appel d'offre ; ou
  - d) ils ont les uns avec les autres, directement ou par le biais de tiers, une relation qui leur permet d'avoir accès à des informations ou une influence sur l'offre d'un autre Soumissionnaire, ou d'influencer les décisions de l'Acheteur au sujet de ce processus d'appel d'offres; ou
  - e) s'il participe à plus d'une offre dans le cadre de cet appel d'offres. Un soumissionnaire qui participe à plusieurs offres provoquera la disqualification de toutes les offres auxquelles il aura participé. Toutefois, un sous-traitant pourra figurer en tant que sous-traitant dans plusieurs offres, mais en cette qualité de sous-traitant seulement; ou
  - f) s'il a fourni des services de conseil pour la préparation des documents de la Section VI, utilisés dans le cadre du présent appel d'offres; ou
  - g) si le Soumissionnaire ou un de ses affiliés a été recruté (ou devrait être recruté) par l'Acheteur ou le Beneficiaire afin de superviser l'exécution du Marché.

Section I. Instructions aux Soumissionnaires

- 4.4 Un Soumissionnaire faisant l'objet d'une déclaration d'exclusion prononcée par la Banque conformément à l'article 3 des IS, à la date limite de réception des offres ou ultérieurement, est disqualifiée.
- 4.5 Les entreprises publiques du pays de l'Acheteur sont admises à participer uniquement si elles peuvent établir (i) qu'elles jouissent d'une autonomie juridique et financière, (ii) qu'elles sont gérées selon les règles du droit commercial, et (iii) qu'elles ne sont pas des agences qui dépendent de l'Acheteur ou du Bénéficiaire.
- 4.6 Le Soumissionnaire ne doit pas être sous le coup d'une sanction relative à une Déclaration de Garantie d'Offre dans le pays de l'Acheteur.
- 4.7 Les Soumissionnaires doivent fournir toutes pièces que l'Acheteur peut raisonnablement demander établissant à la satisfaction de l'Acheteur qu'ils continuent d'être admis à concourir.
- 4.8 Une entreprise d'un pays éligible peut être exclue :
- a) si la loi ou la réglementation du pays du Bénéficiaire interdit les relations commerciales avec le pays de l'entreprise ; ou
  - b) si, en application des Règles de Boycott de l'Organisation de la Conférence Islamique, de la Ligue des Etats Arabes et l'Union Africaine, le pays du Bénéficiaire interdit toute importation de biens en provenance du pays de l'entreprise ou tout paiement aux personnes physiques ou morales dudit pays.
- 4.9 Dans le cas où cet appel d'offres a été précédé d'une préqualification, seuls les candidats préqualifiés sont admis à déposer une offre.
- 4.10 Une entreprise ou un fournisseur sanctionné par la Banque en vertu des dispositions du paragraphe 3.1(d) ci-dessus ou en vertu des Politiques et procédures de la Banque sur la lutte contre la corruption et la fraude et des Procédures de sanctions de la Banque<sup>8</sup> ne pourra être attributaire d'un marché financé par la Banque ou tirer avantage d'un marché financé par la Banque, financièrement ou de toute autre manière, pour la période déterminée par la Banque.

---

<sup>8</sup> Voir la Proposition de mise en place d'un processus de sanctions au sein du Groupe de la Banque islamique de développement et la Politique de dénonciation et de traitement des plaintes de la Banque. Les procédures de sanctions de la Banque sont publiées sur le site internet public de la Banque.

Section I. Instructions aux Soumissionnaires

- 5. Biens et services connexes éligibles**
- 5.1 Tous les biens et services connexes faisant l'objet du présent marché et financés par la Banque devront avoir pour pays d'origine un pays éligible conformément aux Directives pour l'Acquisition de Biens et Travaux de la Banque et tel que défini à la Section V, Pays Eligibles.
- 5.2 Aux fins de la présente clause, le terme «Biens» désigne les produits, matières premières, machines, équipements et les installations industrielles ; et le terme «Services connexes» désigne notamment des services tels que l'assurance, le transport, l'installation, la formation et la maintenance initiale.
- 5.3 Le terme « pays d'origine » désigne le pays où les biens sont extraits, poussent, sont cultivés, produits, fabriqués ou transformés ; ou bien le pays où un processus de fabrication, de transformation ou d'assemblage de composants importants et intégrés aboutit à l'obtention d'un article commercialisable dont les caractéristiques de base sont substantiellement différentes de celles de ses composants importés.
- 5.4 La nationalité de l'entreprise qui produit, assemble, distribue ou vend les Biens, ne détermine pas leur origine.

**B. Contenu du Dossier d'appel d'offres**

- 6. Sections du Dossier d'appel d'offres**
- 6.1 Le Dossier d'appel d'offres comprend les Parties 1, 2 et 3, qui incluent toutes les Sections dont la liste figure ci-après. Il doit être interprété à la lumière de tout additif éventuellement émis conformément à l'article 8 des IS.

**PARTIE 1: Procédures d'appel d'offres**

- Section I. Instructions aux soumissionnaires (IS)
- Section II. - Données Particulières de l'Appel d'Offres (DPAO)
- Section III. Critères d'évaluation et de qualification
- Section IV. Formulaire de soumission
- Section V. Pays Eligibles

**PARTIE 2: Exigences de l'Acheteur**

- Section VI. Conditions requises

**PARTIE 3: Marché et formulaires**

- Section VII. Cahier des Clauses administratives générales (CCAG)
- Section VIII. Cahier des Clauses administratives particulières (CCAP)
- Section IX. Formulaire du Marché

- 6.2 L'avis d'appel d'offres publié par l'Acheteur ne fait pas partie du Dossier d'appel d'offres.
- 6.3 Le Soumissionnaire doit obtenir le Dossier d'appel d'offres de la source indiquée par l'Acheteur dans l'avis d'appel d'offres ; sinon, l'Acheteur ne sera pas responsable de l'intégrité du Dossier d'appel d'offres.
- 6.4 Le Soumissionnaire doit examiner l'ensemble des instructions, formulaires, conditions et spécifications figurant dans le Dossier d'appel d'offres. Il lui appartient de fournir tous les renseignements et documents demandés dans le Dossier d'appel d'offres. Toute carence à cet égard peut entraîner le rejet de son offre.

**7.Éclaircissements  
apportés au  
Dossier d'appel  
d'offres, visite  
du site, réunion  
préparatoire**

- 7.1 Tout candidat éventuel désirant des éclaircissements sur les documents doit contacter l'Acheteur, par écrit, à l'adresse de l'Acheteur indiquée dans les DPAO ou soumettre ses requêtes durant la réunion préparatoire éventuellement prévue selon les dispositions de l'article 7.4 des IS. L'Acheteur répondra par écrit à toute demande d'éclaircissements reçue au plus tard le nombre de jours avant la date limite de remise des offres indiqué dans les DPAO. Il adressera une copie de sa réponse (indiquant la question posée mais sans mention de l'auteur) à tous les candidats éventuels qui auront obtenu le Dossier d'appel d'offres en conformité avec l'article 6.3 des IS. Au cas où l'Acheteur jugerait nécessaire de modifier le Dossier d'appel d'offres suite aux éclaircissements fournis, il le fera conformément à la procédure stipulée aux articles 8 et 22.2 des IS.
- 7.2 Le cas échéant, il est conseillé au Soumissionnaire de visiter et d'inspecter le site du projet et d'obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de l'offre et la passation d'un contrat et pour l'exécution du Marché. Les coûts liés à la visite du site sont à la seule charge du Soumissionnaire.

## Section I. Instructions aux Soumissionnaires

7.3 Lorsque conformément à l'article 7.2 des IS, l'Acheteur autorisera le Soumissionnaire et ses employés ou agents à pénétrer dans ses locaux et sur ses terrains aux fins de ladite visite, ce sera seulement à la condition expresse que le Soumissionnaire, ses employés et agents dégagent l'Acheteur, ses employés et agents, de toute responsabilité pouvant en résulter et les indemnisent si nécessaire, et qu'ils demeurent responsables des accidents mortels ou corporels, des pertes ou dommages matériels, coûts et frais encourus du fait de cette visite.

7.4 Lorsque cela est prévu par les DPAO, le représentant que le Soumissionnaire aura désigné est invité à assister à une réunion préparatoire au dépôt des offres. L'objet de la réunion est de clarifier tout point et répondre aux questions qui pourraient être soulevées à ce stade. Si cela est spécifié dans les DPAO, l'Acheteur organisera une visite de site.

7.5 Il est demandé au Soumissionnaire, autant que possible, de soumettre toute question par écrit, de façon qu'elle parvienne l'Acheteur au moins une semaine avant la réunion préparatoire.

7.6 Le compte-rendu de la réunion, incluant le texte des questions posées et des réponses données sans identification de l'auteur, y compris les réponses préparées après la réunion, sera transmis sans délai à tous ceux qui ont acheté le dossier d'appel d'offres en conformité avec les dispositions de l'article 6.3 des IS. Toute modification des documents d'appel d'offres qui pourrait s'avérer nécessaire à l'issue de la réunion préparatoire sera faite par l'Acheteur en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 8 des IS, et non par le canal du compte-rendu de la réunion préparatoire.

7.7 Le fait qu'un soumissionnaire n'assiste pas à la réunion préparatoire à l'établissement des offres, ne constituera pas un motif de disqualification.

### 8. Modifications apportées au Dossier d'appel d'offres

8.1 L'Acheteur peut, à tout moment, avant la date limite de remise des offres, modifier le Dossier d'appel d'offres en émettant un additif.

8.2 Tout additif émis sera considéré comme faisant partie intégrante du Dossier d'appel d'offres et sera communiqué par écrit à tous ceux qui ont obtenu le Dossier d'appel d'offres en conformité avec les dispositions de l'article 6.3 des IS.

8.3 Afin de laisser aux soumissionnaires éventuels un délai raisonnable pour prendre en compte l'additif dans la préparation de leurs offres, l'Acheteur peut, à sa discrétion, reporter la date limite de remise des offres conformément à l'alinéa 22.2 des IS.

### C. Préparation des offres

### 9. Frais de soumission

9.1 Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre, et l'Acheteur n'est en aucun cas responsable de ces frais ni tenu de les régler, quels que soient le déroulement ou les

résultats du processus d'appel d'offres.

**10. Langue de l'offre**

10.1 L'Offre ainsi que toute la correspondance et tous les documents concernant la soumission, échangés entre le Soumissionnaire et l'Acheteur seront rédigés dans la langue indiquée dans les DPAO. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le Soumissionnaire dans le cadre de la soumission peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction dans la langue stipulée, auquel cas, aux fins d'interprétation de l'offre, cette traduction fera foi.

**11. Documents constitutifs de l'offre**

11.1 L'offre comprendra les documents suivants :

- a) le formulaire d'Offre
- b) les formulaires de la Section IV, Formulaires de soumission, dûment remplis;
- c) la Garantie de soumission ou la Déclaration de garantie de l'offre, établie conformément aux dispositions de l'article 19 des IS ;
- d) des variantes à l'initiative du Soumissionnaire, si leur présentation est permise, conformément aux dispositions de l'article 13 des IS ;
- e) la confirmation écrite de l'habilitation du signataire de l'Offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article 20.2 des IS ;
- f) des pièces attestant, conformément aux dispositions de l'article 17.1 des IS que les Biens et Services connexes devant être fournis par le Soumissionnaire éligible ;
- g) des pièces établies selon les formulaires adéquats de la Section IV, Formulaires de soumission, attestant que le Soumissionnaire possède les qualifications voulues en conformité avec les exigences de la Section III, Critères d'évaluation et de qualification;
- h) comme indiquée dans les DTAO, des pièces établies selon les formulaires adéquats de la Section IV, Formulaires de soumission, attestant que les Biens et services connexes sont conformes au Dossier d'appel d'offres ;
- i) dans le cas d'une offre présentée par un GECA, l'offre doit inclure soit une copie de l'accord de GECA, ou une lettre d'intention de constituer le GECA accompagnée du projet d'accord, signée par tous les membres, identifiant au moins les exigences de l'Acheteur devant être respectivement réalisées par chacun des membres ; et
- j) tout autre document stipulé dans les DPAO.

Section I. Instructions aux Soumissionnaires

- 12. Formulaire d'offre et bordereaux des prix**
- 12.1 Le Soumissionnaire soumettra son Offre en remplissant le formulaire d'offre fourni à la Section IV, Formulaires de soumission, sans apporter de modification à sa présentation, et aucun autre format ne sera accepté. Toutes les rubriques doivent être remplies de manière à fournir les renseignements demandés.
- 13. Variantes**
- 13.1 Sauf indication contraire dans les DPAO, les variantes ne seront pas prises en compte. Lorsque des offres variantes sont permises, la méthode utilisée pour leur évaluation sera indiquée dans la Section III, Critères d'évaluation et de qualification
- 13.2 Lorsque des délais d'exécution variables sont permis, les DPAO préciseront ces délais, et indiqueront la méthode retenue pour l'évaluation de différents délais d'exécution proposés par les Soumissionnaires.
- 13.3 Excepté dans le cas mentionné à l'article 13.4 ci-dessous, les soumissionnaires souhaitant offrir des variantes techniques aux spécifications du Dossier d'appel d'offres doivent d'abord chiffrer les exigences définies par l'Acheteur telles que décrites dans le Dossier d'Appel d'offres, et fournir en outre tous les renseignements dont l'Acheteur a besoin pour procéder à l'évaluation complète de la variante proposée, y compris les plans, notes de calcul, spécifications techniques, sous détails de prix et méthodes de construction proposées, et tous autres détails utiles. Le cas échéant, seules les variantes techniques du Soumissionnaire ayant offert l'offre conforme aux exigences de base évaluée la moins disante seront examinées par l'Acheteur.
- 13.4 Quand les soumissionnaires sont autorisés dans les DPAO, à soumettre directement des variantes techniques pour certaines parties des exigences de l'Acheteur, ces parties doivent être identifiées dans les DPAO, ainsi que la méthode d'évaluation correspondante, et décrites dans les Spécifications techniques de la Section VI Exigences de l'Acheteur.
- 14. Prix de l'offre et rabais**
- 14.1 Les prix et rabais indiqués par le Soumissionnaire sur le formulaire d'Offre et les Bordereaux de prix seront conformes aux stipulations ci-après de la Clause 14.2 des IS.
- 14.2 Les prix offerts par le Soumissionnaire seront fermes, sauf stipulation contraire figurant dans les DPAO et le CCAG.
- 14.3 Le prix à indiquer sur le formulaire d'Offre sera le prix total de l'Offre, hors tout rabais éventuel.
- 14.4 Le Soumissionnaire indiquera tout rabais inconditionnel et la méthode d'application dudit rabais dans le formulaire d'Offre.

Section I. Instructions aux Soumissionnaires

- 14.5 Les termes « EXW, CIF, CIP » et autres termes analogues seront régis par les règles prescrites dans la dernière édition d'Incoterms publiée par la Chambre de Commerce Internationale comme indiqué dans les DPAO.
- 14.6 Les prix seront indiqués comme requis dans chacun des Bordereaux de prix fournis à la Section IV, Formulaire de soumission. La décomposition du prix entre ses différentes composantes n'aura pour but que de faciliter la comparaison des offres par l'Acheteur. Elle ne limitera en aucune façon le droit de l'Acheteur de passer le marché sur la base de l'une quelconque des conditions offertes par le Soumissionnaire. Le Soumissionnaire est libre, en indiquant le prix, de recourir à un transporteur et d'obtenir des prestations d'assurance en provenance des pays membres, en accord avec les Règles et Procédures de la Banque pour les acquisitions de biens et travaux et la Section V, Pays Eligibles. Les prix seront présentés de la manière suivante :
- a. Pour les Biens originaires du pays de l'Acheteur :
    - (i) le prix des Biens indiqué sur la base des Incoterms stipulés dans les DPAO ;
    - (ii) les taxes sur les ventes et autres taxes perçues dans le pays de l'Acheteur qui seront dues sur les Biens si le Marché est attribué ; et
    - (iii) le prix total pour l'article.
  - b. Pour les Biens originaires d'un pays étranger membre :
    - (i) le prix des Biens indiqué sur la base des Incoterms stipulés dans les DPAO ;
    - (ii) les taxes sur les ventes et autres taxes perçues dans le pays de l'Acheteur qui seront dues sur les Biens si le Marché est attribué ; et
    - (iii) le prix total pour l'article.

Section I. Instructions aux Soumissionnaires

c. Pour les Services connexes :

(b) le prix des Services connexes, y compris tous droits d'entrée, taxes sur les ventes et toutes autres taxes payées ou à payer dans le pays de l'Acheteur si le Marché est attribué au Soumissionnaire.

14.7 Les prix offerts par le Soumissionnaire seront fermes pendant toute la durée d'exécution du Marché par le Soumissionnaire et ne pourront varier en aucune manière, sauf stipulation contraire figurant dans les DPAO. Une offre assortie d'une clause de révision des prix sera considérée comme non conforme et sera écartée, en application de l'article 28 des IS. Cependant, si les DPAO prévoient que les prix seront révisables pendant la période d'exécution du Marché, une offre à prix ferme ne sera pas rejetée, mais la révision de prix sera considérée comme égale à zéro.

14.8 La clause 1.1 des IS peut prévoir que l'appel d'offres est lancé pour un seul marché (lot) ou pour un groupe de marchés (lots). Sauf indication contraire dans les DPAO, les prix indiqués devront correspondre à la totalité (100%) des articles de chaque lot, et à la totalité (100%) de la quantité indiquée pour chaque article. Les Soumissionnaires désirant offrir une réduction de prix en cas d'attribution de plus d'un lot spécifieront les réductions applicables à chaque groupe de lots. Les réductions de prix ou rabais accordés seront proposés conformément à l'alinéa 14.4 des IS, à la condition toutefois que les offres pour tous les lots soient soumises et ouvertes en même temps.

**15. Monnaies de l'offre et de paiement**

15.1 Les offres seront libellées dans la (ou les) monnaie(s) tel que stipulé aux DPAO. Les paiements au titre du Marché seront effectués de la même manière.

**16. Documents attestant des qualifications du soumissionnaire**

16.1 Pour établir qu'il possède les qualifications requises pour exécuter le Marché en conformité avec la Section III, Critères d'évaluation et de qualification, le Soumissionnaire fournira tous les renseignements demandés à la Section IV, Formulaires de soumission.

16.2 Si cela est exigé dans les DPAO, le Soumissionnaire qui ne fabrique ou ne produit pas les Biens qu'il offre, soumettra une Autorisation du Fabricant, en utilisant à cet effet le formulaire inclus dans la Section IV, Formulaires de soumission.

16.3 Si cela est exigé dans les DPAO, au cas où il n'est pas établi dans le pays de l'Acheteur, le Soumissionnaire soumettra des documents

## Section I. Instructions aux Soumissionnaires

montrant qu'il y est ou sera représenté par un Agent équipé et en mesure de répondre aux obligations contractuelles et aux exigences de l'Acheteur en matière d'entretien, de réparations et de fournitures de pièces détachées.

- 17. Documents attestant l'éligibilité des Biens et services connexes**
- 17.1 Pour établir que les Biens et Services connexes répondent aux critères d'éligibilité, en application des dispositions de l'article 5 des IS, les Soumissionnaires rempliront les déclarations figurant à la Section IV, Formulaire de soumission.
- 18. Période de validité des offres**
- 18.1 Les offres demeureront valables pendant la période spécifiée dans les DPAO après la date limite de remise des offres fixée par l'Acheteur. Une offre valable pour une période plus courte sera considérée comme non conforme et rejetée par l'Acheteur.
- 18.2 Exceptionnellement, avant l'expiration de la période de validité des offres, l'Acheteur peut demander aux soumissionnaires de proroger la durée de validité de leur offre. La demande et les réponses seront formulées par écrit. S'il est demandé une garantie de soumission en application de l'article 19 des IS, sa validité sera prolongée pour une durée excédant de 28 jours la date limite prorogée de validité des offres. Un soumissionnaire peut refuser de proroger la validité de son offre sans perdre sa garantie. Un soumissionnaire qui consent à cette prorogation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire, sous réserve des dispositions de l'article 18.3 des IS.
- 18.3 Dans le cas des marchés à prix ferme, si l'attribution est retardée de plus de cinquante-six (56) jours au-delà de la période initiale de validité de l'offre, le prix du Marché sera actualisé par un facteur spécifié dans la demande de prorogation. L'évaluation des offres sera basée sur le prix de l'offre sans prise en considération de l'actualisation susmentionnée.
- 19. Garantie de soumission**
- 19.1 Le Soumissionnaire fournira, au choix de l'Acheteur comme indiqué dans les DPAO, sous la forme d'un document original soit une Déclaration de garantie de l'offre ou une Garantie de soumission, qui fera partie intégrante de son offre, utilisant le modèle approprié figurant à la Section IV, Formulaire de soumission. Dans le cas d'une Garantie de soumission, le montant de la garantie et la monnaie dans laquelle elle sera libellée seront indiqués dans les DPAO.
- 19.2 Une Déclaration de garantie de l'offre sera rédigée selon le modèle figurant à la Section IV, Formulaire de soumission.

## Section I. Instructions aux Soumissionnaires

19.3 Si une Garantie de soumission est exigée en application de l'article 19.1 des IS, elle sera une garantie sur première demande sous l'une des formes ci-après, au choix du Soumissionnaire :

- a) une garantie inconditionnelle émise par une banque ou un organisme de cautionnement;
- b) une lettre de crédit irrévocable ;
- c) un chèque de banque ou un chèque certifié ;

le tout émis par une source connue établie dans un pays éligibles. Si la garantie est émise par une compagnie d'assurance ou un organisme de cautionnement situé en dehors du pays de l'Acheteur, l'organisme d'émission devra avoir une institution financière correspondante située dans le pays de l'Acheteur permettant d'appeler la garantie. Dans le cas d'une garantie bancaire, la garantie sera présentée, soit à l'aide du formulaire de garantie de soumission figurant à la Section IV, Formulaires de soumission, ou sous une forme similaire pour l'essentiel, ayant fait l'objet de l'approbation de l'Acheteur préalablement. Dans les deux cas, le formulaire doit comporter le nom complet du Soumissionnaire. La garantie de soumission demeurera valide pendant vingt-huit jours (28) après l'expiration de la période de validité de l'offre, y compris si la période de validité de l'offre est prorogée en application de l'article 18.2 des IS.

19.4 Toute offre non accompagnée d'une garantie de soumission ou d'une déclaration de garantie conforme pour l'essentiel, selon l'option retenue en application de l'article 19.1 des IS, sera écartée par l'Acheteur comme étant non conforme.

19.5 Si une garantie de soumission est exigée en application de l'article 19.1 des IS, les garanties de soumission des soumissionnaires non retenus leur seront restituées le plus rapidement possible après que le Soumissionnaire retenu aura fourni la garantie de bonne exécution prescrite à l'article 38 des IS.

19.6 La garantie de soumission du Soumissionnaire retenu lui sera restituée dans les meilleurs délais après la signature du Marché, et contre remise de la garantie de bonne exécution requise.

19.7 La garantie de soumission peut être saisie ou la Déclaration de garantie de l'offre exécutée:

## Section 1. Instructions aux Soumissionnaires

- a) si le Soumissionnaire retire son offre pendant le délai de validité qu'il aura spécifié dans le Formulaire d'offre; ou
- b) s'agissant du soumissionnaire retenu, si ce dernier :
  - i) manque à son obligation de signer le Marché en application de l'article 37 des IS ; ou
  - ii) manque à son obligation de fournir la garantie de bonne exécution en application de l'article 38 des IS.

19.8 La Garantie de soumission ou la Déclaration de garantie de l'offre d'un GECA doit être au nom du GECA qui a soumis l'offre. Si un GECA n'a pas été formellement constitué lors du dépôt de l'offre, la Garantie de soumission ou la Déclaration de garantie de l'offre d'un GECA doit être au nom de tous les futurs membres du GECA, conformément au libellé de la lettre d'intention mentionnée à la Clause 4.1 des IS.

19.9 Si une Déclaration de garantie de l'offre est exécutée en application de l'article 19.7 des IS, l'Acheteur exclura le Soumissionnaire de tout marché à passer par l'Acheteur durant la période stipulée dans le formulaire de Déclaration de garantie de l'offre.

### 20. Forme et signature de l'offre

20.1 Le Soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l'offre tels que décrits à l'article 11 des IS, en indiquant clairement la mention « ORIGINAL ». Par ailleurs, il soumettra le nombre de copies de l'offre indiqué dans les DPAO, en mentionnant clairement sur ces exemplaires « COPIE ». En cas de différences entre les copies et l'original, l'original fera foi.

20.2 L'original et toutes copies de l'offre seront dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile ; ils seront signés par une personne dûment habilitée à signer au nom du Soumissionnaire. Cette habilitation consistera en une confirmation écrite comme spécifié dans les DPAO, qui sera jointe à la soumission. Le nom et le titre de chaque personne signataire de l'habilitation devront être dactylographiés ou mentionnés sous la signature. Toutes les pages de l'offre sur lesquelles des renseignements ont été mentionnés par le Soumissionnaire, seront paraphées par la personne signataire de l'offre.

20.3 La soumission d'un GECA doit être conforme aux exigences ci-après:

- (a) sauf si cela n'est pas exigé en application de l'article 4.1(a) des IS, elle doit être signée de manière à engager juridiquement tous

Section I. Instructions aux Soumissionnaires

les membres ; et

(b) elle doit inclure le pouvoir donné au Mandataire comme mentionné à l'article 4.1(b) des IS, signé par les personnes qui sont juridiquement habilités à signer au nom des membres du groupement.

20.4 Toute modification, ajout entre les lignes, rature ou surcharge, pour être valable, devra être signé ou paraphé par la personne signataire.

**D. Dépôt et Ouverture des Offres**

**21. Dépôt, cachetage et marquage des offres**

21.1 Les offres peuvent toujours être remises par courrier ou déposées en personne. Quand les DPAO le prévoient, le Soumissionnaire pourra, à son choix, remettre son offre par voie électronique. La procédure pour la remise, le cachetage et le marquage des offres est comme suit :

- (a) Le Soumissionnaire remettant son offre par courrier ou la déposant en personne, placera l'original de son offre et chacune de ses copies, dans des enveloppes séparées et cachetées. Si des variantes sont autorisées en application de l'article 13 des IS, les offres variantes et les copies correspondantes seront également placées dans des enveloppes séparées. Les enveloppes devront porter la mention « ORIGINAL », « VARIANTE », « COPIE DE L'OFFRE », ou « COPIE DE L'OFFRE VARIANTE ». Toutes ces enveloppes seront elles-mêmes placées dans une même enveloppe extérieure cachetée. La suite de la procédure sera en conformité avec les articles 21.2 et 21.3 des IS.
- (b) Un Soumissionnaire qui remet son offre par voie électronique devra suivre la procédure de remise indiquée dans les DPAO.

21.2 Les enveloppes intérieure et extérieure doivent:

- a) porter le nom et l'adresse du Soumissionnaire
- b) être adressées à l'Acheteur en application de l'article 22.1 des IS ;
- c) mentionner l'identification de l'appel d'offres en application de l'article 1.1 des IS ;
- d) porter un avertissement signalant de ne pas ouvrir avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture des offres.

21.2 Si les enveloppes et colis ne sont pas cachetés et marqués comme stipulé, l'Acheteur ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématurément.

**22. Date et heure limite de dépôt des offres**

22.1 Les offres doivent être reçues par l'Acheteur à l'adresse et au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans lesdites DPAO.

## Section I. Instructions aux Soumissionnaires

- 22.2 L'Acheteur peut, de sa seule initiative, reporter la date limite de remise des offres en modifiant le Dossier d'appel d'offres en application de l'article 8 des IS, auquel cas, tous les droits et obligations de l'Acheteur et des soumissionnaires régis par la date limite antérieure seront régis par la nouvelle date limite.
- 23. Offres hors délai** 23.1 L'Acheteur n'examinera aucune offre parvenue après l'expiration du délai de remise des offres, conformément à l'article 22 des IS. Toute offre reçue par l'Acheteur après la date et l'heure limites de dépôt des offres sera déclarée hors délai, écartée et renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte.
- 24. Retrait, substitution et modification des offres** 24.1 Un soumissionnaire peut retirer, remplacer, ou modifier son offre après l'avoir déposée, par voie de notification écrite, dûment signée par un représentant habilité, assortie d'une copie de l'habilitation en application de l'article 20.2 des IS (sauf pour ce qui est des notifications de retrait qui ne nécessitent pas de copies). La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Toutes les notifications doivent être :
- a) Préparées et délivrées en application des articles 20 et 21 des IS (sauf pour ce qui est des notifications de retrait qui ne nécessitent pas de copies). Par ailleurs, les enveloppes doivent porter clairement, selon le cas, la mention « RETRAIT », « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION » ; et
  - b) reçues par l'Acheteur avant la date et l'heure limites de remise des offres conformément à l'article 22 des IS.
- 24.2 Les offres dont les soumissionnaires demandent le retrait en application de l'article 24.1 leur seront renvoyées sans avoir été ouvertes.
- 24.3 Une offre ne peut pas être retirée, remplacée ou modifiée entre la date et l'heure limites de remise des offres et la date d'expiration de la validité spécifiée par le Soumissionnaire sur le formulaire d'offre ou la date d'expiration d'une éventuelle période de prorogation de la validité.
- 25. Ouverture des offres** 25.1 L'Acheteur procédera à l'ouverture des offres en présence des représentants désignés des soumissionnaires et de toutes personnes qui souhaitent y assister, à la date, à l'heure et à l'adresse indiquées dans les DPAO. Les dispositions spécifiques d'ouverture en cas de remise par moyen électronique selon l'alinéa 21.1 des IS seront indiquées dans les DPAO.
- 25.2 Dans un premier temps, les enveloppes marquées « RETRAIT » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre correspondante sera renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Un retrait d'offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du

signataire à demander le retrait et est lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « OFFRE DE REMPLACEMENT » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente, qui sera renvoyée sans avoir été ouverte au Soumissionnaire. Un remplacement d'offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et est lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « MODIFICATION » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. Une modification d'offre ne sera autorisée que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander la modification et est lue à haute voix. Seules les offres qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite considérées.

- 25.3 Toutes les autres enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix, ainsi que le(s) prix de l'offre, y compris tout rabais et la méthode d'application, toutes variantes éventuelles, l'existence ou non d'une garantie de soumission ou d'une Déclaration de garantie, et tout autre détail que l'Acheteur peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l'offre annoncés à haute voix lors de l'ouverture des offres seront pris en compte aux fins de l'évaluation. Aucune offre ne sera écartée à l'ouverture des plis, exceptées les offres hors délai en application de l'article 23.1 des IS.
- 25.4 L'Acheteur établira un procès-verbal de la séance d'ouverture des offres, qui comportera au minimum : le nom du Soumissionnaire et s'il y a retrait, remplacement de l'offre ou modification, le prix de l'offre, par lot le cas échéant, y compris tous rabais et variante proposés, et l'existence ou l'absence d'une garantie de soumission ou d'une Déclaration de garantie. Il sera demandé aux représentants des soumissionnaires présents de signer ce procès-verbal. Le fait que la signature d'un soumissionnaire n'y figure pas n'invalide pas le procès-verbal. Un exemplaire du procès-verbal sera distribué à tous les soumissionnaires ayant soumis une offre dans les délais, et ce procès-verbal sera accessible en ligne quand la remise par voie électronique est permise.

#### E. Examen des offres

### 26. Confidentialité

- 26.1 Aucune information relative à l'évaluation, des offres ne sera divulguée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du Marché n'aura pas été notifiée à tous les soumissionnaires.
- 26.2 Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer l'Acheteur de manière inappropriée lors de l'évaluation des offres ou lors de la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.
- 26.3 Nonobstant les dispositions de l'article 26.1 des IS, entre le moment où les offres seront ouvertes et celui où le Marché sera attribué, si un soumissionnaire souhaite entrer en contact avec l'Acheteur pour tout motif relatif à la procédure d'appel d'offres, il devra le faire par écrit.

Section I. Instructions aux Soumissionnaires

- 27. Clarifications concernant les Offres**
- 27.1 Pour faciliter l'examen, l'évaluation, la comparaison des offres et la vérification des qualifications des soumissionnaires, l'Acheteur a toute latitude pour demander à un soumissionnaire des clarifications sur son offre, en lui accordant un délai de réponse raisonnable. Aucune clarification apportée par un soumissionnaire autrement qu'en réponse à une demande de l'Acheteur ne sera prise en compte. La demande de clarification de l'Acheteur, comme la réponse apportée, seront formulées par écrit. Aucune modification de prix, ni aucun changement du contenu de l'offre ne seront demandés, offerts ou autorisés, si ce n'est pour confirmer la correction des erreurs arithmétiques découvertes par l'Acheteur lors de l'évaluation des offres en application de l'article 29 des IS.
- 27.2 Si le Soumissionnaire ne répond pas à une demande de clarification concernant son offre avant la date limite fixée par l'Acheteur dans sa demande, son offre pourra être rejetée.
- 28. Conformité des offres**
- 28.1 L'Acheteur établira la conformité de l'offre sur la base de son seul contenu, en conformité avec l'article 11 des IS.
- 28.2 Une offre conforme pour l'essentiel est une offre qui respecte toutes les exigences du Dossier d'Appel d'Offres, sans divergence, réserve ou omission substantielle.
- a) Une « divergence » est un écart par rapport aux stipulations du Dossier d'Appel d'Offres ;
- b) Une « réserve » constitue la formulation d'une conditionnalité restrictive, ou la non acceptation de toutes les exigences du Dossier d'Appel d'Offres ; et
- c) Une « omission » constitue un manquement à fournir en tout ou en partie, les renseignements et documents exigés par le Dossier d'Appel d'Offres.
- 28.3 Une divergence, réserve ou omission substantielle se caractérise de la manière suivante :
- a) si elle était acceptée,
- i) limiterait de manière substantielle la portée, la qualité ou les performances exigées comme il est spécifié dans la Section VI; ou
- ii) limiterait, d'une manière substantielle et non conforme au Dossier d'appel d'offres, les droits de l'Acheteur ou les obligations du Soumissionnaire au titre du Marché ; ou
- iii) si elle était rectifiée, cela serait préjudiciable aux autres Soumissionnaires ayant présenté des offres conformes pour l'essentiel.
- 28.4 L'Acheteur examinera notamment les aspects techniques de l'offre, pour s'assurer que toutes les exigences de la Section VI ont été

Section I. Instructions aux Soumissionnaires

satisfaites sans divergence, réserve ou omission substantielle.

- 28.5 L'Acheteur écartera toute offre qui n'est pas conforme pour l'essentiel au Dossier d'appel d'offres et le Soumissionnaire ne pourra pas par la suite la rendre conforme en apportant des corrections à toute divergence, réserve ou omission substantielle constatée.
- 28.6 Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'Acheteur peut tolérer toute non-conformité ou omission qui ne constitue pas une divergence, réserve ou omission substantielle par rapport aux conditions de l'appel d'offres.
- 28.7 Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'Acheteur peut demander au Soumissionnaire de présenter, dans un délai raisonnable, les informations ou la documentation nécessaire pour remédier à la non-conformité ou aux omissions non essentielles constatées dans l'offre en rapport avec la documentation demandée. Une telle demande ne peut en aucun cas porter sur un élément quelconque du prix de l'offre. Le Soumissionnaire qui ne ferait pas droit à cette demande peut voir son offre écartée.
- 28.8 Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'Acheteur rectifiera les non-conformités non essentielles qui affectent le prix de l'offre. À cet effet, le prix de l'offre sera ajusté, uniquement aux fins de l'évaluation, pour tenir compte de l'élément ou du composant manquant ou non conforme. L'ajustement sera effectué en utilisant la méthode indiquée à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.

F. Évaluation et Comparaison des offres

**29. Correction des erreurs arithmétiques**

- 29.1 L'Acheteur utilisera les critères et méthodes indiqués à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification. Aucun autre critère ou méthode d'évaluation ne sera permise.
- 29.2 Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'Acheteur rectifiera toute erreur arithmétique comme indiqué à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.
- 29.3 Si le Soumissionnaire n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée et sa Garantie pourra être saisie ou la Déclaration de garantie pourra être mise en œuvre.

**30. Conversion en une seule monnaie**

- 30.1 Aux fins d'évaluation et de comparaison, l'Acheteur convertira les prix des offres exprimés dans diverses monnaies en une seule monnaie, comme indiqué à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.

**31. Ajustement des offres**

- 31.1 Aux fins d'évaluation et de comparaison, l'Acheteur ajustera les prix des offres en utilisant les critères et méthodes indiqués à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.
- 31.2 Sauf spécification contraire dans les DPAO, aucune marge de préférence pays membre ne sera accordée. Si une marge de préférence est accordée, la méthode d'application sera comme indiqué à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification et en conformité avec les dispositions des Directives pour l'acquisition des Biens et

## Section 1. Instructions aux Soumissionnaires

- Travaux de la Banque.
- 32 Qualification du soumissionnaire**
- 32.1 L'Acheteur s'assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre évaluée la moins-disante et conforme pour l'essentiel aux dispositions du dossier d'appel d'offres, possède bien les qualifications requises stipulées à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.
- 32.2 Cette détermination sera fondée sur l'examen des pièces attestant les qualifications du soumissionnaire et soumises par lui en application de l'article 16 des IS.
- 32.3 L'attribution du Marché au Soumissionnaire est subordonnée à l'issue positive de cette détermination. Au cas contraire, l'offre sera rejetée et l'Acheteur procédera à l'examen de la seconde offre évaluée la moins-disante afin d'établir de la même manière si le Soumissionnaire est qualifié pour exécuter le Marché de façon satisfaisante.
- 32.4 Les capacités des fabricants et sous-traitants proposés dans l'offre, pour être employés par le Soumissionnaire le moins disant seront également évaluées afin de les agréer en conformité avec la Section III, Critères d'évaluation et de qualification. Leur participation sera confirmée par une lettre d'intention, en tant que de besoin. Si un fabricant ou un sous-traitant n'est pas accepté, l'offre ne sera pas rejetée, mais le Soumissionnaire sera requis de lui substituer un fabricant ou sous-traitant acceptable sans aucun changement du prix de l'offre.
- 33 Comparaison des offres**
- 33.1 Sous réserve des articles 29, 30 et 31 des IS, l'Acheteur comparera toutes les offres conformes pour l'essentiel afin de déterminer l'offre évaluée la moins-disante.
- 34 Droit de l'Acheteur d'accepter ou de rejeter une ou toutes les offres**
- 34.1 L'Acheteur se réserve le droit d'accepter ou d'écarter toute offre, et d'annuler la procédure d'appel d'offres et d'écarter toutes les offres à tout moment avant l'attribution du Marché, sans encourir de ce fait une responsabilité quelconque vis-à-vis des soumissionnaires. En cas d'annulation de l'appel d'offres, toutes les offres remises, et notamment les garanties de soumission, seront renvoyées aux soumissionnaires dans les meilleurs délais.

### G. Attribution du Marché

- 35 Critères d'attribution**
- 35.1 Sous réserve de l'article 34.1 des IS, l'Acheteur attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la moins-disante et jugée conforme pour l'essentiel au Dossier d'appel d'offres, à condition que le Soumissionnaire soit en outre jugé qualifié pour exécuter le Marché de façon satisfaisante.
- 35.2 Au moment de l'attribution du Marché, l'Acheteur se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer la quantité de Biens et de Services connexes initialement spécifiée à la Section VI, Exigences de l'Acheteur pour autant que ce changement n'excède pas les pourcentages indiqués dans les DPAO, et sans aucune modification

Section I. Instructions aux Soumissionnaires

- des prix unitaires ou autres conditions de l'offre et du Dossier d'appel d'offres.
- 36 Notification de l'attribution du Marché**
- 36.1 Avant l'expiration du délai de validité des offres, l'Acheteur notifiera au Soumissionnaire retenu, par écrit, que son offre a été retenue. La lettre de notification (ci-après et dans les Clauses et les formulaires de Marché, désignée par « Lettre de Notification») indiquera le montant à payer par l'Acheteur au Fournisseur en contrepartie de la fourniture des Biens et Services connexes (ci-après et dans les Clauses et les formulaires de Marché désignée par « le Montant du Marché »).
- 36.2 Jusqu'à l'établissement et la signature formelle du marché, la notification de l'attribution aura valeur de contrat exécutoire.
- 36.3 Dans le même temps l'Acheteur notifiera également les résultats de l'appel d'offres aux autres soumissionnaires et publiera dans *un journal approprié ou le Journal Officiel* et sur le site de la Banque ([www.isdb.org](http://www.isdb.org)), les résultats, en identifiant l'appel d'offres et le numéro des lots, et en fournissant les informations suivantes : (i) le nom de chaque soumissionnaire ayant remis une offre, (ii) le montant des offres tels qu'annoncé lors de l'ouverture des offres, (iii) les nom et le montant évalué de toutes les offres ayant été évaluées, (iv) le nom des soumissionnaires dont l'offre a été rejetée, et le motif du rejet, et (v) le nom du Soumissionnaire dont l'offre a été retenue, le montant de son offre, ainsi que la durée et un résumé de l'entendue du marché attribué. Après la publication des résultats, tout Soumissionnaire ayant présenté une offre infructueuse pourra demander par écrit à l'Acheteur des informations quant au(x) motif(s) pour le(s)quel(s) son offre n'a pas été retenue. L'Acheteur répondra rapidement, par écrit, à tout Soumissionnaire ayant présenté une offre infructueuse qui, après la notification des résultats par l'Acheteur, aura formulé une requête en vue d'obtenir des informations.
- 37 Signature du Marché**
- 37.1 Dans les meilleurs délais après la notification, l'Acheteur enverra au Soumissionnaire retenu l'Acte d'engagement.
- 37.2 Dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de l'Acte d'engagement, le Soumissionnaire retenu le signera, le datera et le renverra à l'Acheteur.
- 37.3 Dès que le Soumissionnaire retenu aura retourné l'Acte d'engagement signé et fourni la Garantie de bonne exécution conformément à l'article 38 des IS, l'Acheteur restituera la garantie de soumission, en conformité à l'article 19 des IS.
- 37.4 Nonobstant les dispositions de l'article 37.2 des IS, si la signature de l'Acte d'engagement est empêchée par toute restriction d'exportation imputable à l'Acheteur, vers le pays de l'Acheteur, ou à l'usage des biens ou produits, systèmes ou services à fournir, lorsque de telles restrictions d'exportation résultent de l'application de la réglementation du commerce d'un pays qui fournit ces biens ou produits, systèmes ou services, le Soumissionnaire ne sera pas lié par son offre. Cependant ceci est à la condition expresse que le

Section I. Instructions aux Soumissionnaires

Soumissionnaire soit en mesure de démontrer, à la satisfaction de l'Acheteur et de la Banque, que la signature de l'Acte d'engagement n'a pas été empêchée pour une cause imputable au Soumissionnaire, pour cause de retard dans la mise en œuvre de formalités, y compris l'obtention de tout permis, autorisation(s) et licence(s) nécessaires à l'exportation des biens ou produits, systèmes ou services dans le cadre des dispositions de l'Acte d'engagement.

**38 Garantie de  
bonne exécution**

- 38.1 Dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de la notification par l'Acheteur de l'attribution du Marché, le Soumissionnaire retenu fournira la garantie de bonne exécution, conformément aux dispositions du marché, en utilisant le Formulaire de garantie de bonne exécution figurant à la Section IX, Formulaires du Marché ou tout autre modèle jugé acceptable par l'Acheteur. Si la garantie de bonne exécution fournie par le Soumissionnaire retenu est un cautionnement il doit être émis par une compagnie d'assurance ou un organisme de cautionnement acceptable à l'Acheteur. Si ce cautionnement est émis par une compagnie d'assurance ou un organisme de cautionnement situé en dehors du pays de l'Acheteur, l'organisme d'émission devra avoir une institution financière correspondante située dans le pays de l'Acheteur.
- 38.2 Si le Soumissionnaire retenu ne fournit pas la garantie de bonne exécution susmentionnée ou ne signe pas l'Acte d'engagement, cela constituera un motif suffisant d'annulation de l'attribution du Marché et de saisie de la garantie de soumission, ou mise en œuvre de la Déclaration de garantie. Dans un tel cas, l'Acheteur pourra attribuer le Marché au Soumissionnaire dont l'offre est jugée conforme pour l'essentiel au dossier d'appel d'offres et évaluée la deuxième moins-disante, et que l'Acheteur juge qualifié pour exécuter le Marché de façon satisfaisante.

## Section II. Données Particulières de l'Appel d'Offres

<b>A. Introduction</b>	
IS 1.1	Numéro de l'avis d'appel d'offres : <i>001/AAOI/MINADER/SAPEP</i>
IS 1.1	Nom du <b>Coordinateur</b> : <i>MINADER (Coordonnateur SAPEP)</i>
IS 1.1	<p>Nom de l'AOIO : <i>Acquisition des équipements et matériels de laboratoires d'analyse des sols</i></p> <p>Numéro d'identification de l'AOI/PM : <i>001/AOIO/MINADER/SAPEP/2019</i></p> <p>Nombre de lots faisant l'objet du présent AOIO : <i>03 lots ainsi qu'il suit :</i></p> <p style="margin-left: 40px;"><i>[Redacted]</i></p> <p style="margin-left: 40px;"><i>[Redacted]</i></p> <p style="margin-left: 40px;"><i>[Redacted]</i></p> <p style="margin-left: 40px;"><i>[Redacted]</i></p>
IS 2.1	Nom du Bénéficiaire : <i>Gouvernement du Cameroun</i>
IS 2.1	L'institution financière spécifique du Groupe de la Banque est: <i>Banque Islamique de Développement</i>
IS 2.1	Nom du Projet : <i>Programme d'Amélioration de la Productivité Agricole des Petits Exploitants en Afrique Sub-saharienne (APAPE/SAPEP)</i>
IS 4.1(a)	Les personnes physiques ou les sociétés organisées en GECA <i>seront conjointement et solidairement responsables.</i>

Section II. Données Particulières de l'Appel d'Offres

ITB 4.4	La liste des entreprises sous sanction est disponible au <a href="http://www.isdb.org">http://www.isdb.org</a>
<b>B. Contenu du Dossier d'appel d'offres</b>	
IS 7.1	<p>Aux fins <u>d'éclaircissements</u> uniquement, l'adresse de l'Acheteur est:</p> <p>A l'attention de : <i>M. Nyobe Tarcisius, Coordonnateur National du SAPEP</i></p> <p>Rue :</p> <p>Étage/ numéro de bureau :</p> <p>Ville : <i>Yaoundé-Nkolbisson</i></p> <p>Code postal : <i>2123(Direction Générale de l'IRAD)</i></p> <p>Pays : <i>Cameroun</i></p> <p>Numéro de téléphone : <i>(+237) 699 742 329/699 622 013/677 658 001</i></p> <p>Numéro de télécopie :</p> <p>Adresse électronique : <i>nyobe2003@yahoo.fr</i></p> <p>Les demandes d'éclaircissements doivent être reçues par l'Acheteur au plus tard <b>05 jours</b> avant la date limite de remise des offres.</p>
IS 7.4	Une réunion préparatoire n'aura pas lieu.
<b>C. Préparation des offres</b>	
IS 10.1	La langue de l'offre est: <i>Le français ou l'anglais</i>
IS 11.1 (h)	<p>Le Soumissionnaire devra joindre à son offre les documents suivants, attestant que les équipements et matériel de laboratoire sont conformes au Dossier d'appel d'offres :</p> <p>Une caution de soumission</p> <p>Un reçu d'achat du Dossier d'appel d'offre (montant par lot)</p> <p>L'engagement à respecter la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics</p> <p>Un quitus fiscal</p>

Section II. Données Particulières de l'Appel d'Offres

	<p>Une attestation de la Caisse de sécurité sociale</p> <p>Une attestation de non faillite de moins de moins de trois(03) mois établie par les autorités compétentes</p> <p>Une attestation de paiement de redevance de l'exercice précédent délivrée par l'Agence de régulation des Marchés</p>
IS 11.1 (j)	<p>Le Soumissionnaire devra joindre à son offre les autres documents suivants :</p> <p>Le planning de fourniture des équipements et matériels de laboratoire.</p> <p>Les états financiers certifiés d'un cabinet d'expert comptable agréé pour les trois dernières années [REDACTED].</p> <p>La capacité d'obtention des lignes de crédit d'un montant de : [REDACTED] FCFA ; [REDACTED] pour l'ensemble des rubriques, net de tous autres engagements du soumissionnaire. (Voir les formulaires de soumission de la section IV à remplir)</p>
IS 13.1	<p>Les variantes ne sont pas permises.</p>
IS 13.2	<p>Des variantes portant sur le délai d'exécution ne sont pas permises.</p>
IS 13.4	<p>Des variantes techniques sur les parties des équipements et matériel de laboratoire ne sont pas permises.</p>
IS 14.2	<p>Les prix offerts par le Soumissionnaires seront des prix fermes</p>
IS 14.5	<p>L'édition des Incoterms à laquelle se référer est la Version 2010</p>
IS 14.6(a)(i)	<p>L'Incoterm à utiliser pour le prix des Biens originaires du pays de l'Acheteur est [REDACTED]</p>
IS 14.6(b) (i)	<p>L'Incoterm à utiliser pour le prix des Biens originaires d'un pays étranger est [REDACTED]</p>
IS 14.7	<p>Les prix offerts par le Soumissionnaires ne feront pas l'objet d'ajustements pendant l'exécution du Marché.</p>

Section II. Données Particulières de l'Appel d'Offres

IS 14.8	<p>Le prix indiqué pour chaque lot devra correspondre au minimum à [redacted] des articles de chaque lot.</p> <p>Le prix indiqué pour chaque article d'un lot devra correspondre au minimum à ..... pourcent de la quantité requise pour cet article.</p>
IS 15.1	<p>Le prix de l'offre et les paiements au titre du Marché seront libellés dans la (les) monnaie(s) comme décrit ci-après :</p> <p><b><u>Option d'un AOIO( retenue)</u></b></p> <p><b>Le Soumissionnaire présente son prix en monnaie nationale du pays de l'Acheteur</b></p> <p>(a) Le Soumissionnaire libellera les prix unitaires des Bordereaux des prix entièrement en ] et dénommée "monnaie nationale". Le Soumissionnaire qui compte encourir des dépenses dans d'autres monnaies pour se procurer des intrants provenant de pays autres que le pays de l'Acheteur, dénommées "monnaies étrangères" ci-après, indiquera dans le Bordereau des prix pour les Biens et Services connexes inclus dans la Section IV, Formulaire de soumission, le ou les pourcentages du montant de l'offre nécessaires pour couvrir les besoins en monnaies étrangères, sans excéder un maximum de trois monnaies.</p> <p>(b) Les taux de change utilisés par le Soumissionnaire pour déterminer le montant et les pourcentages de son offre en monnaie nationale seront spécifiés par le Soumissionnaire dans le Bordereau des prix pour les Biens et Services connexes inclus dans la Section IV, Formulaire de soumission. Ils seront appliqués pour tout paiement au titre du Marché, afin que le risque de change ne soit pas supporté par le Soumissionnaire retenu.</p> <p>(c) L'Acheteur pourra demander aux Soumissionnaires de justifier, à sa satisfaction, leurs besoins en monnaie(s) étrangère(s) et nationale et de prouver que les montants inclus dans le Bordereau des prix pour les Biens et Services connexes inclus dans la Section IV, Formulaire de soumission, sont raisonnables et dans ce cas, le Soumissionnaire fournira un sous détail des besoins en monnaie étrangère.</p>
IS 16.2	[redacted]
IS 18.1	[redacted]
IS 19.1	<p>[redacted] Lot 1 [redacted] Lot 2 [redacted] Lot 3</p>

Section II. Données Particulières de l'Appel d'Offres

IS 20.1	[Redacted]
IS 20.2	[Redacted]
<b>D. Remise et ouverture des offres</b>	
IS 21.1	Le soumissionnaire [Redacted] remettre son offre par voie électronique.
IS 21.1 (b)	La procédure de remise des offres par voie électronique est la suivante : [Redacted]
IS 22.1	<p>Aux fins de <b>remise des offres</b>, uniquement, l'adresse de l'Acheteur est la suivante :</p> <p>A l'attention de : <i>Monsieur le Coordonnateur National du SAPEP</i></p> <p>Rue :</p> <p>Étage/ numéro de bureau :</p> <p>Ville : <i>Yaoundé-Nkolbisson</i></p> <p>Code postal : <i>2123</i></p> <p>Pays : <i>Cameroun</i></p> <p>La date et heure limites de remise des offres sont les suivantes :</p> <p>Date : <i>29 septembre 2019</i></p> <p>Heure : 14h</p>
IS 25.1	<p>L'ouverture des plis aura lieu à l'adresse suivante :</p> <p><i>CMPM-Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER)</i></p> <p>Étage /Numéro de bureau :</p> <p>Ville : <i>Yaoundé</i></p> <p>Pays : <i>Cameroun</i></p> <p>Date :</p> <p>Heure : <i>15h</i></p>
IS 25.1	La procédure d'ouverture des offres par voie électronique est: [Redacted]

Section II. Données Particulières de l'Appel d'Offres

<b>E. Évaluation et comparaison des offres</b>	
<b>IS 31.2</b>	Une marge de préférence pays membre n'est pas accordée.
<b>F. Attribution du Marché</b>	
<b>IS 35.2</b>	Les offres de tous les candidats sont acceptables.

## Section III. Critères d'évaluation et de qualification

Cette Section contient tous les facteurs que l'Acheteur utilisera pour évaluer une offre et déterminer si un Soumissionnaire satisfait aux exigences de qualifications requises. En conformité avec les articles 28 et 32 des IS, l'Acheteur n'utilisera pas d'autres critères que ceux indiqués. Le Soumissionnaire doit fournir tous les renseignements demandés en utilisant les formulaires de la Section IV, Formulaire de soumission.

### 1 Critères d'évaluation et méthodes

#### 1.1 Offres variantes : *elles ne sont pas permises*

Variante technique : *non*

Variante de délai d'exécution : *non*

#### 1.1 Correction des erreurs arithmétiques (en application de l'article 29.1 des IS)

- (a) S'il y a contradiction entre le total des montants indiqué dans la colonne du sous détail de prix et le montant indiqué pour le Prix total, le premier fera foi et le second sera corrigé en conséquence
- (b) S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par la quantité, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de l'Acheteur, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;
- (c) Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé ; et
- (d) S'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus.

#### 1.3 Conversion en une seule monnaie (en application de l'article 30 des IS)

### Section III. Critères d'évaluation et de qualification

La monnaie utilisée pour convertir en une seule monnaie tous les prix des offres exprimées en diverses monnaies aux fins d'évaluation et de comparaison de ces offres est : **Le Franc CFA**

La source du taux de change à employer est [REDACTED]

[REDACTED]

#### **1.4 Rabais (en application de l'article 14.4 des IS)**

L'Acheteur ajustera le Prix de l'offre pour tenir compte de tout rabais éventuel offert par le Soumissionnaire dans le formulaire d'Offre et qui aura été lu à haute voix lors de l'ouverture des offres, en utilisant la méthode d'application dudit rabais indiquée par le Soumissionnaire dans le formulaire d'Offre.

#### **1.5 Non-conformités non essentielles quantifiables (en application de l'article 28.8 des IS) :** [REDACTED]

L'ajustement sera effectué en appliquant la méthode ci-après : [REDACTED]

#### **1.6 Marge de préférence pays membre : non permise**

Section III. Critères d'évaluation et de qualification

2- **Critères de qualification**

2	<b>Qualification</b> (sans pré qualification)
2.1	Eligibilité (Tableau)
2.2	Antécédents en matière de non-exécution de marchés (Tableau)
2.3	Situation financière (Tableau)
2.4	Expérience (Tableau)

a) **Critères éliminatoires :**

- 1 Absence de la caution de soumission;
- 2 Absence après un délai de 48 heures après la notification, d'au moins une des pièces du dossier administratif à l'exception de la caution de soumission ;
- 3 Non-conformité après un délai de 48 heures après la notification, d'au moins une des pièces du dossier administratif ;
- 4 Fausse déclaration ou pièce falsifiée et pièces non authentiques ;
- 5 Absence dans l'offre technique de la déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies par le MINMAP ;
- 6 Omission du BPU (Bordereau des Prix Unitaires) et/ou du DQE (Dévis Quantitatif et Estimatif), d'un prix unitaire quantifié;
- 7 Absence dans l'offre financière d'une soumission timbrée et signée et datée ;
- 8 Non-conformité d'une spécification technique de l'équipement ;
- 9 Le non-respect d'au moins 75% des critères essentiels, soit 04 OUI/06,

b) : **Critères essentiels**

**Les offres techniques**

Les critères essentiels à la qualification des candidats porteront à titre indicatif sur:

- Présentation de l'offre;
- Références générales de l'entreprise;
- Capacité de financement;
- Planning et délai;
- Les preuves d'acceptation des conditions du marché ;
- Etats financiers ;

### Section III. Critères d'évaluation et de qualification

Les différentes pièces de chaque offre seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par des intercalaires de couleur identique autre que la blanche. La liste des informations sur la qualification devra être complétée et regroupée en trois volumes insérés respectivement dans des enveloppes intérieures et détaillée comme suit :

#### **Enveloppe A-Volume I.: dossier administratif**

- a. déclaration d'intention de soumissionner timbrée, datée et signée
- b. L'original de l'acte de cautionnement provisoire, tel que précisé dans l'Avis d'Appel d'Offres, conforme au modèle (Pièce IV-4 du DAO) et d'un délai de validité de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres ; 2.000.000 FCFA pour le Lot 1, 900.000 FCFA pour le Lot 2 et 900.000 FCFA pour le Lot 3
- c. Copie certifiée de la carte de contribuable ;
- d. L'original de l'attestation de non-redevance;
- e. L'original de l'attestation de non-faillite délivrée par le Greffe du Tribunal de Première Instance du domicile ;
- f. L'original de l'attestation de non-exclusion des marchés publics délivrée par l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) ;
- g. L'original de l'attestation signée du Directeur de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale, ou d'un de ses représentants dûment mandatés, certifiant qu'il a effectivement versé à la caisse les sommes dont il est redevable et précisant l'objet de la soumission et le numéro de l'Appel d'offres;
- h. L'original de l'attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire à laquelle sera domicilié le marché en cas d'attribution. Elle devra être délivrée par une Banque agréée par le Ministre en charge des Finances;
- i. L'original de la quittance de versement de 150.000FCFA au nom de l'ARMP des frais d'acquisition du Dossier d'Appel d'Offres.
- j. Les pouvoirs conformes (au modèle (Pièce) dans le cas où le soumissionnaire agit comme mandataire d'un groupement ;
- k. L'accord de groupement signé entre les membres du groupement, attestant que tous les membres de ce groupement sont responsables solidairement de la soumission et si celle-ci est retenue, de l'exécution du marché (voir modèle (Pièce). Cet accord précisera en outre, la clé de répartition des paiements entre les membres le cas échéant.
- l. Les Données Particulières de l'Appel d'Offres (DPAO) paraphées à chaque page ;
- m. Les modèles des garanties paraphées ;
- n. Le modèle de projet de Marché paraphé à chaque page ;
- o. Attestation et plan de localisation

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois.

Section III. Critères d'évaluation et de qualification

**Enveloppe B-Volume2: Offre technique**

*b.1. Les renseignements sur les qualifications*

- La preuve d'avoir déjà exécuté au moins un (01) marché similaire au cours des trois (03) dernières années, avec le montant dudit marché, le Maître d'Ouvrage ainsi que les documents justificatifs (copies des marchés ou lettre-commande des première et dernière pages, bordereau de livraison signé par le Maître d'Ouvrage ou PV de réception certifiant la bonne exécution de ces marchés);
- Capacité financière du soumissionnaire (Annexe 2 et 3)
- Déclaration sur l'honneur de non abandon de chantier au cours des trois dernières années.

*b.2. Les propositions techniques*

- Planning de fourniture des équipements et matériels de laboratoire ;
- Les états financiers certifiés (bilan et compte de résultats) d'un cabinet d'expert-comptable agréé pour les trois dernières années.
- Caractéristiques techniques du matériel conformes aux prescriptions du DAO (tableau synoptique, les prospectus en couleur et fiches techniques contenant la description la plus exhaustive possible des fournitures objet de l'appel d'offre.) ;

*b.3. Les preuves d'acceptations des conditions du marché :*

- Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées (et signées à la dernière page suivi de la mention lue et approuvée) des documents à caractères administratif et technique régissant le marché, à savoir : Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), les Spécifications Techniques (ST)

**Enveloppe C. Volume3: Offre financière**

La proposition financière contiendra les pièces suivantes :

- c1. La soumission conforme au modèle joint signée, datée et timbrée
- c2. Le bordereau des prix unitaires
- c3. Le détail estimatif avec indication des montants hors TVA
- c4. Le sous-détail des prix et/ou la décomposition des prix forfaitaires.

**GRILLE D'EVALUATION**

N°	CRITERES	Evaluation	
		OUI	NON
B1	<b>PRESENTATION DE L'OFFRE</b>		
	Reliure, Ordonnancement et enchaînement logique des différentes parties du document		
	Présentation artistique (découpage, illustration en		

Section III. Critères d'évaluation et de qualification

		couleur, intercalaires en couleur)		
<b>B2</b>	<b>REFERENCES GENERALES DE L'ENTREPRISE</b>			
		Présentation de l'entreprise et organigramme 01 Référence dans [redacted] sur les trois dernières années (1 <sup>ère</sup> et dernière page du marché + PV de réception) lot1 :60 millions ; lot2 :20 millions ; lot3 :20 millions		
<b>B3</b>	<b>CAPACITE DE FINANCEMENT</b>			
	une attestation de capacité de financement délivrée par une banque de premier ordre supérieure ou égale à :  [redacted]			
<b>B4</b>	Les états financiers certifiés (bilan et compte de résultats) d'un cabinet d'expert-comptable agréé pour les trois dernières années.			
<b>B5</b>	<b>PLANNING ET DELAI</b>			
	Existence d'un Planning assorti d'un délai de livraison			
	Conformité du délai à celui du DAO (inférieur ou égal)			
<b>B6</b>	<b>PREUVES D'ACCEPTATION DES CONDITIONS DU MARCHE</b>			
	CCAP paraphé à chaque page, signé et cacheté sur la dernière page suivi de la mention lue et approuvée			
	Spécifications techniques paraphées, signées et cachetées sur la dernière page suivis de la mention lue et approuvée			

Section III. Critères d'évaluation et de qualification

<b>TOTAL</b>	<b>OUI/06</b>
--------------	---------------

Section III. Critères d'évaluation et de qualification

**Tableaux de Qualification (lorsqu'une pré qualification n'a pas été effectuée préalablement)**

Critères de Qualification		Spécifications de conformité			Documentation	
No.	Objet	Critère	Entité unique	Groupement d'entreprises, consortium ou association (GECA)		Spécifications de soumission
				Toutes Parties Combinées	Chaque Partie	
<b>2.1 Éligibilité et admissibilité</b>						
2.1.1	Nationalité	Conforme à l'article 4.2 des IS.	Doit satisfaire au critère	GECA existant ou prévu doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Formulaires ELL-1.1 et 1.2, avec pièces jointes
2.1.2	Conflit d'intérêts	Pas de conflit d'intérêts selon l'article 4.3 des IS.	Doit satisfaire au critère	GECA existant ou prévu doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Formulaire d'offre
2.1.3	Exclusion par la Banque	Ne pas avoir été exclu par la Banque, tel que décrit dans l'article 4.4 des IS.	Doit satisfaire au critère	GECA existant doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Formulaire d'offre
2.1.4	Entreprise publique	Le candidat doit satisfaire aux conditions de l'article 4.5 des IS.	Doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Formulaires ELL-1.1 et 1.2, avec pièces jointes
2.1.5	Exclusion au titre d'une résolution des Nations Unies ou de la législation du pays de l'Emprunteur	Ne pas être exclu en application de loi ou règlement du pays de l'Emprunteur ou d'une décision de mise en œuvre d'une résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies en conformité avec l'article 4.8 des IS. Ne pas être exclu par l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI) et par l'Unité Africaine.	Doit satisfaire au critère	GECA existant doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Formulaire d'offre

Section III. Critères d'évaluation et de qualification

Critères de Qualification		Spécifications de conformité			Documentation	
No.	Objet	Critère	Entité unique		Spécifications de soumission	
			Toutes Parties Combinées	Chaque Partie		
		Groupement d'entreprises, consortium ou association (GECA)		Une Partie ou moins		
<b>2.2 Antécédents de non-exécution de marchés</b>						
2.2.1	Antécédents en matière de non-exécution de marchés	Pas de défaut d'exécution d'un marché au cours des cinq (05) dernières années qui précèdent la date limite de remise de l'offre, confirmé par tous les renseignements relatifs aux litiges ou aux procès complètement réglés. Un litige ou un procès complètement réglé est un litige ou un procès qui a été résolu conformément au mécanisme de règlement des litiges du marché correspondant et pour lequel tous les recours à la disposition du Soumissionnaire ont été épuisés	Doit satisfaire au critère seul ou au titre de GECA passé ou existant.	Sans objet	Doit satisfaire au critère seul ou au titre de partie à un GECA passé ou existant	Formulaire CON-2
2.2.2	Manquement à signer un Marché	Ne pas être sous le coup d'une sanction relative à une Déclaration de Garantie d'Offre en application de l'article 4.6 des IS depuis cinq (05) années	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Doit satisfaire au critère seul ou à titre de partie d'un GECA	Formulaire d'offre
2.2.3	Litiges en instance	Tous les litiges en instance ne doivent pas représenter un total de plus de cinquante pour cent (50%) des actifs nets du candidat ; ils seront considérés comme tranchés à l'encontre du Soumissionnaire.	Doit satisfaire au critère seul ou à titre de Consortium passé ou existant	Sans objet	Doit satisfaire au critère seul ou à titre de partie d'un Consortium passé ou existant	Formulaire CON-2

Section III. Critères d'évaluation et de qualification

Critères de Qualification			Spécifications de conformité			Documentation	
No.	Objet	Critère	Entité unique	Groupement d'entreprises, consortium ou association (GECA)		Spécifications de soumission	
				Toutes Parties Combinées	Une Partie au moins		
<b>2.3 Situation financière</b>							
2.3.1	Situation financière	Soumission de bilans vérifiés ou, si cela n'est pas requis par la réglementation du pays du candidat, autres états financiers acceptables par l'Acheteur pour [REDACTED] démontrant la solidité actuelle de la position financière du candidat et sa profitabilité à long terme	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Formulaire FIN-3.1 avec pièces jointes
2.3.2	Chiffre d'affaires annuel moyen	[REDACTED]	Doit satisfaire au critère	Doivent satisfaire au critère	Doit satisfaire à vingt cinq pour cent (25%) de la spécification	Doit satisfaire à quarante pour cent (40%) de la spécification	Formulaire FIN-3.2
2.3.3	Capacité de financement	[REDACTED]	Doit satisfaire au critère	Doivent satisfaire au critère	Doit satisfaire à vingt cinq pour cent (25%) de la spécification	Doit satisfaire à quarante pour cent (40%) de la spécification	Formulaires FIN-3.3 + Formulaire MTC
<b>2.4 Expérience</b>							

Section III. Critères d'évaluation et de qualification

Critères de Qualification		Spécifications de conformité				Documentation	
No.	Objet	Critère	Entité unique	Groupement d'entreprises, consortium ou association (GECA)			
				Toutes Parties Combinées	Chaque Partie	Une Partie au moins	
2.4.1	Expérience générale	Expérience de marchés à titre de fournisseurs d'équipements au cours des trois (03) dernières années qui précèdent la date limite de dépôt des candidatures.	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Formulaire EXP-4.1
2.4.2	Expérience spécifique	(a) Expérience en marchés de fournisseurs d'équipements de laboratoire dans au moins un (01) marché au cours des [REDACTED] pour l'ensemble des Rubriques qui ont été exécutés de manière satisfaisante et terminés, pour l'essentiel, et qui sont similaires aux fournisseurs proposés. La similitude portera sur la taille physique, la complexité, les méthodes/technologies ou autres caractéristiques telles que décrites dans la Section IV. Formulaires de soumission. b) Pour les marchés référencés ci-dessus ou pour d'autres marchés exécutés pendant la période stipulée au paragraphe 2.4.2 a) ci-dessus, une expérience minimale de fourniture dans l'une des principales activités suivantes : - Fournitures d'équipement de	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Formulaire EXP-2.4.2 (a)
2.4.2			Doit satisfaire aux spécifications	Doivent satisfaire au critère	Sans objet	Doit satisfaire au critère	Formulaire EXP-2.4.2 (b)

Section III. Critères d'évaluation et de qualification

Critères de Qualification		Spécifications de conformité			Documentation	
No.	Objet	Critère	Entité unique	Groupement d'entreprises, consortium ou association (GECA)		
				Toutes Parties Combinées	Une Partie au moins	
		laboratoire, [REDACTED]				

## Section IV. Formulaire de soumission

### 1. Formulaire d'offre

Le Soumissionnaire doit présenter l'Offre en utilisant le papier à en-tête indiquant le nom complet et l'adresse du Soumissionnaire.

Date : \_\_\_\_\_

AOIO No :001/AOIO/MINADER/SAPEP/2017

Avis d'appel d'offres No. :

À : \_\_\_\_\_

Nous, les soussignés attestons que :

- a) Nous avons examiné le Dossier d'appel d'offres, y compris l'additif/ les additifs émis en conformité avec l'article 8 des IS No. : \_\_\_\_\_ ; et n'avons aucune réserve à leur égard ;
- b) Nous nous engageons à exécuter et achever conformément au Dossier d'Appel d'Offres et aux Spécifications techniques et plans, les Travaux ci-après : \_\_\_\_\_ ;
- c) Le prix total de notre offre, hors rabais offerts à l'alinéa (d) ci-après est de : [*Prix total de l'offre en lettres et en chiffres, précisant les divers montants et monnaies respectives*] ;
- d) Les rabais offerts et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants : \_\_\_\_\_ ;
- e) Notre offre demeurera valide pendant une période de [insérer la période en conformité avec l'article 18.1 des IS] jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres dans le Dossier d'appel d'offres ; cette offre continuera de nous engager et peut être acceptée à tout moment avant l'expiration de cette période ;
- f) Si le Marché fait l'objet de révision de prix, les tableaux de révision de prix seront réputés faisant partie de notre Offre<sup>9</sup> ;
- g) Si notre offre est acceptée, nous nous engageons à obtenir une garantie de bonne exécution du Marché conformément à l'article 38 des Instructions aux soumissionnaires et à l'article 5.15 du CCAG;
- h) Notre société, y compris tous sous-traitants ou fournisseurs intervenant en rapport avec une quelconque partie du Marché, avons la nationalité de pays éligibles en conformité avec l'article 4.2 des IS;
- i) Notre société, y compris tous sous-traitants ou fournisseurs intervenant en rapport avec une quelconque partie du Marché, ne nous trouvons pas en situation de conflit d'intérêt, en conformité avec l'article 4.3 des IS;

<sup>9</sup> Insérer seulement si le Marché est à prix révisibles, en conformité aux dispositions du CCAP, Article 8

Section III. Critères d'évaluation et de qualification

- j) Nous ne participons pas, en qualité de soumissionnaire ou de sous-traitant, à plus d'une offre dans le cadre du présent appel d'offres en conformité avec l'article 4.3 des IS, autre que des offres « variantes » présentées conformément à l'article 13 des IS;
- k) Notre société, ses sociétés affiliées ou filiales, y compris tous sous-traitants ou fournisseurs intervenant en rapport avec une partie quelconque du Marché, n'avons pas été déclarées disqualifiées par la Banque, ni ne tombons sous le coup de la mise en exécution d'une déclaration de garantie d'offre, ni d'une exclusion en application de loi ou règlement du pays de l'Emprunteur ou d'une décision de mise en œuvre d'une résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies en conformité avec les articles 4.4, 4.6 et 4.8 des IS, respectivement.
- l) Nous ne sommes pas une entreprise publique/Nous sommes une entreprise publique mais nous satisfaisons aux dispositions de l'article 4.5 des IS<sup>10</sup>.
- m) Les honoraires ou commissions ou avantages en nature ci-après ont été versés ou accordés ou doivent être versés ou accordés en rapport avec la procédure d'appel d'offres ou l'exécution/la signature du Marché<sup>11</sup>

Nom du Bénéficiaire	Adresse	Motif	Montant
_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____

- n) Nous nous engageons à préparer et à présenter notre offre (et, si le marché nous est attribué, à l'exécuter) dans le respect le plus strict des lois contre la fraude et la corruption en vigueur dans le pays de l'Acheteur, étant entendu que la liste de ces lois est incluse par l'Acheteur dans le Dossier d'appel d'offres relatif audit marché<sup>12</sup>
- o) Il est entendu que la présente offre, et votre acceptation écrite de ladite offre par le moyen de la notification d'attribution du Marché que vous nous adresserez tiendra lieu de contrat entre nous, jusqu'à ce qu'un marché formel soit établi et signé.
- p) Il est entendu que vous n'êtes pas tenus d'accepter l'offre de moindre coût, ni l'une quelconque des offres que vous recevrez.
- q) En cas d'attribution du Marché, la personne désignée ci-après sera le Représentant de l'Entrepreneur :

\_\_\_\_\_

- Nous acceptons la nomination de [l'Accheteur doit insérer le nom indiqué dans les Données particulières de l'Appel d'offres] comme Conciliateur.

OU

<sup>10</sup> Le Soumissionnaire utilisera l'une des deux options, comme il sied à sa situation.

<sup>11</sup> Si aucune somme n'a été versée ou ne doit être versée, porter la mention « néant »

<sup>12</sup> La Banque acceptera l'insertion d'une telle disposition, à la demande de l'Emprunteur, à condition qu'elle ait pu s'assurer que les arrangements qui régissent ladite disposition la satisfont.

Section III. Critères d'évaluation et de qualification

Nous n'acceptons pas la nomination de [insérer le nom indiqué dans les Données particulières de l'Appel d'offres] comme Conciliateur, et proposons à sa place la nomination de [nom] dont un curriculum vitae et la rémunération horaire sont indiqués dans l'Annexe [numéro] à la présente soumission.<sup>13</sup>

Nom \_\_\_\_\_ En tant que \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de \_\_\_\_\_

En date du \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_

<sup>13</sup> Le Soumissionnaire doit utiliser l'une des deux options.

## Cadre du Bordereau des prix unitaires

### Bordereau des prix unitaires

Prix n°	Libellé ou désignation Prix unitaire en toutes lettres hors T.V.A	Unité	Prix unitaire en chiffre HTVA

Nom du Soumissionnaire.....(insérer le nom du Soumissionnaire)  
 Signature ..... (Insérer la signature),  
 Date ..... (Insérer la date)

## Cadre du détail estimatif

### Cadre du détail estimatif

Référence	Désignation	Unité	Qté	PU	PT HTVA
<b>Total HTVA</b>					

Nom du Soumissionnaire.....(insérer le nom du Soumissionnaire)  
 Signature ..... (Insérer la signature),  
 Date ..... (Insérer la date)

### Sous - détail des prix unitaires

N°	Désignation	Coût d'achat	Transport	Coût commande	Frais de livraison	Marge	Prix unitaire HTVA
01							
02							
03							
04							
05							
06							
07							
08							
....							
.....							

### Bordereau des prix des Biens et Services connexes

Date: \_\_\_\_\_

AOI/PMNo.: \_\_\_\_\_

Avis d'appel d'offres No. : \_\_\_\_\_

Variante No. : \_\_\_\_\_

Nom du soumissionnaire: \_\_\_\_\_

1	2	3	4	5	6	7	8
Poste No.	Bien ou service connexe	Pays d'origine	Pourcentage d'origine nationale <sup>1</sup>	Quantité (Nb. d'unités)	Prix unitaire <sup>2</sup>	Droits d'importation, Taxes sur les	Prix total <sup>3</sup>

Section IV. Formulaire de soumission

						ventes et autres, par unité <sup>2</sup>	
_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____	_____

Notes:

<sup>1</sup> En application de la marge de préférence de l'article 31 des IS, le cas échéant

<sup>2</sup> En application des articles 14 et 15 des IS.

<sup>3</sup> Indiquer le % du montant total à payer en monnaie étrangère et le taux de change correspondant.

Nom \_\_\_\_\_ En tant que \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

En date du \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_

### Formule de Révision de Prix (Exemple)

Lorsqu'en application de l'article 14.7 des IS et de la clause 10.1 du CCAG/CCAP, les prix payables au Fournisseur figurant au marché, la méthode ci-après sera utilisée afin de calculer le montant de la révision :

Les prix payables au Fournisseur, en application de l'article 14.7 des IS et de la clause 10.1 du CCAG/CCAP seront soumis à révision pendant l'exécution du marché de façon à refléter l'évolution des coûts de la main-d'œuvre, des matières premières et matériaux, conformément à la formule:

$$P_1 = P_0 (a + \frac{bL_1}{L_0} + \frac{cM_1}{M_0}) - P_0$$

$$a + b + c = 1$$

dans laquelle:

- $P_1$  = montant de l'ajustement payable au Fournisseur.
- $P_0$  = Prix du marché (prix de base).
- $a$  = élément fixe représentant les profits et les frais généraux inclus dans le Prix du marché, généralement de l'ordre de 5 à 15 %.
- $b$  = pourcentage estimé de l'élément représentant la main-d'œuvre dans le Prix du marché.
- $c$  = pourcentage estimé de l'élément représentant les matières et matériaux dans le Prix du marché.
- $L_0, L_1$  = indices du coût de la main-d'œuvre applicables à l'industrie concernée dans le pays d'origine, à la date de référence et à la date de révision du prix, respectivement.
- $M_0, M_1$  = indices des prix des principaux matériaux de base dans le pays d'origine à la date de référence et à la date de révision, respectivement.

#### Section IV. Formulaires de soumission

Les éléments a, b, et c indiqués par l'Acheteur sont comme suit :

**a = [insérer la valeur du paramètre]**

**b= [insérer la valeur du paramètre]**

**c= [insérer la valeur du paramètre]**

Le Soumissionnaire indiquera dans son offre les sources des indices et les indices à la date de référence.

Date de référence : vingt-huit (28) jours avant la date limite de réception des offres.

Date de révision: **[insérer le nombre de semaines]** semaines avant la date d'expédition (cette date de révision représentant le milieu de la période de fabrication).

L'une ou l'autre des parties fera jouer la formule de variation des prix ci-dessus, sous réserve des dispositions ci-après:

- (a) aucune augmentation de prix ne sera autorisée après les dates de livraison contractuelles sauf si l'avenant prolongeant les délais en dispose autrement. En principe, aucune variation de prix ne sera autorisée pour les retards dont le Fournisseur est entièrement responsable. L'Acheteur aura cependant droit à toute réduction du Prix du marché qui pourrait résulter de la formule de révision;
- (b) si la monnaie dans laquelle le prix  $P_0$  du marché est libellé, est différente de la monnaie du pays d'origine des indices représentatifs des coûts de main-d'œuvre et de matières et matériaux, un facteur de correction sera appliqué pour éviter des révisions inexactes du Prix du marché. Le facteur de correction correspondra au rapport entre les taux de change des deux monnaies à la date de référence et à la date d'application de la clause de variation de prix définies ci-dessus; et
- (c) la révision ne s'applique pas au montant de l'avance.

**Formulaire de Garantie de Soumission (Garantie Bancaire)**

*[La banque remplit ce modèle de garantie d'offre conformément aux indications entre crochets]*

*[insérer le nom de la banque, et l'adresse de l'agence émettrice]*

*Bénéficiaire : [insérer nom et adresse de l'Acheteur]*

*Date : [insérer date]*

**Garantie d'offre no. :** *[insérer No de garantie]*

Nous avons été informés que *[insérer nom du soumissionnaire]* (ci-après dénommé « le Soumissionnaire ») a répondu à votre appel d'offres no. *[insérer no de l'avis d'appel d'offres]* pour la fourniture de *[insérer description des fournitures]* et vous a soumis son offre en date du *[insérer date du dépôt de l'offre]* (ci-après dénommée « l'Offre »).

En vertu des dispositions du dossier d'Appel d'offres, l'Offre doit être accompagnée d'une garantie d'offre.

A la demande de l'Acheteur, nous *[insérer nom de la banque]* nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d'argent que vous pourriez réclamer dans la limite de *[insérer la somme en chiffres dans la monnaie du pays de l'Acheteur ou un montant équivalent dans une monnaie internationale librement convertible]*.  
\_\_\_\_\_ *[insérer la somme en lettres]*.

Votre demande en paiement doit être accompagnée d'une déclaration attestant que le Soumissionnaire n'a pas exécuté une des obligations auxquelles il est tenu en vertu de l'Offre, à savoir :

- (a) s'il retire l'Offre pendant la période de validité qu'il a spécifiée dans la lettre de soumission de l'offre; ou

#### Section IV. Formulaire de soumission

(b) si, s'étant vu notifier l'acceptation de l'Offre par l'Acheteur pendant la période de validité telle qu'indiquée dans la lettre de soumission de l'offre ou prorogée par l'Acheteur avant l'expiration de cette période, il:

(i) ne signe pas le Marché ; ou

(ii) ne fournit pas la garantie de bonne réalisation du Marché, s'il est tenu de le faire ainsi qu'il est prévu dans l'article 38 des instructions aux Soumissionnaires.

La présente garantie expire (a) si le marché est octroyé au Soumissionnaire, lorsque nous recevons une copie du Marché signé et de la garantie de bonne exécution émise en votre nom, selon les instructions du Soumissionnaire ; ou (b) si le Marché n'est pas octroyé au Soumissionnaire, à la première des dates suivantes : (i) lorsque nous recevons copie de votre notification au Soumissionnaire du nom du soumissionnaire retenu, ou (ii) vingt-huit (28) jours après l'expiration de l'Offre.

Toute demande de paiement au titre de la présente garantie doit être reçue à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la Chambre de Commerce Internationale (CCI) relatives aux garanties sur demande, Publication CCI no : 458.

Nom : *[nom complet de la personne signataire]* Titre *[capacité juridique de la personne signataire]*

Signé *[signature de la personne dont le nom et le titre figurent ci-dessus]*

## **Garantie de soumission (Cautionnement émis par une société de cautionnement)**

*[La société de cautionnement remplit cette garantie de soumission conformément aux indications entre crochets]*

Garantie No *[insérer No de garantie]*

Attendu que *[insérer le nom du Soumissionnaire]* (ci-après dénommé « le Soumissionnaire») a soumis son offre le *[insérer date]* en réponse à l'AOI/PM No *[insérer no de l'avis d'appel d'offres]* pour la fourniture de *[insérer description des fournitures]* (ci-après dénommée « l'Offre »).

FAISONS SAVOIR par les présentes que NOUS *[insérer le nom de la société de cautionnement émettrice]* dont le siège se trouve à *[insérer l'adresse de la société de cautionnement]* (ci-après dénommé « le Garant »), sommes engagés vis-à-vis de *[insérer nom de l'Acheteur]* (ci-après dénommé « l'Acheteur ») pour la somme de *[insérer le montant en chiffres dans la monnaie du pays de l'Acheteur ou un montant équivalent dans une monnaie internationale librement convertible]*, *[insérer le montant en lettres]* que, par les présentes, le Garant s'engage et engage ses successeurs ou assignataires, à régler intégralement audit Acheteur. Certifié par le cachet dudit Garant ce \_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ *[insérer date]*

LES CONDITIONS d'exécution de cette obligation sont les suivantes :

1. Si le Soumissionnaire retire son offre pendant la période de validité qu'il a spécifiée dans la lettre de soumission de l'offre, ou
2. Si le Soumissionnaire, s'étant vu notifier l'acceptation de son offre par l'Acheteur pendant la période de validité :
  - a) ne signe pas ou refuse de signer le (Formulaire de) marché ; ou
  - b) ne fournit pas ou refuse de fournir la Garantie de bonne exécution, s'il est tenu de le faire comme prévu par l'article 38 des Instructions aux Soumissionnaires

Nous nous engageons à payer à l'Acheteur un montant égal au plus au montant stipulé ci-dessus, dès réception de sa première demande écrite, sans que l'Acheteur soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que, dans sa demande, l'Acheteur notera que le montant qu'il réclame lui est dû parce que l'une ou l'autre des conditions susmentionnées ou toutes les deux sont remplies, en précisant laquelle ou lesquelles a ou ont motivé sa requête.

Section IV. Formulaires de soumission

La présente garantie demeure valable jusqu'au vingt-huitième (28<sup>ème</sup>) jour inclus suivant l'expiration du délai de validité de l'offre ; toute demande de l'Acheteur visant à la faire jouer devra parvenir au Garant à cette date au plus tard.

Nom : *[nom complet de la personne signataire]* Titre *[capacité juridique de la personne signataire]*

Signé *[signature de la personne dont le nom et le titre figurent ci-dessus]*

En date du \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_. *[insérer date]*

## Modèle de déclaration de garantie de l'offre

*[Le Soumissionnaire remplit cette garantie de soumission conformément aux indications entre crochets]*

Date *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre]*

Avis d'appel d'offres No.: *[insérer le numéro de l'avis d'Appel d'Offres]*

Variante No. : *[insérer le numéro d'identification si cette offre est proposée pour une variante]*

A l'attention de *[insérer nom complet de l'Acheteur]*

Nous, soussignés, déclarons que :

1. Nous reconnaissons que les offres doivent être accompagnées d'une déclaration de garantie de l'offre.
2. Nous acceptons que nous ferons l'objet d'une suspension du droit de participer à tout appel d'offres en vue d'obtenir un marché de la part de l'Acheteur pour une période de *[insérer nombre de mois ou d'années]* commençant le *[insérer date]*, si nous n'exécutons pas une des obligations auxquelles nous sommes tenus en vertu de l'Offre, à savoir :
  - a) si nous retirons l'Offre pendant la période de validité que nous avons spécifiée dans le formulaire d'offre ; ou
  - b) si nous étant vu notifier l'acceptation de l'Offre par l'Acheteur pendant la période de validité, nous (i) ne signons pas le Marché ; ou (ii) ne fournissons pas la garantie de bonne exécution, si nous sommes tenus de le faire ainsi qu'il est prévu dans l'article 38 des Instructions aux Soumissionnaires.
3. La présente garantie expirera si le marché ne nous est pas attribué, à la première des dates suivantes : (i) lorsque nous recevons copie de votre notification du nom du soumissionnaire retenu, ou (ii) vingt-huit (28) jours suivant l'expiration de notre Offre.

Section IV. Formulaires de soumission

Nom *[insérer le nom complet de la personne signataire de la déclaration de garantie de l'offre]*

En tant que *[indiquer la capacité du signataire]*

Signature *[insérer la signature]*

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de *[insérer le nom complet du Soumissionnaire]*

En date du \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ *[insérer la date de signature]*

[Note : Dans le cas d'un Groupement d'entreprises, la Déclaration de garantie de l'offre doit être au nom de tous les partenaires du groupement d'entreprises qui soumet l'offre.]

## Modèle d'autorisation du Fabricant

*[Le Soumissionnaire exige du Fabricant qu'il prépare cette lettre conformément aux indications entre crochets. Cette lettre d'autorisation doit être à l'en tête du Fabricant et doit être signée par une personne dûment habilitée à signer des documents qui engagent le Fabricant. Le Soumissionnaire inclut cette lettre dans son offre, si exigé dans les DPAO]*

Date *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre]*

AOL/PM No.: *[insérer le numéro de l'Appel d'Offres]*

Avis d'appel d'offres No.: *[insérer le numéro de l'avis d'Appel d'Offres]*

A: *[insérer nom complet de l'Acheteur]*

ATTENDU QUE :

*[insérer le nom complet du Fabricant]* sommes fabricant réputé de *[indiquer les Biens produits]* ayant nos usines *[indiquer adresse complète de l'usine]*

Nous autorisons par la présente *[indiquer le nom complet du Soumissionnaire]* à présenter une offre, et à éventuellement signer un marché avec vous pour l'Appel d'Offres N°*[insérer le numéro de l'Appel d'Offres]* pour ces fournitures fabriquées par nous.

Nous confirmons toutes nos garanties et nous nous portons garants conformément à la Clause 21.1 du Cahier des Clauses générales pour les Biens proposés par l'entreprise ci-dessus pour cet Appel d'Offres.

Nom *[insérer le nom complet de la personne signataire de l'autorisation]*

En tant que *[indiquer la capacité du signataire]*

Signature *[insérer la signature]*

Section IV. Formulaire de soumission

Dûment habilité à signer l'habilitation pour et au nom de *[insérer le nom complet du Fabricant]*

En date du \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ *[Insérer la date de signature]*

Section IV, Formulaire de soumission

## **Formulaire de qualification**

Afin de démontrer qu'il satisfait aux critères de qualifications requises pour exécuter le marché en conformité avec la Section III (Critères d'évaluation et de qualification), le Soumissionnaire fournira les renseignements demandés dans les formulaires de qualification ci-après.

## Fiche de renseignements sur le soumissionnaire

### Formulaire ELI – 1.1

Date: \_\_\_\_\_

No. AOI/PM : \_\_\_\_\_

Avis d'appel d'offres No \_\_\_\_\_

Page \_\_\_ de \_\_\_ pages

1. Nom légal du soumissionnaire :
2. Dans le cas d'un groupement d'entreprises, consortium ou association (GECA), nom légal de chaque partie :
3. Pays où le soumissionnaire est ou sera constitué en société :
4. Année à laquelle le soumissionnaire a été constitué en société :
5. Adresse légale du soumissionnaire dans le pays où il est constitué en société :
6. Renseignements sur le représentant autorisé du soumissionnaire : Nom : Adresse : Numéro de téléphone/de télécopie : Adresse électronique :

Section IV. Formulaire de soumission

7. Les copies des documents originaux qui suivent sont jointes :

1. Dans le cas d'une entité unique, Statuts ou Documents constitutifs de l'entité légale susmentionnée, conformément aux dispositions des Clauses 4.1 et 4.2 des IS.

2. Dans le cas d'un GECA, lettre d'intention de former un GECA ou de signer un accord de GECA, conformément aux dispositions de l'article 4.1 des IS.

3. Dans le cas d'une entreprise publique du pays de l'Acheteur, tout document complémentaire qui n'est pas mentionné dans le paragraphe 1 ci-dessus et est nécessaire pour satisfaire aux dispositions de l'article 4.5 des IS.

**Fiche de renseignements sur chaque Partie d'un GECA**

**Formulaire ELI - 1.2**

Date: \_\_\_\_\_

No. AOI/PM: \_\_\_\_\_

Avis d'appel d'offres No : \_\_\_\_\_

Page \_\_\_ de \_\_\_ pages

1. Nom légal du soumissionnaire :
2. Nom légal de la partie du GECA:
3. Pays de constitution en société de la partie du GECA:
4. Année de constitution en société de la partie du GECA :
5. Adresse légale de la partie du GECA dans le pays de constitution en société :
6. Renseignements sur le représentant autorisé de la partie au GECA : Nom : Adresse : Numéro de téléphone/télécopie : Adresse électronique :
7. Les copies des documents originaux qui suivent sont jointes : <input type="checkbox"/> Statuts ou Documents constitutifs de l'entité légale susmentionnée, conformément aux dispositions des articles 4.1 et 4.2 des IS. <input type="checkbox"/> Dans le cas d'une entreprise publique du pays de l'Acheteur, documents qui établissent l'autonomie juridique et financière et le respect des règles de droit commercial, conformément aux dispositions de l'article 4.5 des IS.

## Antécédents de marchés non exécutés

### Formulaire CON - 2

*[Le formulaire ci-dessous doit être rempli par le Candidat et par chaque partenaire dans le cas d'un GECA]*

Nom légal du soumissionnaire : *[insérer le nom complet]*

Date : *[insérer jour, mois, année]*

ou

Nom légal de la Partie au GECA : *[insérer le nom complet]*

No. AO/PM et titre : *[numéro et titre de l'AO/PM]*

Page *[numéro de la page]* de *[nombre total de pages]* pages

<b>Marchés non exécutés selon les dispositions de la Section III, Critères d'évaluation et de qualification</b>			
<input type="checkbox"/> ... Il n'y a pas eu de marché non exécutés pendant la période de <i>[nombre d'années]</i> ans stipulée à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification, critère 2.2.1.			
<input type="checkbox"/> Marché(s) non exécuté(s) pendant la période de <i>[nombre d'années]</i> années stipulée à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification, critère 2.2.1 :			
Année	Résultat, en pourcentage de l'actif total	Identification du contrat	Montant total du contrat (valeur actuelle en équivalent SUS)
<i>[insérer l'année]</i>	<i>[indiquer le montant et pourcentage]</i>	Identification du marché : <i>[indiquer le nom complet/numéro du marché et les autres formes d'identification]</i>  Nom d'Acheteur : <i>[nom complet]</i>  Adresse d'Acheteur : <i>[rue, numéro, ville, pays]</i>  Motifs de non-exécution : <i>[indiquer le (les) motif(s) principal (aux)]</i>	

Section IV. Formulaire de soumission

<b>Litiges en instance, en vertu de la Section III, Critères d'évaluation et de qualification</b>			
<input type="checkbox"/> Pas de litige en instance en vertu de la Section III, Critères d'évaluation et de qualification, critère 2.2.3. <input type="checkbox"/> Litige(s) en instance en vertu de la Section III, Critères d'évaluation et de qualification, critère 2.2.3:			
<b>Année</b>	<b>Montant de la réclamation en pourcentage de la valeur nette de l'actif total</b>	<b>Identification du marché</b>	<b>Montant total du marché (valeur actuelle, équivalent en dollars E.U.)</b>
<i>[insérer l'année]</i> _____	<i>[indiquer le pourcentage]</i> _____	Identification du marché : <i>[insérer nom complet et numéro du marché et autres formes d'identification]</i>  Nom d'Acheteur : <i>[nom complet]</i>  Adresse d'Acheteur : <i>[rue, numéro, ville, pays]</i>  Objet du litige : <i>[indiquer les principaux points en litige]</i>	<i>[indiquer le montant]</i> _____
_____	_____	Identification du marché :  Nom d'Acheteur :  Adresse d'Acheteur :  Objet du litige :	_____

**Marchés en cours**

**Formulaire CCC**

Les Soumissionnaires et chaque partenaire de GECA doivent fournir les renseignements concernant leurs engagements courants pour tous les marchés attribués, ou pour lesquels ils ont reçu une notification d'attribution, lettre de marché, etc. ..., ou pour les marchés en voie d'achèvement, mais pour lesquels un certificat de réception provisoire sans réserve n'a pas été émis.

Intitulé du marché	Acheteur, contact adresse/tél/télécopie	Valeur des fournitures restant à exécuter (US\$ équivalents)	Date d'achèvement prévue	Montant moyen mensuel facturé au cours des 6 derniers mois (US\$/mois)
1.				
2.				
3.				
4.				
5.				
etc.				

## Situation financière

### Formulaire FIN – 3.1

Nom légal du soumissionnaire : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_

Nom légal de la partie au GECA : \_\_\_\_\_ No. AOI/PM: \_\_\_\_\_

Page \_\_\_ de \_\_\_ pages

A compléter par le soumissionnaire et, dans le cas d'un GECA, par chaque partie.

Données financières en équivalent US\$	Antécédents pour les _____ ( ) dernières années (équivalent milliers d'US\$)				
	Année 1	Année 2	Année ...	Année ...	Ratio moyen
<b>Information obtenue des états financiers</b>					
Total actif (TA)					
Total passif (TP)					
Avoirs net (PN)					
Disponibilités (D)					
Engagements (E)					
<b>Information des comptes de résultats</b>					
Recettes totales (RT)					
Bénéfices avant impôts (BAI)					

On trouvera ci-après les copies des états financiers (bilans, y compris toutes les notes y afférents, et comptes de résultats) pour les années spécifiées ci-dessus et qui satisfont aux conditions suivantes :

- a) Ils doivent refléter la situation financière du soumissionnaire ou de la Partie au GECA, et non pas celle de la maison mère ou de filiales
- b) Les états financiers passés doivent être vérifiés par un expert-comptable agréé

Section IV. Formulaires de soumission

- c) Les états financiers doivent être complets et inclure toutes les notes qui leur ont été ajoutées
- d) Les états financiers doivent correspondre aux périodes comptables déjà terminées et vérifiées (les états financiers de périodes partielles ne seront ni demandés ni acceptés)

## Chiffre d'affaires annuel moyen

### Formulaire FIN – 3.2

Nom légal du soumissionnaire : \_\_\_\_\_ Date: \_\_\_\_\_

Nom légal de la partie au GECA : \_\_\_\_\_ No. AOI/PM: \_\_\_\_\_

Page \_\_\_\_\_ de \_\_\_\_\_ pages

Données sur le chiffre d'affaires annuel		
Année	Montant et monnaie	Equivalent US\$
	_____	_____
	_____	_____
	_____	_____
	_____	_____
	_____	_____
	_____	_____
<b>*Chiffre d'affaires moyen</b>	_____	_____

\*Le chiffre d'affaires annuel moyen est calculé comme le total des paiements reçus et certifiés pour l'approvisionnement en cours ou terminé, divisé par le nombre d'années spécifié dans la Section III, 2.3.2.

## Capacité de financement

### Formulaire FIN – 3.3

Indiquer les sources de financement (liquidités, actifs réels non grevés, lignes de crédit et autres moyens financiers nécessaires pour les besoins de trésorerie au(x) marché(s) considéré(s), nets des engagements pris par le Soumissionnaire au titre d'autres marchés comme requis à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.

Source de financement	Montant (US\$ équivalents)
1.	
2.	
3.	
4.	

## Expérience

### Formulaire EXP – 4.1

Nom légal du soumissionnaire : \_\_\_\_\_ Date: \_\_\_\_\_

Nom légal de la partie au GECA : \_\_\_\_\_ No. AO/PM : \_\_\_\_\_

Page \_\_\_ de \_\_\_ pages

Numéro de marché similaire : ___ de ___ requis	Renseignements		
Identification du marché	_____		
Date d'attribution Date d'achèvement	_____ _____		
Rôle dans le marché	_____		
Montant total du marché			US\$
Dans le cas d'une partie à un GECA ou d'un sous-traitant, préciser la participation au montant total du marché	_____ %	_____ %	US\$ _____
Nom de l'Acheteur :	_____		
Adresse :	_____ _____		
Numéro de téléphone/télécopie :	_____		
Adresse électronique :	_____ _____ _____		

## Expérience (suite) Formulaire EXP – 4.1 (suite)

Nom légal du soumissionnaire : \_\_\_\_\_

Nom légal de la partie au GECA : \_\_\_\_\_

Page \_\_ de \_\_ pages

No. du marché similaire : __ de __ requis	Renseignements
Description de la similitude conformément au 2. 4.1 de la Section III :	
Montant	_____
Taille physique	_____
Complexité	_____
Méthodes/Technologie	_____
Autres caractéristiques	_____

## Section V. Pays Éligibles

### **Éligibilité applicables à la fourniture de Biens, Travaux et Services dans le cadre des marchés financés par la Banque**

1. En conformité avec le paragraphe 1.7 des Directives pour la passation des marchés financés par la Banque Islamique de Développement, la Banque permet aux personnes morales et aux personnes physiques de tous les pays membres de fournir des biens, travaux et services dans les projets qu'elle finance. C'est un principe fondamental de la BID que le dossier d'appel d'offres stipule sans équivoque que les fournisseurs de biens et de travaux, et leurs associés et sous-traitants doivent être en stricte conformité avec les Règles de Boycott de l'Organisation de la Conférence Islamique, la Ligue des États arabes et l'Union Africaine. Le Bénéficiaire est tenu d'aviser les entreprises et fournisseurs intéressés que seules les offres des entreprises et fournisseurs qui ne font pas l'objet d'un boycott en vertu desdites règles seront prise en considération. Les Soumissionnaires peuvent obtenir, par l'intermédiaire de leurs représentants dans les Pays Membres concernés ou par l'entremise de l'une des ambassades des Pays Membres, un certificat attestant que le soumissionnaire ne figure pas sur la liste de boycott.

Pour les prescriptions relatives au boycott, l'éligibilité d'un fournisseur ou d'une entreprise est déterminée au moment de la procédure d'évaluation des offres. Dans le cas où les entreprises de travaux ou de fournitures ne divulguent pas une information afin d'éviter la disqualification en application de la règle de boycott, le Bénéficiaire a le droit d'annuler les marchés à tout moment et de pénaliser ces entreprises, de même qu'il est en droit de réclamer un dédommagement pour les pertes occasionnées, au profit du Bénéficiaire et de la BID. La BID se réserve le droit de ne pas honorer un marché s'il s'avère qu'une entreprise donnée est soumise aux prescriptions du boycott.

Est qualifiée en tant qu'entreprise de fournitures provenant d'un Pays Membre, toute entreprise dont:

- (a) L'immatriculation ou la constitution légale a lieu dans un Pays Membre de la BID ;
- (b) L'aire principale d'activité est située dans un Pays Membre de la BID ;
- (c) Elle appartient à plus de 50% à une ou plusieurs firmes dans un ou plusieurs Pays Membres (lesquelles firmes devant justifier de leur nationalité) et/ou à des ressortissants de ces Pays Membres ;

Section V. Pays éligibles

- (d) Le personnel chargé d'assurer les services dans le cadre du marché est constitué à plus de 80% de nationaux de Pays Membres de la BID, qu'il s'agisse d'un personnel employé directement ou employé par un sous-traitant ;
- (e) La majorité des cadres dirigeants et professionnels est constituée de nationaux du Pays Membre concerné ou d'autres Pays Membres.

Est qualifiée en tant qu'entreprise locale d'un Pays Membre, toute entreprise dont:

- (a) L'immatriculation ou la constitution légale a lieu dans le Pays Membre Bénéficiaire ;
- (b) L'aire principale d'activité est située dans le Pays Membre Bénéficiaire ;
- (c) Les nationaux du Pays Membre Bénéficiaire (personnes physiques ou morales) détiennent plus de 50% du capital de l'entreprise;
- (d) Le personnel chargé d'assurer les services dans le cadre du marché dans le Pays Membre Bénéficiaire est constitué à plus de 80% de nationaux du Pays Membres Bénéficiaire, qu'il s'agisse d'un personnel employé directement ou employé par un sous-traitant ;
- (e) La majorité des cadres dirigeants et professionnels est constituée de nationaux du Pays Membre Bénéficiaire.

16. 2. à titre d'exception, une entreprise d'un pays ou des biens fabriqués dans un pays peuvent être exclus:

- a) si la loi ou la réglementation du pays du Bénéficiaire interdit les relations commerciales avec ce pays, sous réserve qu'il soit établi à la satisfaction de la Banque que cette exclusion n'empêche pas le jeu efficace de la concurrence pour la fourniture des biens, ou des travaux nécessaires; ou
- b) en application des Règles de Boycott de l'Organisation de la Conférence Islamique, de la Ligue des Etats Arabes et de l'Union Africaine, le pays du Bénéficiaire interdit toute importation de biens en provenance dudit pays ou tout paiement aux personnes physiques ou morales dudit pays.

17. 3. Pour l'information du Bénéficiaire et des soumissionnaires, à l'heure actuelle, les biens et services provenant des pays ci-après ne sont pas admis dans le cadre de la présente sélection:



## **PARTIE II : Exigences de l'Acheteur**

### **Section VI. Exigences de l'Acheteur**

#### **Table des matières**

1. Liste des Biens et des Services connexes
2. Calendriers de livraison et d'achèvement
3. Spécifications techniques
4. Plans

## 1. Liste des Biens et des Services connexes

### 1.1 Liste des Biens

**Nom des Biens**                      **Description succincte**                      **Quantité**

#### LOT-1 : COMMANDE DES EQUIPEMENTS DE LABORATOIRE POUR L'INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DEVELOPPEMENT (IRAD)

N°	DESIGNATION	Spécifications	Qté
1	Analyseur élémentaire avec accessoires et gaz associés	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Analyse élémentaire et simultanée de l'azote (N), l'hydrogène (H), du carbone (C) et du soufre (S) par combustion à haute température : capable de fonctionner en trois modes (CHN, CHNS et oxygène, entièrement automatisé</li> <li>- Intégration d'un passeur d'échantillons d'une capacité minimale de 60 échantillons ;</li> <li>- Analyse directe sur solide ou liquide sans prétraitement préalable des échantillons ;</li> <li>- Large gamme de l'échantillon au poids d'une microbalance ;</li> <li>- Large gamme de concentration avec une limite de détection de l'ordre du de 1 ppb ;</li> <li>- Contrôle entièrement automatique des opérations à l'aide d'un logiciel fourni compatible au moins avec Windows 7 ;</li> <li>- Autres caractéristiques: simultané, automatique, par la méthode Dumas ;</li> <li>- Installation sur site, démarrage de l'appareil et formation du personnel</li> </ul>	1

Section VI. Exigences de l'Acheteur

2	Spectrophotomètre d'absorption atomique avec accessoires	<p>- Fourniture d'un Spectrophotomètre d'Absorption Atomique</p> <p>Caractéristiques : - spectromètre flamme et four ; - compact et intuitif</p> <p>Spécifications : Optique double faisceau en temps réel ; Correction Deutérium ; Chauffage longitudinal ; Détecteur état solide ségmenté ; Réseau 1800L/mm à double angle de blaze 236 et 597nm ; Installation sur site et démarrage de l'appareil ; Formation sur site des utilisateurs</p>	1
3	Appareils de pipetage pour analyse granulométrique	<p>Set granulométrie à pipettes robinson /paillasse/7postes</p> <p>- Détermine les particules fines du sol compris entre 2 microns et 2 mm avec la méthode de la pipette suivant la norme NF X 31-107</p> <p>- Modèle mural fourni avec 60 allonges (cylindres) de 1000 ml ; Jeux de tamis de 63 microns à 8 mm incluant un agitateur de tamis</p> <p>Installation sur site et démarrage de l'appareil ; Formation sur site des utilisateurs</p>	2
4	Agitateur granulométrique	Set complet tamis + agitateur pour analyse granulométrique	1
5	Agitateur et vient	<p>- Agitation par mouvement de va-et-vient linéaire ; - Sélection numérique de la vitesse jusqu'à 250 osc/mm avec démarrage en douceur</p> <p>- Minuterie numérique intégrée ; - Mécanisme d'entraînement fiable et silencieux ; - Système de berceau totalement réglable ; - Réglage dans le sens vertical comme horizontal pour maintenir les récipients les plus divers de toutes tailles : fioles, bouteilles, flacons, béchers</p>	1

Section VI. Exigences de l'acheteur

6	Pipette automatique : 2 de chaque intervalle de volume	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pipettes automatiques à volumes variables d'intervalle de volume 1 -10 µL, 3-10 µL, 20-50 µL, 10-100 µL, 50-250 µL, 100-1000 µL.</li> <li>- Fournis avec 1000 côneschacune.</li> </ul>	12
7	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Broyeur des plantes avec accessoires (poussoir, tête de broyage à freaux, tête de broyage à couteau)</li> </ul>	<p>Volume de la trémie de 300ml accueillant des échantillons denses, légers et moelleux. Moteur triphasé avec faible niveau de bruit pendant le fonctionnement ; Sélection de marteau et/ou coupe en fonction du type d'échantillon ; T'arnis de 0,2 à 6 mm de maillage ; Contrôle de vitesse ; Vitesse de 50 à 6000tr/min ; Protection intégré contre la surchauffe, la surcharge et le blocage du rotor ; Introduction sécurisé des échantillons ; Ensemble d meulage de marteau installé dans la chambre de meulage, ; Ecran de 2mm ; Ensemble d'outil et support en bois avec 12 boites de collecte en plastique ; Composé d'un rotor avec 3 marteaux d'impact et stator avec place pour un tamis échangeable</p> <p>Installation sur site et démarrage de l'appareil ; Formation sur site des utilisateurs</p>	1
8	Système d'eau ultra pure avec de cartouches de recharge	<p>Eau d'alimentation (Eau OI (100µs/cm), eau distillée (4µs/cm) eau désionisée (20µs/cm)) ; Débit jusqu'à une pression de 2bar sans filtre final</p> <p>Présion de fonctionnement maximal 6.9 bar ; Teneur en COT &lt;5ppb. Accessoires : Seringues de nettoyage, préremplies sous forme de seringues de 50ml ; Filtre çà fibres creuses UF ; Lampe UV ; Support réglable en hauteur, pistolet de distribution inclus ; Kit de montage mural</p> <p>Installation sur site et démarrage de l'appareil ; Formation sur site des utilisateurs</p>	1
9	Échantillons de	Matériaux de références certifiées avec certificat	

Section V1. Exigences de l'Acheteur

	références de sols et plantes		5
10	Programme de gestion des informations d'un laboratoire (LIMS)	Progiciel de gestion de laboratoire par Loc@soft.	1
11	- Bloc de digestion de 40 tubes Kjeldahl avec 150 tubes de minéralisation de 100ml	Unités de digestion Kjeldahl traditionnelles pour l'analyse de l'azote et la détermination des protéines, avec un bloc de chauffage en aluminium qui offre une excellente homogénéité thermique, avec une température de travail maximale de 450 °C. Plage de température allant de T° ambiante à 450°C ; Rampes sélectionnables jusqu'à 4 par programme ; Calibration de la température automatique ; Stabilité de la température du bloc chauffant = ±0.5°C ; Précision de la température du bloc de chauffage = ±0.5°C ; Fourchette de temps de digestion = 1 à 999min ; Sélection du temps étapes de 1min ; Installation sur site et démarrage de l'appareil Formation sur site des utilisateurs	1
12	- Plaque chauffante alliage aluminium/silicium de laboratoire	Grande surface de plaque idéale pour le chauffage de plusieurs béchers ; Contenance jusqu'à 30 x 100 ml de béchers ; Grandes plaques de forme rectangulaires idéales pour chauffer plusieurs petits béchers simultanément ; Bouton facile à utiliser pour contrôler la température de la plaque supérieure ; Voyant rouge "chaud" indiquant que la plaque peut encore être chaude même après utilisation Plaque supérieure en vitrocéramique haute température et le SB500 avec une plaque supérieure en alliage aluminium / silicium ; La plaque chauffante avec très bonnes propriétés	2

Section VI. Exigences de l'Acheteur

	<p>conductrices donnant une température de plaque très homogène et reproductible sur l'ensemble de la surface de la plaque ;                  - Installation sur site et démarrage de l'appareil ; Formation sur site des utilisateurs</p>		
13	<p>Plage de température : -5 °C à 100 °C ; Technologie de chambre de préchauffage APT.line™ ; Jusqu'à 30 % de consommation d'énergie en moins par rapport au modèle précédent ; Refroidissement par réfrigérateur à compression de vapeur ; Vitesse de ventilation réglable</p>	<p>Contrôleur avec programmation par séquence et en temps réel ; Porte intérieure en verre de sécurité ; 2 clayettes-grilles en acier inoxydable ; Empilable ; Thermostat de sécurité classe 3.1 (DIN 12880) équipé d'une alarme visuelle et sonore</p>	<p>- Installation sur site et démarrage de l'appareil, Formation sur site des utilisateurs</p>
14	<p>Idéal pour de multiples applications petits volumes en laboratoire ; - Compact, léger, en acier inox ; - Revêtement double-paroi ; - Résistances vitrifiées en quartz ; - Programmeur R 6 (1 valeur de consigne) ; - Temps pour atteindre température max. : 10 min ; Température max 1100°C ; Régulation simple ; Ouverture de la porte basculante ; Installation sur site et démarrage de l'appareil</p>	<p>Formation sur site des utilisateurs</p>	<p>Formation sur site des utilisateurs</p>
15	<p>Compteur de base de pH / mV pour des résultats rapides et précis sans efforts. Affichage grand écran LCD et clavier arrangé</p>	<p>Fonction AutoRead automatique pour prendre en</p>	<p>1</p>

Section VI. Exigences de l'Acheteur

	<p>(set avec sentix81, tetracon 325; cellox 325, electrode de pH Sentix 81, verre, electrolyteKCl 3mol/L, sonde de temperature, DIN fiche banane, cablefix</p>	<p>charge les résultats corrects et reproductibles. Minuterie de calibrage intégrée réglable rappelant à l'utilisateur l'étalonnage périodique. Caractéristiques : Gammes Toutes les valeurs +/- 1 chiffre ; PH: -2,0 1/4 20,0 +/- 0,1 pH ; -2,00 1/4 20,00 +/- 0,01 pH ; - 2,000 1/4 19,999 +/- 0,005 pH ; MV: +/- (1200.0 +/- 0.3) mV ; +/- (2000 +/- 1) mV ; Étalonnage: tampon technique de 1, 2 ou 3 points et DIN / NIST Température: -5,0 1/4 105,0 ° C +/- 0,1 ° C ; Alimentation: alimentation universelle 100 à 240V, 50 / 60Hz, 4 x 1,5V AA ou 4 piles rechargeables NiVM 1,2V ; Installation sur site et démarrage de l'appareil Formation sur site des utilisateurs</p>	
16	<p>pH mètres de laboratoire pH mètre de paillasse avec étalonnage en 2 points</p>	<p>pH mètre de paillasse avec étalonnage en 2 points ; Ecran digitale avec affichage du pH et de la température ; Compensation automatique de la température ; Sortie RS232 ou USB ; Support multidirectionnel pour électrodes ; Fourni avec électrode de pH et sonde de température ; Fourni avec tampons pH 4 et pH 7 en flacons de 500 ml ; - Installation sur site et démarrage de l'appareil ; Formation sur site des utilisateurs</p>	2
17	<p>- Conductimètres de laboratoire</p>	<p>- Boîtier ergonomique, étanche et résistant ; - Affichage simultané conductivité / température ; - Sonde multi paramètre EC / TDS / T° ; - Correction automatique des mesures en température ; - Coefficient de température et facteur TDS réglables ; Gamme de mesure conductivité 0.01µS/cm à 200mS/cm ; Gamme TDS 0.01mg/l à 200g/l ; Gamme de Température 0...100°C ;</p>	1

Section VI. Exigences de l'Acheteur

18	- Une burette automatique digital	<p>- Installation sur site et démarrage de l'appareil ; Formation sur site des utilisateurs</p> <p>Burettes automatiques avec mise à zéro automatique ; Affichage digitale du volume ; Flacons réservoirs de 500 ml avec graduations de 0.05 ml</p> <p>- Installation sur site et démarrage de l'appareil ; Formation sur site des utilisateurs</p>	1
19		<p>Choix de cage de pesée : manuelle (DU) ; automatique (DA) ; automatique avec désioniseur intégré pour l'élimination efficace des charges statiques (DI) ; chargement par le haut de semi-microbalances (5 chiffres) avec une capacité de pesée de 0 à 220 g ; Unités de commande et d'affichage amovibles ;</p> <p>Des interfaces RS232 et USB sont inclus ; Modules séparés et évolutifs ; IsoCAL ; étalonnage et réglage entièrement automatiques ; Écran LCD rétroéclairé de base, noir et blanc ; module de pesée à quatre décimales, certifié pour un usage en métrologie légale ; DI = cage de pesée automatique avec désioniseur statique intégré ; Capacité gamme de pesée 220g ; Linéarité 0.3mg</p> <p>Précision e lecture 0.1mg</p> <p>- Installation sur site et démarrage de l'appareil ; Formation sur site des utilisateurs</p>	1
20	Balances de laboratoire avec certificat de précision	<p>Système de pesage monolithique garantissant une grande précision de mesure à long terme Linéarité et reproductibilité : <math>\pm 1</math> mg, avec temps de stabilisation moyens de 1 à 1,5 seconde ; Excellente lisibilité grâce à l'écran rétroéclairé à contraste élevé avec chiffres de 15 mm de hauteur ; Cage de pesée circulaire sur les modèles avec lisibilité 1 milligramme et bac de diamètre 115 mm ; Crochet de pesée sous balance ;</p>	1

Section VI. Exigences de l'Acheteur

	<p>Plateau de pesée diamètre 115mm ; Précision d'affichage 0.001g ; Linéarité ± 2mg ; Gamme de pesée 620g          - Installation sur site et démarrage de l'appareil ; Formation sur site des utilisateurs</p>	
21	<p>Gamme spectrale UV visible de 198 à 1000nm. Clavier tactile et menu intuitif simple. Absorbance, transmittance et concentration.          Ecran multi-paramètres avec visualisation de la longueur d'onde. Large gamme d'accessoires. Livré avec un logiciel de pilotage et d'acquisition. Lampe xénon pulsée offrant une puissance lumineuse durable dans l'UV comme dans le Visible ; Gamme spectrale 198 à 1000nm ; Résolution 1nm ; Précision ± 2nm ; Bande passante 8nm ; Absorbance -0.300 à 1.999A ; Transmittance 0 à 199.9%T ; Concentration -300 à 1999Conc ; Résolution 0.1%T ; 0.001A, 0.1-1Conc ; Unités de concentration ppm, mg/L, M, % ; Lampe de xénon          Accessoires : Kit de filtres de calibration UV Visible ; Module lampe Xénon ; Ruban encreur pour imprimante ; Rouleau de papier pour imprimante ; Housse de protection ; Malette de transport          - Installation sur site et démarrage de l'appareil ; Formation sur site des utilisateurs</p>	1
22	<p>Hotte rectangulaire fixe avec rideaux en lamelles souples de PVC ; • hotte en polyester, fixation sous plafond, livrée avec jeu de 16 lamelles en PVC ; largeur 200 mm, livrées avec 4 câbles de suspension et gaine souple PVC Ø 200 mm long. 2 mètres, (fixation murale sur demande), disposition des lamelles : 6 lamelles pour le fond, 2x3 lamelles ; pour les côtés, 2 lamelles frontales gauches, 2 lamelles frontales</p>	1

Section VI. Exigences de l'Acheteur

		<p>droites, ouverture frontale libre 400 mm ; Ventilation - extraction ; • ventilateurs centrifuges, volute plastique, pour l'extraction des vapeurs corrosives ; • tous les ventilateurs sont livrés avec : chaise, plots anti-vibratoires, deux manchettes, pour raccords ; • ventilateurs monophasés 230 V ; • ventilateurs triphasés 230 / 400 V ; livrés avec : - commutateur de proximité cadenassable ; - à installer à proximité immédiate du ventilateur, IP65, livré câblé (long. 1 m) avec cosses</p> <p>- boîtier interrupteur Arrêt / Marche ; en coffret mural avec disjoncteur ; - en option : variateur de fréquence permet ; le réglage de la vitesse <math>\pm 20\%</math> de la vitesse nominale ; • ventilateurs ATEX triphasés 230 / 400 V</p>
23	<p>Hotte chimique d'extraction avec tous les accessoires</p>	<p>Hottes filtrantes livrées complètes, à plat, en caisse bois avec : • plan de travail, bac de rétention, • anémomètre, • panneau de contrôle électronique, • compteur horaire, • opercule pour prélèvement, • panneau arrière blanc,</p> <p>Filtration de gaz, vapeurs, solides, aérosols ; • équipées en série d'un pré-filtre composé de bio-fibres synthétiques classe G4 (norme EN779) pour la rétention des poussières atmosphériques ; • filtres type G (Gaz) : filtre moléculaire au charbon actif pour la filtration des gaz ou vapeurs ; • filtres type GS (Gaz et Solides) : deux filtres, un filtre au charbon actif pour les gaz ou vapeurs et un filtre HEPA pour la filtration de particules solides ou des aérosols ; pompe manuelle et tubes réactifs colorimétriques pour le contrôle manuel de la saturation du filtre, tubes réactifs en fonction des substances utilisées ; • panneau arrière transparent : polyméthacrylate de méthyle, épais. 15 mm ; • table roulante</p>

Section VI. Exigences de l'Acheteur

		(hauteur 905 mm) avec une étagère amovible et deux panneaux latéraux en polyméthacrylate de méthyle transparent de 8 mm	
24	Normes pour les déterminations dans les échantillons de sols	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Analyse granulométrique : NF X 31-107 ; - Extraction des éléments traces : NF X31-147 ; - Carbonate : NF ISO 10693</li> <li>- Calcaire actif : NF X31-106</li> <li>- Carbone Organique : NF ISO 10694</li> </ul>	5
25	Normes pour les déterminations dans les échantillons d'engrais	<ul style="list-style-type: none"> <li>- NF EN 15478 Détermination de l'azote total dans l'urée ; - NF EN 16317 : Détermination As par ICP-AES ; - NF EN 16319 : Détermination du Cd, Cr, b et Ni par ICP-AES ; - NF U 44-140 : Mise en solution du Ca et Mg par attaque chlorhydrique ; NF U 44-148 : Dosage du Ca par SAA ; - NF EN 13650 : Extraction des éléments solubles dans l'eau régale ; - NF EN 13651 : Extraction des éléments nutritifs solubles dans l'eau ; - NF EN 13654 Détermination de l'Azote méthode de Kjeldahl modifié ; - NF T 90-020 : K et Na par spectrométrie d'émission de flamme ; - NF EN ISO 7980 : Ca et Mg par SAA/Flamme ; - NF EN ISO 6898 : Phosphore total ; - NF EN 12260 : Azote Total ; - NF EN 1484 : Carbone organique Total ; - NF T90-015 : Ammonium ; - NF EN 25663 : Azote Kjeldahl ; - NF EN 26777 : Nitrite</li> </ul>	15
26	Normes pour les déterminations dans les échantillons d'eau	<ul style="list-style-type: none"> <li>- NF EN 27888 : Détermination de la conductivité électrique ; - NF EN ISO 10523 : Détermination du pH ; - NF 25814 : Oxygène dissous</li> <li>- NF ISO 7887 : Examen de la couleur ; - NF T90-029 : Résidu Sec ; -NF EN 872 : Matières en suspension ; - NF EN ISO 7393 : chlore libre total ; - NF EN ISO 9963-1 : Alcalinité ; - NF ISO 9297 : Chlorure ; - NF T 90-043 : Chrome VI ; - NF EN 1899 : DBOn ; - ISO 15705 : ST DCO ;</li> </ul>	20

Section VI. Exigences de l'Acheteur

		<p>- NF T90-003 : Dureté ; - T90-109 : Indice de phénol ; - NF EN ISO 13395 : Nitrate en flux continu ; - NF EN ISO 8467 : oxydabilité permanganate ; - NF T 90-007 : Silice (Silicates solubles) ; - NF T 90-009 : Sulfates ; - ISO 22743 : Sulfates en flux continu ; - NF EN 903 : Tensioactifs anioniques ; - NF T 90-015-2 : Ammonium spectrométrie visible ; - NF EN 25663 : Qualité de l'eau - Dosage de l'azote Kjeldahl - Méthode après minéralisation au sélénium ; - NF EN ISO 6878 : Orthophosphate, Phosphore total - spectrométrie visible ; - NF EN ISO 11885 : Minéralisation à l'acide nitrique ou à l'eau régale et dosage par ICP-AES ; - NF EN ISO 7027 : Qualité de l'eau - Détermination de la turbidité ; - NF EN 1484 : Carbone organique dissous - Oxydation chimique et oxydation par combustion ; - ISO 3696 : Eau pour laboratoire à usage analytique</p>	
27	<p>- Minéralisateur Micro-ondes pour métaux lourds</p>	<p>Caractéristiques</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Contamination des échantillons impossible grâce au revêtement du four résistant à la corrosion et au système de collecte de gaz</li> <li>• Grande qualité de minéralisation et valeurs à blanc réduites au minimum grâce aux réacteurs en TFM-PTFE moulé par compression isostatique</li> <li>• Manipulation aisée grâce au design innovant des réacteurs et au système de pilotage Quickstart</li> <li>• Contrôle total de la réaction grâce à une technologie optique de mesure de la température</li> </ul> <p>L'avantage des systèmes de minéralisation par micro-ondes est le chauffage rapide des échantillons. En fonction de la composition chimique de l'échantillon, des réactions spontanées peuvent être induites. Pour éviter efficacement ces phénomènes, il est nécessaire de disposer d'un contrôle rapide</p>	1

Section VI. Exigences de l'Acheteur

		<p>de réaction.</p> <p>Grâce à la mesure optique de la température (DIRC), la puissance du micro-onde est immédiatement contrôlée. C'est le seul moyen d'obtenir une réaction fiable.</p> <p>Spécifications</p> <p>Résistance chimique absolue de la technique sensorielle dans le four.</p> <p>Aucune influence due au rayonnement micro-ondes.</p> <p>Tous les capteurs et leur système de commande se trouvent à l'extérieur du champ micro-ondes.</p> <p>Applications produits</p> <p>Agriculture</p> <p>Aliments pour animaux et denrées alimentaires</p> <p>Environnement</p> <p>Médecine</p>	
28	Oxymètre de paille (laboratoire)	<p>Résolution et précision élevées pour des mesures fiables.</p> <p>Conforme aux BPL; Affichage simultané des valeurs de mesure d'oxygène et de températures; Auto-test et auto-diagnostic avancés (diagnostic d'efficacité des électrodes, contrôle de dérive); fonction sur secteur ou avec 4 piles</p> <p>Oxygène dissous-concentration (mg/l) 0,0-19,9 / 0,0-199%</p>	1
	Turbidimètre de laboratoire	<p>3 detector RATIO optical system to compensate for interference, Automatic measuring range switching, complete package for turbidity measurement, Maintenance contract complete with extended guarantee for test equipment monitoring, Equipment qualification (EQ). Adapted for small sample volumes.</p> <p><b>Technical specification:</b></p> <p>Resolution: 0.001 in the range 0.001-0.999 FNU/NTU; in the range 1.00-9.99 FNU/NTU; in the range 10.0-99.9 FNU/NTU; in the range 100-1,000 FNU bzw. 10,000NTU</p>	1

Section VI. Exigences de l'Acheteur

		Accuracy: $\pm 2\%$ in the range 0-1,000NTU; $\pm 5\%$ in the range 1,000-4,000 NTU; $\pm 10\%$ in the range 4,000-10,000 NTU\$/bn\$B	
Réactifs pour analyses de 2000 échantillons de sol	pH	Chlorure de potassium	99,5% pureté 21 kg
		solution tampon	pH 4 certifié 100ml x 3
		solution tampon	pH 7 certifié 100ml x 3
		solution tampon	pH 9 certifié 100ml x 3
	Bases échangeables	Acétate d'ammonium	98% pureté 21kg
		chlorure de Lanthane	pureté poudre blanche e ( $\geq 99\%$ ) 21 kg
		Quality Control Std, 7A Elements	125 ml x3
		Quality Control Std, 7A Elements	125 ml x3
		Papier filter sans cendre	Diamètre 125 mm 2000
	CEC	alcool	95°C 210 L
		reactif de Nessler	/ 6 L
		Chlorure de Sodium	99,5% pureté 12 kg
		hydroxyde de sodium	98% pureté 42 kg
		Phénolphtaléine	98.0- 3 kg



Section VI. Exigences de l'Acheteur

			mm	
			6,25% en	3 kg
		catalseurkjeldahl(Cu)	CuSO <sub>4</sub> ·5H <sub>2</sub> O	
		Acidesulfurique	95-97% PA-SO	42 L
		hydroxyde de sodium	98% pureté	42 kg
		Phénolphaléine	98.0-101.0 %	3 kg
		acideborique	extra pur	42 kg
		vert de bromocrésol	P.A - ISO-extra pur	25g×30
		rouge de méthyl	Extra pur-P.A	100g x 3
		alcool	95-97%	3 L
		Acidesalicylique	99.5-100.5 % pureté	12 Kg
		sulfate de potassium	99.0-101.0 %	42 kg
		sulfate de cuivrepentahydraté	99.0-102.0	42 kg
Azote				



Section VI. Exigences de l'Acheteur

			Sulfate d'ammonium	P.A ≥ 99.0% pureté	1 kg
			Nitrate de potassium	P.A ≥ 99.0% pureté	1 kg
			Nitrate d'argent	P.A ≥ 99.0% pureté	1 kg
			Nitrate de potassium	P.A ≥ 99.0% pureté	1 kg
			Sulfate de potassium	P.A ≥ 99.0% pureté	1 kg
			NED	P.A ≥ 99.0% pureté	1 kg
			Acidechlorhydrique	≥37% pur pa	42 L
			acidesulfurique	95-97%	42 L
			Acidenitrique		42 L
			Acidefluorhydrique		42 L
			Papier filtre sans cendre Diamètre 125 mm		2000
			Eau oxygénée standard		105 l
			Quality Control Std, 7A Elements		125 ml x3
			Quality Control Std, 7A Elements		125 ml x3

Section VI. Exigences de l'Acheteur

Réactifs pour analyses de 2000 échantillons d'engrais.	citrate de sodium P.A	12 kg
	≥ 99.0%	
	Sodium salicylique	12 kg
	≥ 99.5-101.0%	
	sodium tartare	1,5 Kg
	≥ 99%	
	sodium nitroprussiate P.A	75 g
	≥ 99%	
	Hydroxyde de sodium P.A	54 kg
	≥ 98%	
	hypochlorure de sodium P.A	54 kg
	~10%	
	Sulfate d'ammonium P.A	3 kg
	≥ 99.0% pureté	
	Acidechlorhydrique	42 L
≥ 37% pur pa		
acidesulfurique	95-42 L	
97%		
Acidenitrique	42 L	
Acidefluorhydrique	42 L	
Papier filtre sans cendre	2000	
Diamètre 125 mm		
Eau oxygénée standard	105 l	
Quality Control Std, 7A Elements	125 ml x3	
Quality Control Std, 7A Elements	125 ml x3	

**LOT-2 : COMMANDE DE L'UNIVERSITE DE YAOUNDE I, POUR LE LABORATOIRE DE MICROBIOLOGIE DES SOLS.**

**Tableau-2 : LISTE DES EQUIPEMENTS ET LEURS SPECIFICATIONS TECHNIQUES (Université de Yaoundé I)**

N°	DESCRIPTION DU MATERIEL	SPECIFICATIONS TECHNIQUES	QUANTITE								
1	Autoclave vertical haute sécurité 150 litres	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> sonde de température Pt100</li> <li><input type="checkbox"/> température réglable de 100 à 139°C</li> <li><input type="checkbox"/> pression maximale 2,5 bars</li> <li><input type="checkbox"/> minuterie réglable de 3 à 120 minutes</li> <li><input type="checkbox"/> autoclave programmable : jusqu'à 10 programmes de stérilisation dont 4 préenregistrés (les plus fréquemment utilisés)</li> <li><input type="checkbox"/> purge automatique de l'air</li> <li><input type="checkbox"/> soupape et thermostat de sécurité</li> <li><input type="checkbox"/> manomètre de contrôle intégré pour le contrôle de la pression</li> <li><input type="checkbox"/> voyant lumineux indicateur de chauffe</li> <li><input type="checkbox"/> chambre de stérilisation, boîtier et couvercle en acier inox AISI304</li> <li><input type="checkbox"/> alimentation : 230 V triphasé ou 380 V</li> </ul>	1								
2	Stereomicroscope de Recherche	<p>Optical System : Galilean Optical System</p> <p>Total Magnification : 3.15x-378x<sup>1</sup></p> <table border="1" data-bbox="1061 459 1141 1355"> <tr> <td>Zoom Body</td> <td>Zoom Ratio</td> </tr> <tr> <td></td> <td>AS</td> </tr> </table> <p>Built-in Binocular/Trinocular/Tilting Trinocular Observation Tube</p> <p>Extendable Eyepoint Adjuster SZX2-EEPA</p> <table border="1" data-bbox="1268 459 1380 1355"> <tr> <td>Dimensions (W x D x H)</td> <td>285 mm x 335 mm x 400 mm</td> </tr> <tr> <td>Weight</td> <td>7 kg (in Standard)</td> </tr> </table>	Zoom Body	Zoom Ratio		AS	Dimensions (W x D x H)	285 mm x 335 mm x 400 mm	Weight	7 kg (in Standard)	1
Zoom Body	Zoom Ratio										
	AS										
Dimensions (W x D x H)	285 mm x 335 mm x 400 mm										
Weight	7 kg (in Standard)										

Section VI. Exigences de l'Acheteur

		Configuration)	
3	Balance analytique de haute précision	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Technologie : électronique</li> <li>• Mode d'affichage : avec affichage numérique</li> <li>• Configuration : de paillasse</li> <li>• Autres caractéristiques : avec masse de calibration interne</li> <li>• Capacité de pesée : 120 à 320 g</li> <li>• Précision de lecture : 0,01 mg</li> </ul>	1
4	Balance de laboratoire	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Technologie : à infrarouges</li> <li>• Mode d'affichage : avec affichage numérique</li> <li>• Configuration : de paillasse</li> <li>• Capacité de pesée : 200 g à 1200 g</li> <li>• Précision de lecture : 1 mg</li> </ul>	1
5	Balance plate-forme (portée 10 kg - 50 kg)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Type : de précision, à plate-forme, benchtop</li> <li>• Mode d'affichage : avec afficheur LCD</li> <li>• Autres caractéristiques : en acier inoxydable, ultra robustes</li> <li>• Applications : industrielles</li> <li>• Portée : 60 kg</li> </ul>	1
6	Poste de Sécurité Microbiologique	PSM Safe 2020 Thermo scientifique	1
7	Système Kjeldahl analyse de l'azote	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mode d'utilisation : automatique</li> <li>• Autres caractéristiques : type Kjeldahl, à vapeur</li> </ul>	1
8	Agitateur magnétique chauffant 15	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Type : magnétique</li> <li>• Affichage : analogique</li> </ul>	2

Section VI. Exigences de l'Acheteur

	litres	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Autres caractéristiques : compact</li> <li>• Vitesse de rotation : Min: 100 rpm (628.32 rad.min-1) ,Max: 2000 rpm (12566.37 rad.min-1)</li> </ul>	
9	Système d'ensachage électrique (soude sac professionnel)	Petite machine d'emballage sachet pour le sac de remplissage : 2 à 5 litres	4

**LOT-3 : COMMANDE DES EQUIPEMENTS DE LABORATOIRE POUR LE CONTROLE DE QUALITE DES INTRANTS ET PRODUITS AGRICOLES DE LA DRCQ, MINADER**

**Tableau-3 : LISTE DES EQUIPEMENTS ET LEURS SPECIFICATIONS TECHNIQUES (DRCQ)**

N°	DESCRIPTION DU MATERIEL	SPECIFICATIONS TECHNIQUES	QUANTITE
1	Nettoyeur séparateur	<p>L'équipement standard qui comprend la porte d'entrée d'air sur le ventilateur, 2 casseroles de captures des graines, les tailles d'écran/tamis de base en bois. Dimensions. 20 "L x 12" W x 23 "H. Poids 66- 88 lbs</p> <p>Avec les écrans/tamis interchangeables de suivants comme accessoires:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-1/8 " : pour les graminées (petites graines /fines)</li> <li>-1/4 " : pour les céréales, le sorgho, le blé, l'orge, le riz</li> <li>-3/8 " : pour le soja et haricot</li> <li>- 1/2 " : pour le maïs</li> </ul>	01
2	Microscope	<p>Leica DM750</p> <p>Tête de visionnement 45 ° , trinoculaire</p>	01

Section VI. Exigences de l'Acheteur

	<p><b>trinoculaire et accessoires</b></p>	<p>Oculaires 10x / 20 Pointeur oculaire w / bonnette 10x / 20 Mise au point oculaire w / bonnette</p> <p><b>Objectifs</b></p> <p>HI Plan de phase 10x / 0,25 NA, 12,0 mm W.D.</p> <p>HI Plan de phase 20x / 0,40 NA, 0,92 mm W.D.</p> <p>HI Plan de phase 40x / 0,65 NA, 0,36 mm W.D.</p> <p>HI Plan de phase 100x / 1,25 NA, 0,10 mm W.D., huile</p> <p>Condenser Abbe Condenser 0,9 sec / 1,25 huile avec 4 Position curseur pour contraste de phase</p> <p>Illumination éclairage LED - 6000 K température, et la vie de 25,000 h à pleine intensité</p> <p>Accessoires :</p> <p>Camera: USB Leica ICC50W Wi-Fi Camera For DM Microscope Series - 5.0 Mega Pixel</p> <p>Objectif sec: Leica 100x Dry Objective for DM750</p>	
<p>3</p> <p><b>Photomètre à flamme et ses accessoires (gaz, diluteur automatique, filtres et régulateurs de gaz)</b></p>		<p>Allumage automatique, contrôle de présence flamme par photo-détecteur</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Affichage LED simple canal 4 chiffres 0 à 199,9</li> <li>• Sélection manuelle du filtre de l'élément mesuré</li> <li>• 4 molettes de réglage :</li> <li>- Optimisation manuelle du mélange gaz/air</li> <li>- Réglage du blanc</li> <li>- Réglage Sensibilité 4 positions</li> <li>- Réglage Sensibilité fine</li> <li>• Cheminée froide, détecteur de pression d'air</li> <li>• Sortie analogique</li> <li>• Prévoir une arrivée d'air comprimé ou un compresseur M8S1</li> <li>• Fonctionnement en standard au Butane, Propane, ou en option au Gaz naturel</li> <li>• Dérive : A zéro : &lt;2% par heure / A 10 ppm : &lt;2% par 5 minutes</li> <li>• Désignation : Photomètre de flamme 410 version classique, affichage digital, allumage automatique, filtres et solutions Na, K, Ca</li> <li>• Dimensions (H x L x P) : 510 x 390 x 345 mm</li> <li>• Domaine de linéarité : Sodium (Na) &lt;10 ppm - 0.44 mmol/l (jusqu'à 20 ppm - 0.88 mmol/l sur M410 CLINIC) Potassium (K) &lt;20 ppm - 0.05 mmol/l Lithium (Li) &lt;20 ppm - 2.88 mmol/l Calcium (Ca) &lt;100 ppm - 1.25 mmol/l Barium (Ba)</li> </ul>	<p>01</p>

Section VI. Exigences de l'Acheteur

	<p>&lt;1000 ppm – 3.65 mmol/l</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Gamme de mesure : Sodium (Na) de 0.5 à 70 ppm Potassium (K) de 0.5 à 50 ppm Lithium (Li) de 0.5 à 100 ppm</li><li>• Limite de détection : 0.02 ppm Na/K</li><li>• Linéarité : &lt;2%</li><li>• Poids : 9.5 Kg</li><li>• Sensibilité : 0.1 ppm Na/K</li></ul>	
--	--	--

Section VI. Exigences de l'Acheteur

**1.2 Liste des Services connexes**

<b><u>Nom des Services connexes</u></b>	<b><u>Description succincte</u></b>	<b><u>Quantité</u></b>
---	-------------------------------------	------------------------

**SANS OBJET**

Section VI. Exigences de l'Acheteur

**2. Calendriers de livraison et d'achèvement**

Les dates de livraison par lots de 100 000

Les dates de livraison comme requis par l'acheteur et la confirmation écrite de l'acheteur.

### 3. Spécifications techniques

**Nom des Biens  
ou des Services connexes**

**Description technique**

**VOIR 1.1 : liste des Biens et leur description technique**

## **PARTIE 3 : Marché et Formulaires**

## Section VII. Cahier des Clauses Administratives Générales

### Liste des clauses

Dispositions générales .....	108
Définitions .....	108
Le Marché.....	108
Parties et Personnes morales .....	109
Prix du Marché et Paiements .....	109
Biens et Services connexes.....	110
Autres définitions .....	110
Interprétation .....	110
Communications.....	112
Droit et langue applicables .....	112
Ordre de priorité des documents.....	112
Acte d'engagement.....	113
Cession .....	113
Droits d'auteur.....	113
Renseignements confidentiels .....	114
Obligations légales .....	114
Responsabilité conjointe et solidaire .....	115
Inspection et vérification par la Banque.....	115
Documents contractuels.....	115
Fraude et corruption .....	115
Éligibilité.....	119
Notifications .....	119
Règlement des litiges.....	119
Entendue du Marché.....	120
Livraison.....	120
Responsabilités du Fournisseur .....	120
Prix du Marché .....	120

## Section VII. Cahier de Cahier des Clauses Administratives Générales

Modalités de règlement .....	120
Impôts, taxes et droits.....	121
Garantie de bonne exécution .....	121
Sous-traitance .....	122
Assurance .....	123
Transport .....	123
Inspections et essais.....	123
Pénalités.....	124
Garantie .....	125
Brevets.....	125
Limite de responsabilité .....	127
Modifications des lois et règlements .....	127
Force Majeure.....	127
Ordres de modification et avenants au marché.....	128
Prorogation des délais .....	128
Résiliation.....	129
Restrictions d'exportation .....	130

## Section VII. Cahier des Clauses Administratives Générales

[Nom de l'Acheteur] \_\_\_\_\_

[Nom du Marché] \_\_\_\_\_

Le présent Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG), ainsi que le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et tous les autres documents dont la liste figure ci-après, constituent un document complet exprimant les droits et obligations des parties.

### I. Dispositions générales

#### 1.1 Définitions

Dans les présentes Clauses, y compris les Clauses administratives générales (CCAG) et particulières (CCAP), les mots et expressions ci-après sont réputés avoir la signification indiquée. Les mots se référant à des personnes ou des parties incluent les firmes et toute autre entité légale, sauf lorsque le contexte exige autrement.

#### 1.1.1 Le Marché

1.1.1.1 « Marché » signifie l'Acte d'Engagement signé par l'Acheteur et le Fournisseur, la Lettre de Notification, les présentes Clauses Administratives, les Spécifications, les Bordereaux de Prix, et tous autres documents, le cas échéant, dont la liste figure dans l'Acte d'Engagement ou la Lettre de Notification.

1.1.1.2 "L'Acte d'Engagement" signifie l'Acte d'Engagement mentionné à la Clause 1.6 [l'Acte d'Engagement].

1.1.1.3 "Lettre de Notification" signifie la lettre de notification d'attribution, signée par l'Acheteur, par laquelle celui-ci accepte formellement l'Offre, y compris tout document annexé reflétant un accord signé entre les deux Parties. En l'absence d'une telle lettre de notification, l'expression "Lettre de Notification" désigne l'Acte d'Engagement et la date d'envoi ou de réception de la Lettre de Notification est réputée être la date de signature de l'Acte d'Engagement.

1.1.1.4 "Le formulaire d'Offre" désigne le document intitulé formulaire d'offre, complété par le Fournisseur et incluant l'offre signée faite à l'Acheteur pour les Biens.

1.1.1.5 Les "Spécifications techniques" sont les Spécifications incluses dans le Marché et toutes les modifications ou ajouts apportés en accord avec les termes du Marché. Ce document définit les Biens.

- 1.1.1.6 Les "Dessins" sont les dessins relatifs aux Biens inclus dans le Marché et toutes les modifications ou ajouts apportés par (ou au nom de) l'Acheteur en accord avec les termes du Marché.
- 1.1.1.7 Les "Bordereaux de Prix" sont les documents intitulés bordereaux de prix, complétés par le Fournisseur et remis avec l'Offre, inclus dans le Marché. Ces documents peuvent comprendre un détail quantitatif estimatif, et des listes de prix.
- 1.1.1.8 "L'Offre" désigne le document intitulé formulaire d'offre accompagné des autres documents que le Fournisseur a remis avec le Formulaire d'Offre et qui sont inclus dans le Marché.
- 1.1.2 **Parties et Personnes morales**
- 1.1.2.1 "Partie" désigne l'Acheteur ou le Fournisseur, selon le contexte.
- 1.1.2.2 « Acheteur » signifie la personne morale désignée comme l'acheteur dans le CCAP et tout successeur légal à cette personne.
- 1.1.2.3 « Fournisseur » signifie la (les) personne(s) morale(s) identifiée comme le fournisseur dans le Formulaire de l'Offre acceptée par l'Acheteur et tous successeurs légaux à cette (ces) personne(s).
- 1.1.2.4 "Sous-traitant" désigne toute personne morale désignée dans le Marché comme sous-traitant ou toute personne morale nommée en tant que sous-traitant pour toute partie des Biens ou Services connexes, et tous successeurs légaux à cette (ces) personne(s).
- 1.1.2.5 La "Banque" désigne l'institution financière, le cas échéant, désignée dans le CCAP.
- 1.1.2.6 "Le Bénéficiaire" désigne la personne, le cas échéant désignée comme le Bénéficiaire dans le CCAP.
- 1.1.3 **Dates, Essais, Périodes et Achèvement**
- 1.1.3.1 La "Date de référence" désigne la date précédent de 28 jours la date limite de remise des offres.
- 1.1.3.2 L'expression « Essai de réception » désigne l'essai ou les essais, le cas échéant, spécifiés dans le Marché, qui sont réalisés en conformité avec les Spécifications préalablement à l'émission du "Certificat de Réception".
- 1.1.3.3 "L'Achèvement" désigne le moment auquel le Fournisseur a rempli ses obligations au titre des Services connexes, en conformité avec les dispositions du Marché.
- 1.1.3.4 "jour" signifie un jour calendaire et "année" signifie 365 jours.
- 1.1.4 **Prix du Marché et Paiements**

- 1.1.4.1 "Prix du Marché" signifie le prix définit à la clause 10 du CCAG [Prix du Marché], y compris toute addition et modification ou de toute déduction audit prix, qui pourra être effectuée en vertu du Marché.
- 1.1.5 **Biens et Services connexes**
- 1.1.5.1 "Biens" signifie tous les produits, matières premières, machines et matériels et/ou tous autres matériaux que le Fournisseur est tenu de livrer à l'Acheteur en exécution du Marché.
- 1.1.5.2 « Services Connexes » désigne les services afférents à la fourniture des biens, tels que le transport, l'assurance, l'installation, la mise en service, la formation et l'entretien initial, ainsi que toute obligation analogue assumée par le Fournisseur dans l'exécution du Marché.
- 1.1.6 **Autres définitions**
- 1.1.6.1 "« Pays de l'Acheteur » signifie le pays identifié dans le CCAP.
- 1.1.6.2 "Force Majeure" est définie à la Clause 25 [Force Majeure] du CCAG.
- 1.1.6.3 "Droit applicable" signifie l'ensemble des lois et règlements, statuts, ordonnances et autres réglementations au plan national ou local émis par toute autorité légalement constituée
- 1.1.6.4 "Garantie de bonne exécution" désigne la garantie (ou les garanties, le cas échéant) désignée à la Clause 13 [Garantie de bonne exécution] du CCAG.
- 1.1.6.5 Le « Site du Projet », le cas échéant, est le lieu défini en tant que tel dans le CCAP.
- 1.1.6.6 "imprévisible" ou "imprévu" qualifie une situation qui ne peut être raisonnablement prévue par un Acheteur expérimenté lors de la Date de référence.
- 1.1.6.7 "Ordre de Modification" est défini à la Clause 26 [Ordres de Modification et Avenants au Marché] du CCAG.
- 1.2 **Interprétation**
- 1.2.1 Dans le Marché, à moins que le contexte n'en décide autrement:
- (a) masculin signifie également féminin et inversement ;
- (b) le singulier inclura le pluriel et le pluriel inclura le singulier;
- (c) toute disposition se référant à un "accord" nécessite un accord par écrit;
- (d) "écrit" or "par écrit" signifie manuscrit, dactylographié, imprimé ou par voie électronique, et résultant en un document conservé de manière permanente;
- 1.2.2 Les en-têtes et notes en marge du CCAG ne sauraient faire partie du Marché ou affecter son interprétation.

1.2.3 Incoterms

- (a) Sous réserve d'incohérences avec les termes du Marché, la signification d'un terme commercial et les droits et obligations correspondants des parties au Marché sont ceux prescrits par les Termes Commerciaux Internationaux- Incoterms.
- (b) Les Incoterms utilisés seront régis par les règles prescrites dans la dernière édition d'Incoterms spécifiée dans le CCAP et publiée par la Chambre de Commerce Internationale (CCI) à Paris, France.

1.2.4 Intégralité des conventions

Le Marché représente la totalité des dispositions contractuelles sur lesquelles se sont accordés l'Acheteur et le Fournisseur relativement à son objet, et il remplace toutes communications, négociations et accords (écrits comme oraux) conclus entre les Parties relativement à son objet avant la date du Marché.

1.2.5 Avenants

Les avenants et autres modifications au marché ne pourront entrer en vigueur que s'ils sont faits par écrit, datés, s'ils se réfèrent expressément au Marché et sont signés par un représentant dûment autorisé de chacune des Parties au Marché.

1.2.6 Absence de renonciation

- a) Sous réserve des dispositions de la clause 1.2.5(b) du CCAG ci-dessous, aucune relâche, abstention, retard ou indulgence de l'une des Parties pour faire appliquer l'un quelconque des termes et conditions du Marché ou le fait que l'une des Parties accorde un délai supplémentaire à l'autre, ne saurait préjuger des droits dévolus à cette Partie par le Marché, ni de les affecter ou de les restreindre ; de même, la renonciation de l'une des Parties à demander réparation pour toute infraction au Marché ne saurait valoir renonciation à toute demande de réparation pour infraction ultérieure ou persistante du Marché.
- b) Toute renonciation aux droits, pouvoirs ou recours d'une Partie en vertu du Marché devra être effectuée par écrit, être datée et signée par un représentant autorisé de la Partie accordant cette renonciation, et préciser le droit faisant l'objet de cette renonciation et la portée de cette renonciation.

1.2.7 Divisibilité

Si une quelconque disposition ou condition du Marché est interdite ou rendue invalide ou inapplicable, cette interdiction, invalidité ou inapplicabilité ne saurait affecter la validité ou le caractère exécutoire des autres clauses et conditions du Marché.

- 1.2.8 "Pays éligibles" désigne les pays et territoires éligibles tels que définis dans les *Directives l'acquisition des Biens et Travaux*, et dont la liste est précisée à la Section V, Pays Eligibles.
- 1.3 **Communications**
- 1.3.1 Lorsque les présentes Clauses administratives mentionnent l'attribution ou l'émission d'une approbation, d'un certificat, d'un consentement, d'une décision, d'une notification, d'une demande ou d'une mainlevée, ces communications doivent être effectuées de la manière suivante:
- (a) par écrit et remises en main propre (contre reçu), par la poste, courrier spécial, transfert électronique de données tel que prévu dans le CCAP ; et
  - (b) remise, adressée ou transmise à l'adresse de la Partie concernée inscrite dans le CCAP. Cependant:
    - (i) si le récipiendaire notifie à l'autre Partie un changement d'adresse, la communication sera effectuée à la nouvelle adresse ; et
    - (ii) si le récipiendaire ne stipule pas différemment lorsqu'il présente une demande d'approbation ou un consentement, la réponse de l'autre Partie pourra être effectuée à l'adresse de laquelle ladite demande a été émise.
- 1.3.2 Une approbation, un certificat, un consentement ou une décision ne seront pas laissées sans réponse ni différées sans motif valable. Lorsque qu'un certificat est émis par une Partie, celle-ci en adressera copie à l'autre Partie.
- 1.4 **Droit et langue applicables**
- 1.4.1 Le Marché est régi et interprété conformément au droit du pays ou autre juridiction indiqué dans le CCAP.
- La langue du Marché sera celle stipulée dans le CCAP.
- La langue utilisée pour les communications sera celle stipulée dans le CCAP. Si aucune langue n'est stipulée à cet effet, la langue de communication sera la langue du Marché.
- 1.4.2 Les documents complémentaires et les imprimés faisant partie du Marché pourront être rédigés dans une autre langue, à condition d'être accompagnés d'une traduction exacte dans la langue spécifiée. Dans ce cas, aux fins d'interprétation du Marché, cette traduction fera foi.
- Le Fournisseur assumera tous les coûts de traduction dans la langue du Marché et tous les risques relatifs à l'exactitude de cette traduction pour tous les documents fournis par le Fournisseur.
- 1.5 **Ordre de priorité des documents**

1.5.1 Les documents qui forment le Marché sont mutuellement complémentaires. Aux fins d'interprétation, l'ordre de priorité suivant sera appliqué:

- (a) L'Acte d'engagement (le cas échéant),
- (b) La Lettre de Notification,
- (c) L'Offre,
- (d) Le CCAP,
- (e) Le CCAG,
- (f) Les Spécifications techniques,
- (g) Les Dessins, et
- (h) Les Bordereaux de Prix et tous autres documents faisant partie du Marché.

En cas d'ambiguïté ou de contradiction dans les documents, l'Acheteur émettra toute clarification ou instruction, qui seraient nécessaires.

1.6 **Acte d'engagement**

1.6.1 Les Parties signeront un Acte d'engagement dans un délai de 28 jours après que le Fournisseur aura reçu la Lettre de Notification, sauf disposition contraire dans le CCAP. L'Acte d'engagement sera conforme au formulaire de la Section IX, Formulaires du Marché. Le coût de tous droits de timbre et droits similaires, le cas échéant, imposés en application du droit applicable en relation avec la signature de l'Acte d'engagement seront à la charge de l'Acheteur.

1.7 **Cession**

1.7.1 Ni l'Acheteur ni le Fournisseur ne cédera, en totalité ou en partie, ses obligations contractuelles au titre du Marché. Cependant l'une ou l'autre des Parties peut :

- (a) céder tout ou partie des obligations avec l'accord préalable de l'autre Partie, à la seule discrétion de cette Partie et
- (b) en tant que sûreté au bénéfice d'une banque ou d'une institution financière, céder ses droits aux paiements dus ou à devoir au titre du Marché.

1.8 **Droits d'auteur**

1.8.1 Les droits d'auteur de tous les dessins, documents et autres pièces contenant des données et des renseignements fournis à l'Acheteur par le Fournisseur demeureront la propriété du Fournisseur ou, s'ils sont fournis directement à l'Acheteur ou par l'intermédiaire du Fournisseur par une tierce partie, y compris par des fournisseurs de matériaux, les droits d'auteur desdits matériaux demeureront la propriété de ladite tierce partie.

1.9 **Utilisation par le Fournisseur des documents de l'Acheteur**

- 1.9.1 L'Acheteur conserve les droits d'auteurs et autres droits de propriété intellectuelle sur les Spécifications, Dessins et autre documents produits par (ou pour le compte de) l'Acheteur. Le Fournisseur a le droit, à ses frais, de copier, utiliser ou obtenir communication de ces documents pour les besoins du Marché. Le Fournisseur ne peut communiquer à une tierce partie de tels documents, qu'après avoir obtenu le consentement de l'Acheteur, sauf dans la limite nécessaire aux besoins du Marché.
- 1.10 **Renseignements confidentiels**
- 1.10.1 Les personnels de l'Acheteur et du Fournisseur divulgueront de telles informations confidentielles dans la mesure où cela est raisonnablement nécessaire afin de vérifier que le Fournisseur se conforme aux termes du Marché et permettre son exécution. respecteront le caractère confidentiel de tout document, donnée ou autre renseignement fourni directement ou indirectement par l'autre partie à l'Accord au titre du Marché, et ne les divulgueront pas sans le consentement écrit de l'autre partie, que ces renseignements aient été fournis avant, pendant ou après l'exécution ou la résiliation du Marché.
- L'Acheteur et le Fournisseur respecteront le caractère confidentiel des détails du Marché sous réserves de leurs obligations contractuelles respectives et des obligations résultant du droit applicable. Ils ne publieront ni ne divulgueront des données concernant les Biens préparées par l'autre Partie sans l'accord préalable de ladite Partie. Cependant, Le Fournisseur pourra divulguer toute information qui est disponible au public, ou toute information nécessaire pour justifier ses qualifications aux fins de concourir pour d'autres projets.
- 1.10.2 Nonobstant les dispositions ci-dessus, le Fournisseur pourra donner à son(ses) sous-traitant(s) tout document, donnée et autre information qu'il recevra de l'Acheteur dans la mesure nécessaire pour permettre au(x) sous-traitant(s) d'effectuer son travail conformément au Marché, auquel cas le Fournisseur demandera audit sous-traitant de prendre un engagement de confidentialité analogue à l'engagement imposé au Fournisseur en vertu de la présente clause.
- 1.11 **Obligations légales**
- 1.11.1 Dans le cadre de ses obligations contractuelles, le Fournisseur doit se conformer au Droit applicable.
- 1.11.2 Sauf dispositions contraires dans le CCAP:
- (a) l'Acheteur devra obtenir, à ses frais, tous les permis, autorisations et/ou licences auprès de toutes les autorités locales, régionales ou nationales ou de toute autorité publique du pays de l'Acheteur (i) qu'il lui incombe d'obtenir en son nom propre, (ii) pour pouvoir assurer l'exécution du Marché, y compris ceux nécessaires au Fournisseur et à l'Acheteur aux fins de leurs obligations contractuelles respectives.

- (b) le Fournisseur devra obtenir, à ses frais, tous les permis, autorisations et/ou licences auprès de toutes les autorités locales, régionales ou nationales ou de toute autorité publique du pays de l'Acheteur qu'il lui incombe d'obtenir en son nom propre pour pouvoir assurer l'exécution du Marché, y compris notamment, mais non exclusivement, les visas requis pour son personnel et celui des Sous-traitants, et les autorisations d'importation pour tout son équipement. Il devra acquérir les autres permis, autorisations et licences dont la responsabilité n'incombe pas à l'Acheteur, conformément aux dispositions de la Clause 1.11.2(a) du CCAG, et qui sont nécessaires à l'exécution du Marché. Le Fournisseur devra indemniser et dédommager l'Acheteur contre et de toutes les responsabilités, dommages et intérêts, pertes et dépenses de toute nature survenant ou résultant d'une infraction au droit par l'Acheteur et ses personnels, y compris les Sous-traitants et leurs personnels, sous réserves des dispositions de la clause 1.11.1 du CCAG.

1.12 **Responsabilité conjointe et solidaire**

- 1.12.1 Si le Fournisseur est un groupement d'entreprises, un consortium ou une association (GECA) de deux ou plusieurs entreprises, ces entreprises seront conjointement et solidairement tenues envers l'Acheteur de respecter les dispositions du Marché, sauf disposition contraire du CCAP, et devront désigner une de ces entreprises pour agir en qualité de mandataire commun avec pouvoir d'engager le GECA. La composition ou la constitution du GECA ne pourra être modifiée sans le consentement préalable de l'Acheteur.

1.13 **Inspection et vérification par la Banque**

- 1.13.1 Le Fournisseur permettra à la Banque et/ou à toute personne désignée par la Banque, d'inspecter le Site et/ou les documents et pièces comptables relatifs à l'exécution du Marché et de les faire vérifier par des auditeurs désignés par la Banque, si celle-ci le demande.
- 1.13.2 Le Fournisseur conservera tous les documents et pièces comptables relatifs au Marché durant une période de trois (3) années suivant la livraison des Biens. Le Fournisseur devra remettre tout document nécessaire à une investigation consécutive à une allégation de fraude, collusion, coercition, corruption ou obstruction et exiger de ses employés ou agents ayant connaissance du Marché de répondre à toute question provenant de la Banque.

2. **Documents contractuels**

- 2.1 Sous réserve de l'ordre de préséance indiqué dans l'Acte d'engagement, tous les documents constituant le Marché (et toutes les parties desdits documents) sont corrélatifs, complémentaires et s'expliquent les uns les autres. Le Marché est lu comme formant un tout.

3. **Fraude et corruption**

- 3.1 La Banque a pour principe, dans le cadre des marchés qu'elle finance, de demander aux Bénéficiaires (y compris les bénéficiaires de ses financements) ainsi qu'aux soumissionnaires et leurs agents (déclarés ou non), sous-traitants, sous-consultants, prestataires de services ou fournisseurs ainsi que leur personnel, d'observer, lors de la passation et de l'exécution de ces marchés, les normes d'éthique les plus élevées<sup>14</sup>. En vertu de ce principe, la Banque :

---

<sup>14</sup>Dans ce contexte, est interdite toute action menée en vue d'influencer le processus de sélection ou l'exécution d'un contrat pour en tirer un avantage indu.

(a) aux fins d'application de la présente disposition, définit comme suit les termes suivants :

(i) est coupable de « corruption » quiconque offre, donne, sollicite ou accepte, directement ou indirectement, quelque chose de valeur en vue d'influencer indûment l'action d'une autre partie<sup>15</sup>;

(ii) se livre à des « manœuvres frauduleuses » quiconque agit ou s'abstient d'agir, ou dénature des faits, induit en erreur délibérément ou par imprudence ou cherche à induire en erreur une partie afin d'en tirer un avantage financier ou autre, ou de se soustraire à une obligation<sup>16</sup>.

(iii) se livrent à des « manœuvres collusoires » des parties<sup>17</sup> qui s'entendent afin d'atteindre un objectif illicite, notamment en influençant indûment les actions d'autres parties ;

(iv) se livre à des « manœuvres coercitives » quiconque nuit ou porte préjudice, ou menace de nuire ou de porter préjudice directement ou indirectement à une partie ou à ses biens en vue d'influencer indûment les actions de ladite personne<sup>18</sup> ;

(v) se livre à des « manœuvres obstructives »

(v.1) quiconque détruit, falsifie, altère ou dissimule délibérément des éléments de preuve sur lesquels se fonde une enquête ou de faire des fausses déclarations aux enquêteurs afin d'entraver une enquête de la Banque sur des accusations liées à des faits de corruption, de fraude, de coercition ou de collusion ; et/ou bien menace, harcèle ou intimide une personne dans le but de l'empêcher de révéler des informations relatives à cette enquête ou de l'empêcher de poursuivre l'enquête ou

(v.2) celui qui entrave délibérément l'exercice par la Banque de son droit d'examen et de vérification tel que prévu à la clause 1.13 [Inspection et vérification par la Banque].

<sup>15</sup>Aux fins du présent alinéa, « une autre partie » désigne tout agent public agissant dans le cadre du processus de sélection ou de l'exécution d'un marché. Dans ce contexte, le terme « agent public » s'étend aux membres du personnel de la Banque et aux employés des autres organisations prenant ou examinant les décisions de passation de marché.

<sup>16</sup>Aux fins du présent alinéa, le terme « partie » désigne un agent public ; les termes « avantage » et « obligation » ont trait au processus de passation ou à l'exécution du marché, et « agit ou s'abstient d'agir » fait référence à tout acte ou omission visant à influencer le processus de passation ou l'exécution du marché.

(b) rejettera la proposition d'attribution du marché si elle établit que le soumissionnaire auquel il est recommandé d'attribuer le marché ou un des membres de son personnel ou ses agents, sous-consultants, sous-traitants, prestataires de services, fournisseurs et/ou leurs employés, est coupable, directement ou indirectement, de corruption ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, collusoires, coercitives ou obstructives en vue de l'obtention de ce marché ;

(c) déclarera la passation du marché non conforme et annulera la fraction du financement allouée à un marché si elle détermine, à un moment quelconque, que les représentants de le Bénéficiaire ou d'un bénéficiaire des produits du financement s'est livré à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, collusoires, coercitives ou obstructives pendant la procédure de passation du marché ou l'exécution du marché sans que le Bénéficiaire ait pris, en temps voulu et à la satisfaction de la Banque, les mesures nécessaires pour remédier à cette situation, y compris en manquant à son devoir d'informer la Banque en temps utile lorsqu'ils ont eu connaissance desdites pratiques ;

(d) sanctionnera une entreprise ou un fournisseur, à tout moment, conformément aux procédures de sanctions en vigueur de la Banque<sup>17</sup>, y compris en le/la déclarant publiquement, soit indéfiniment soit pour une période déterminée, exclu i) de tout processus d'attribution des contrats financés par la banque ; et ii) de toute possibilité d'être retenu<sup>20</sup> comme sous-traitant, fournisseur, ou prestataire de services d'une entreprise qui est par ailleurs susceptible de se voir attribuer un marché financé par la Banque ; et

<sup>17</sup>Aux fins du présent alinéa, le terme « parties » fait référence aux personnes participant au processus d'acquisition (y compris les agents publics) qui entreprend soit à titre personnel ou par l'intermédiaire d'une autre personne ou entité ne participant pas au processus d'acquisition ou d'attribution, de simuler une procédure compétitive ou d'établir les prix du contrat à des niveaux artificiels et non concurrentiels ou qui entretient une relation de connivence permettant d'avoir accès aux prix des autres soumissions ou des autres conditions du marché.

<sup>18</sup>Aux fins du présent alinéa, le terme « partie » désigne une personne participant au processus de passation de marché ou à l'exécution du marché.

<sup>19</sup>Une entreprise ou un fournisseur peut être exclu de tout processus d'attribution d'un contrat financé par la Banque à la suite i) des conclusions des procédures de sanctions de la Banque, y compris, entre autres, la sanction croisée convenues avec les autres institutions financières internationales, y compris les Banques de développement multilatérales, ou selon toute décision qui sera prise par ailleurs par la Banque, et en application de la Proposition de mise en place d'un processus de sanction au sein du Groupe de la Banque islamique de développement ; et ii) d'une suspension temporaire ou suspension temporaire à titre conservatoire décidée dans le cadre d'une procédure de sanction en cours.

<sup>20</sup>Un sous-traitant, consultant, fabricant, fournisseur ou prestataire de services (plusieurs terminologies sont utilisées en fonction des dossiers d'appel d'offres) désigné est une personne ou entité qui a été soit : i) introduite par le soumissionnaire lors du processus de pré-qualification ou dans son offre parce qu'elle apporte une expérience et un savoir-faire spécifiques et essentiels permettant au soumissionnaire de respecter l'exigence de qualification pour l'offre concernée ou ii) désignée par le Bénéficiaire.

(e) pourra exiger que le dossier d'appel d'offres et les marchés financés par la Banque contiennent une clause demandant aux soumissionnaires et à leurs agents, membres du personnel, sous-consultants, sous-traitants, prestataires de services ou fournisseurs, d'autoriser la Banque à examiner tous leurs comptes, registres et autres documents relatifs à la soumission des offres et à l'exécution du marché, et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la Banque.

4. **Eligibilité**

4.1 Le Fournisseur et ses sous-traitants, doivent avoir la nationalité d'un pays membre tel que défini dans les *Directives pour l'Acquisition des Biens et Travaux* et tel que défini à la Section V, Pays éligibles. Un Fournisseur ou sous-traitants sera réputé avoir la nationalité d'un pays membre donné s'il en est ressortissant ou s'il y est constitué en société, fondée et enregistrée dans ce pays membre et fonctionnant conformément aux dispositions légales de ce pays.

4.2 Tous les Biens et Services connexes faisant l'objet du présent marché et financés par la Banque devront provenir de pays éligibles. Aux fins de la présente clause, le terme « pays d'origine » désigne le pays où les Biens sont extraits, poussent, sont cultivés, produits, fabriqués ou transformés ; ou bien le pays où un processus de fabrication, de transformation ou d'assemblage de composants importants et intégrés aboutit à l'obtention d'un article commercialisable dont les caractéristiques de base sont substantiellement différentes de celles de ses composants importés. Les conditions d'éligibilité sont définies dans les *Directives pour l'Acquisition de Biens et Travaux* de la Banque.

5. **Notifications**

5.1 Toute notification envoyée à l'une des Parties par l'autre Partie en vertu du Marché doit être adressée par écrit à l'adresse spécifiée dans le CCAP. L'expression « par écrit » signifie transmises par voie écrite avec accusé de réception.

5.2 Une notification prend effet à la date à laquelle elle est remise ou à sa date d'entrée en vigueur, la seconde de ces dates à échoir étant retenue.

6. **Règlement des litiges**

6.1 L'Acheteur et le Fournisseur feront tout leur possible pour régler à l'amiable, par voie de négociation directe et informelle, tout désaccord ou litige entre eux ou en rapport avec le Marché.

6.2 Si, à l'issue d'un délai de vingt-huit (28) jours, les Parties n'ont pas réussi à résoudre leur litige ou désaccord grâce à cette consultation mutuelle, l'Acheteur ou le Fournisseur, peut notifier l'autre partie de son intention de recourir à la procédure d'arbitrage, comme prévu ci-après, en ce qui concerne le sujet objet du litige. Aucun arbitrage relatif à ce sujet ne peut être initié sans cette notification. Tout litige ou désaccord au sujet duquel une notification d'initier une procédure d'arbitrage a été donnée conformément à cette Clause, sera finalement résolu par arbitrage. La procédure d'arbitrage sera conduite conformément aux règles de la procédure spécifiée dans le CCAP.

6.3 Nonobstant toute référence à l'arbitrage:

- a) les parties continueront de réaliser leurs obligations contractuelles respectives, à moins qu'elles n'en décident autrement d'un commun accord, et
- b) l'Acheteur paiera au Fournisseur toute dépense qui lui sera due.

## 7. **Entendue du Marché**

7.1 Les Biens et Services connexes afférents à ce Marché sont ceux qui figurent à la Section VI, Bordereau des quantités, Calendrier de livraison, et Spécifications techniques.

## 8. **Livraison**

8.1 En vertu de la clause 27.1 du CCAG, la livraison des Biens et l'achèvement des Services connexes seront effectués conformément au calendrier de livraison et d'achèvement figurant dans la Section VI Exigences de l'Acheteur. Le CCAP fixe les détails relatifs à l'expédition et indiquera les autres pièces et documents à présenter par le Fournisseur. Les documents ci-dessus sont à recevoir par l'Acheteur avant l'arrivée des Biens et, s'ils ne sont pas reçus, le Fournisseur sera responsable de toute dépense en résultant.

## 9. **Responsabilités du Fournisseur**

9.1 Le Fournisseur fournira toutes les Biens et Services connexes compris dans l'objet du Marché en application de la clause 7 du CCAG et du calendrier de livraison et d'achèvement, conformément à la clause 8 du CCAG.

## 10. **Prix du Marché**

10.1 Le Prix du Marché sera fixe durant l'exécution du Marché sauf stipulation contraire dans le CCAP.

## 11. **Modalités de règlement**

11.1 Le prix du Marché sera réglé conformément aux dispositions du CCAP.

Section VII. Cahier des Clauses Administratives Générales

- 11.2 Le Fournisseur présentera sa demande de règlement par écrit à l'Acheteur, accompagnée des factures décrivant, de façon appropriée, les biens livrés et les services connexes rendus, et des documents et pièces présentés conformément à la clause 8 du CCAG, et après avoir satisfait à toutes les obligations spécifiées dans le Marché.
- 11.3 Les règlements dus au Fournisseur seront effectués sans délai par l'Acheteur, et au plus tard dans les soixante (60) jours suivant la présentation de la facture ou la demande de règlement par le Fournisseur, et après son acceptation par l'Acheteur.
- 11.4 La (ou les) monnaie(s) dans laquelle (ou lesquelles) les règlements seront effectués au Fournisseur au titre du Marché sera (ont) celle(s) dans laquelle (ou lesquelles) le prix de l'offre est indiqué.
- 11.5 Dans l'éventualité où l'Acheteur n'effectuerait pas un paiement dû à sa date d'exigibilité ou dans le délai indiqué au CCAP, l'Acheteur sera tenu de payer au Fournisseur des intérêts sur le montant du paiement en retard, au(x) taux spécifié(s) dans le CCAP pour toute la période de retard jusqu'au paiement intégral du prix, que ce soit avant ou à la suite d'un jugement ou une sentence arbitrale.
12. **Impôts, taxes et droits**
- 12.1 Pour les Biens provenant d'un pays autre que le pays de l'Acheteur, le Fournisseur sera entièrement responsable de tous les impôts, droits de timbre, patente et taxes dus à l'extérieur du pays de l'Acheteur.
- 12.2 Pour les Biens provenant du pays de l'Acheteur, le Fournisseur sera entièrement responsable de tous les impôts, droits, patentes, etc., à payer jusqu'au moment de la livraison à l'Acheteur des Fournitures faisant l'objet du marché.
- 12.3 Si le Fournisseur peut prétendre à des exemptions, réductions, abattements ou privilèges en matière fiscale dans le pays de l'Acheteur, l'Acheteur fera tout son possible pour permettre au Fournisseur d'en bénéficier jusqu'à concurrence du maximum autorisé.
13. **Garantie de bonne exécution**
- 13.1 Si une telle garantie est exigée dans le CCAP, dans les vingt-huit (28) jours suivant réception de l'avis d'attribution du Marché, le Fournisseur fournira une garantie au titre de la bonne exécution du Marché, pour le montant spécifié dans le CCAP.
- L'Acheteur libérera et retournera au Fournisseur la garantie de bonne exécution au plus tard vingt-huit (28) jours après la date d'achèvement des obligations incombant au Fournisseur au titre de la réalisation du Marché, y compris les obligations de garantie technique, sauf disposition contraire du CCAP.

- 13.2 Si une telle garantie est exigée en conformité avec la clause 13.1 du CCAG, la garantie de bonne exécution sera libellée dans la monnaie du Marché ou en une monnaie librement convertible acceptable à l'Acheteur, et présentée sous l'une des formes stipulées par l'Acheteur dans la Section IX, Formulaire du Marché ou sous toute autre forme acceptable à l'Acheteur.
- 13.3 La garantie de bonne exécution sera réglée à l'Acheteur en dédommagement de toute perte résultant de l'incapacité du Fournisseur à s'acquitter de toutes ses obligations au titre du Marché.
- 13.4 L'Acheteur libérera et retournera au Fournisseur la garantie de bonne exécution au plus tard vingt-huit (28) jours après la date d'achèvement des obligations incombant au Fournisseur au titre de la réalisation du Marché, y compris les obligations de garantie, sauf disposition contraire du CCAP.
14. **Sous-traitance**
- 14.1 Le Fournisseur notifiera par écrit à l'Acheteur tous les contrats de sous-traitance attribués dans le cadre du Marché s'il ne l'a déjà fait dans son offre. Cette notification, fournie dans l'offre ou ultérieurement, ne dégagera pas la responsabilité du Fournisseur, et ne le libérera d'aucune des obligations qui lui incombent du fait du Marché.
- 14.2 Les contrats de sous-traitance se conformeront aux dispositions des clauses 3 et 4 du CCAG.
15. **Spécifications et Normes**
- 15.1 Le Fournisseur fournira toutes les Biens et Services connexes en conformité avec les exigences techniques figurant dans la Section VI, Spécifications techniques.
- 15.2 Le Fournisseur pourra décliner sa responsabilité pour toute étude de conception, donnée, plan, spécification ou autre document, ou toute modification de ces éléments, qui aura été fourni ou conçu par l'Acheteur ou en son nom, en donnant à l'Acheteur une notification indiquant qu'il décline sa responsabilité.
- Codes, normes et Plans**
- 15.3 Lorsque le Marché se référera aux codes et normes selon lesquels il sera exécuté, l'édition ou la version révisée desdits codes et normes sera celle spécifiée dans la Section VI, Spécifications techniques. Durant l'exécution du Marché, les changements apportés auxdits codes et normes ne seront appliqués qu'après l'approbation de l'Acheteur et seront traités conformément à la clause 26 du CCAG
16. **Emballage et documents**

- 16.1 Le Fournisseur emballera les Fournitures de la manière requise pour qu'elles ne subissent pas de dommages ou de détérioration durant le transport vers leur destination finale, conformément aux dispositions du Marché. Pendant le transport, l'emballage sera suffisant pour résister en toutes circonstances à des manipulations brutales et à des températures extrêmes, au sel et aux précipitations, et à l'entreposage à ciel ouvert. Les dimensions et le poids des caisses tiendront compte, chaque fois que nécessaire, du fait que la destination finale des fournitures est éloignée et de l'absence éventuelle, à toutes les étapes du transport, de matériel de manutention lourd.
- 16.2 L'emballage, le marquage, l'étiquetage et la documentation à l'intérieur et à l'extérieur des caisses seront strictement conformes aux dispositions précisées dans le Marché ainsi qu'aux instructions ultérieures, le cas échéant, en application du CCAP, et à toutes autres instructions données par l'Acheteur.
17. **Assurance**
- 17.1 Sauf indication contraire du CCAP, les Fournitures livrées en exécution du Marché seront entièrement assurés en monnaie librement convertible d'un pays éligible contre toute perte ou dommage découlant de leur fabrication ou acquisition, de leur transport, leur entreposage et leur livraison conformément aux Incoterms en vigueur ou de la manière spécifiée dans le CCAP.
18. **Transport**
- 18.1 Sauf indication contraire du CCAP, la responsabilité du transport des Fournitures est assumée par la partie spécifiée dans les Incoterms indiqués.
19. **Inspections et essais**
- 19.1 Le Fournisseur effectuera à ses frais et à titre gratuit pour l'Acheteur tous les essais et/ou les inspections afférents aux Biens et aux services connexes stipulés aux CCAP.
- 19.2 Les inspections et les essais pourront être réalisés dans les locaux du Fournisseur ou de son sous-traitant, au point de livraison et/ou au lieu de destination finale des Biens ou en un lieu quelconque du pays de l'Acheteur visé dans le CCAP. Sous réserve de la clause 19.3 du CCAG, si les essais et/ou les inspections ont lieu dans les locaux du Fournisseur ou de son sous-traitant, toutes les facilités et l'assistance raisonnables, y compris l'accès aux plans et aux chiffres de production, seront fournies aux inspecteurs, sans frais pour l'Acheteur.
- 19.3 L'Acheteur ou son représentant autorisé aura le droit d'assister aux essais et/ou aux inspections visées dans la clause 19.2 du CCAG, étant entendu que l'Acheteur supportera la totalité des frais et dépenses engagés à cet effet, y compris, mais pas exclusivement, tous les frais de déplacement, de subsistance et d'hébergement.

- 19.4 Aussitôt que le Fournisseur sera prêt à effectuer lesdits essais et inspections, il en avisera l'Acheteur avec un préavis raisonnable, en indiquant le lieu et la date desdits essais et inspections. Le Fournisseur se procurera auprès de toute tierce partie ou de tout fabricant intéressé toute autorisation ou consentement nécessaire pour permettre à l'Acheteur ou à son représentant autorisé d'assister aux essais et/ou à l'inspection.
- 19.5 L'Acheteur pourra demander au Fournisseur d'effectuer des essais et/ou des inspections non stipulées dans le Marché mais jugées nécessaires pour vérifier que les caractéristiques et le fonctionnement des Biens sont conformes aux spécifications techniques, aux codes et aux normes prévus dans le Marché, étant entendu que le coût raisonnable pour le Fournisseur desdits essais et/ou inspections supplémentaires sera ajouté au prix du Marché. De plus, si lesdits essais et/ou inspections font obstacle à la poursuite de la fabrication et/ou empêchent le Fournisseur de s'acquitter de ses autres obligations afférentes au Marché, il en sera dûment tenu compte dans les dates de livraison et les dates d'achèvement et en ce qui concerne le respect des autres obligations ainsi affectées.
- 19.6 Le Fournisseur fournira à l'Acheteur un rapport présentant les résultats des essais et/ou inspections ainsi effectuées.
- 19.7 L'Acheteur pourra refuser tout ou partie des Biens qui se seront révélés défectueuses ou qui ne sont pas conformes aux spécifications. Le Fournisseur apportera les rectifications nécessaires à tout ou partie des Biens refusés ou les remplacera ou il y apportera les modifications nécessaires pour qu'elles soient conformes aux spécifications, cela sans frais pour l'Acheteur, et il renouvellera les essais et/ou l'inspection, sans frais pour l'Acheteur, après en avoir donné notification conformément à la clause 19.4 du CCAG.
- 19.8 Le Fournisseur convient que ni la réalisation d'un essai et/ou d'une inspection de tout ou partie des Biens, ni la présence de l'Acheteur ou de son représentant autorisé à un essai et/ou à une inspection effectuée sur tout ou partie des Biens, ni la remise d'un rapport en application de la clause 19.6 du CCAG, ne dispense le Fournisseur de donner toutes garanties ou de s'acquitter des autres obligations stipulées dans le Marché.
20. **Pénalités**
- 20.1 Sous réserve des dispositions de la clause 19 du CCAG, si le Fournisseur ne livre pas l'une quelconque ou l'ensemble des Fournitures ou ne rend pas les Services prévus dans les délais spécifiés dans le Marché, l'Acheteur, sans préjudice des autres recours qu'il détient au titre du Marché, pourra déduire du prix du Marché, à titre de pénalités, une somme équivalant au pourcentage stipulé dans le CCAP applicable au prix livraison des Fournitures livrées en retard ou des Services connexes non réalisés, pour chaque semaine ou fraction de semaine de retard, jusqu'à la livraison ou la prestation effective, à concurrence d'un montant maximum correspondant au pourcentage du prix du Marché indiqué dans le CCAP. Une fois ce maximum atteint, l'Acheteur pourra résilier le Marché en application de la clause 28 du CCAG.

21. **Garantie**
- 21.1 Le Fournisseur garantit que les Fournitures sont neuves et n'ont jamais été utilisées, qu'elles sont du modèle le plus récent ou courant, et qu'elles comportent toutes les dernières améliorations en matière de conception et de matériaux, sauf disposition contraire du Marché.
- 21.2 Sous réserve de la clause 15.2 du CCAG, le Fournisseur garantit en outre que les Biens seront exemptés de tous défauts liés à une action ou à une omission du Fournisseur ou liés à un défaut de conception, de matériaux et de fabrication, de nature à empêcher leur utilisation normale dans les conditions particulières du pays de destination finale.
- 21.3 Sauf disposition contraire du CCAP, la garantie demeurera valable douze (12) mois après la livraison de tout ou partie des Biens, le cas échéant, à leur destination finale indiquée au CCAP, telle que précisée dans le Marché ou dix-huit (18) mois après la date d'expédition à partir du port ou du lieu de chargement dans le pays d'origine ; la période qui se termine le plus tôt étant retenue aux fins de la présente clause.
- 21.4 L'Acheteur notifiera toute réclamation au Fournisseur, dans les meilleurs délais après constatation des défauts, en indiquant la nature desdits défauts et en fournissant les preuves disponibles. L'Acheteur donnera au Fournisseur la possibilité raisonnable d'inspecter lesdits défauts.
- 21.5 À la réception d'une telle réclamation, le Fournisseur réparera ou remplacera rapidement, dans les délais prévus à cet effet au CCAP, les fournitures ou les pièces défectueuses, sans frais pour l'Acheteur.
- 21.6 Si le Fournisseur, après en avoir été notifié, ne remédie pas au défaut dans les délais prescrits par le CCAP, l'Acheteur peut entreprendre, dans un délai raisonnable, aux risques et aux frais du Fournisseur, toute action de recours nécessaire, sans préjudice des autres recours dont l'Acheteur dispose envers le Fournisseur en application du Marché.
22. **Brevets**

- 22.1 À condition que l'Acheteur se conforme à la clause 22.2 du CCAG, le Fournisseur indemnifiera et garantira l'Acheteur, ses employés et ses administrateurs, contre toute poursuite judiciaire, action ou poursuite administrative, dommage, réclamation, perte, pénalité et frais de toute nature, y compris les frais d'avocat, pouvant être intentée ou incomber à l'Acheteur par suite d'une violation réelle ou présumée de tout brevet, modèle d'utilité, modèle déposé, marque de fabrique, droits d'auteur ou droits de propriété intellectuelle enregistrés ou en vigueur à la date du Marché, en raison de :
- a) l'installation des Biens par le Fournisseur ou l'utilisation des Biens dans le pays où se trouve le site ; et
  - b) la vente dans tout pays des biens produits au moyen des Biens.
- Cette obligation d'indemnisation ne couvrira aucune utilisation des Biens ou d'une partie des Biens à des fins autres que celles indiquées dans le Marché ou pouvant en être raisonnablement déduites, et qu'elle ne couvrira aucune violation qui serait due à l'utilisation des Biens ou d'une partie des Biens ou des biens produits au moyen des Biens, en association ou en combinaison avec tout autre équipement, toute installation ou tous matériaux non fournis par le Fournisseur, conformément au Marché.
- 22.2 Dans le cas où une procédure serait intentée ou une réclamation dirigée contre l'Acheteur dans le contexte de la clause 22.1 du CCAG, l'Acheteur en avisera le Fournisseur sans délai, en lui adressant une notification à cet effet, et le Fournisseur pourra, à ses propres frais et au nom de l'Acheteur, mener ladite procédure ou le règlement de cette réclamation, et de toutes négociations en vue de régler ladite procédure ou réclamation.
- 22.3 Si le Fournisseur omet de notifier à l'Acheteur, dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de la notification, qu'il entend mener ladite procédure ou réclamation, l'Acheteur sera libre de le faire en son propre nom.
- 22.4 L'Acheteur devra, si le Fournisseur le lui demande, donner au Fournisseur toute l'assistance disponible pour assurer la conduite de la procédure ou le règlement de la réclamation, auquel cas le Fournisseur remboursera à l'Acheteur tous les frais raisonnables qu'il aura assumés à cet effet.
- 22.5 L'Acheteur indemnifiera et garantira le Fournisseur, ses employés, ses administrateurs et ses sous-traitants, contre toute poursuite judiciaire, action ou poursuite administrative, dommage, réclamation, perte, pénalité et frais de toute nature, y compris les frais d'avocat, pouvant être intentée ou incomber au Fournisseur par suite d'une violation réelle ou présumée de tout brevet, modèle d'utilité, modèle déposé, marque de fabrique, droits d'auteur ou droits de propriété intellectuelle enregistrés ou en vigueur à la date du Marché, au sujet de plans, de données, de dessins, de spécifications ou d'autres documents ou matériaux fournis ou conçus par ou au nom de l'Acheteur.

23. **Limite de responsabilité**
- 23.1 Sauf en cas de négligence grave ou de faute intentionnelle :
- a) Aucune des deux parties n'est responsable envers l'autre de toute perte ou de tout dommage indirect ou consécutif, perte d'usage, perte de production ou manque à gagner ou frais financier, étant entendu que la présente exception ne s'applique à aucune des obligations du Fournisseur de payer des pénalités à l'Acheteur ;
  - b) L'obligation globale que le Fournisseur peut assumer envers l'Acheteur au titre du Marché ou au titre de la responsabilité civile ou autre, ne saurait excéder le Prix du Marché, étant entendu que cette limitation de responsabilité ne s'appliquera pas aux frais de réparation ou de remplacement du matériel défectueux, ni à l'obligation du Fournisseur d'indemniser l'Acheteur en cas de violation de brevet.
24. **Modifications des lois et règlements**
- 24.1 À moins que le Marché n'en dispose autrement, si après la date correspondant à 28 jours avant la date de soumission des offres, une loi, un règlement, un décret, un arrêté ou règlement local ayant force de loi est adopté, promulgué, abrogé ou modifié dans le lieu du pays de l'Acheteur où se trouve le site (y compris tout changement dans l'interprétation ou l'application dudit texte par les autorités compétentes) d'une manière qui influe sur la date de livraison et/ou le prix du Marché, ladite date de livraison et/ou ledit prix du Marché sera révisé à la hausse ou à la baisse selon le cas, dans la mesure où le Fournisseur en aura été affecté dans l'exécution d'une quelconque de ses obligations au titre du Marché. Nonobstant les dispositions ci-dessus, le supplément ou la réduction de coût ne sera pas versé ou crédité séparément si ledit supplément ou ladite réduction a déjà été prise en compte dans les dispositions relatives à l'ajustement des prix en tant que de besoin, conformément à la clause 10 du CCAG.
25. **Force Majeure**
- 25.1 Le Fournisseur ne sera pas exposé à la saisie de sa garantie de bonne exécution, à des pénalités ou à la résiliation du Marché pour non-exécution si, et dans la mesure où, son retard ou tout autre manquement dans l'exécution des obligations qui lui incombent au titre du Marché est dû à un cas de Force majeure.
- 25.2 Aux fins de la présente Clause, l'expression « Force majeure » désigne un événement échappant au contrôle du Fournisseur, qui n'est pas attribuable à sa faute ou à sa négligence et qui est imprévisible et inévitable. De tels événements peuvent inclure, sans que cette liste soit limitative, les actes de l'Acheteur au titre de la souveraineté de l'État, les guerres et révolutions, incendies, inondations, épidémies, mesures de quarantaine et d'embargo sur le fret.

- 25.3 En cas de Force majeure, le Fournisseur notifiera sans délai par écrit à l'Acheteur l'existence de celle-ci et ses motifs. Sous réserve d'instructions contraires, par écrit, de l'Acheteur, le Fournisseur continuera à remplir ses obligations contractuelles dans la mesure du possible, et s'efforcera de continuer à remplir les obligations dont l'exécution n'est pas entravée par le cas de Force majeure.
- 26 **Ordres de modification et avenants au marché**
- 26.1 L'Acheteur peut demander à tout moment au Fournisseur, par notification, conformément aux dispositions de la clause 5 du CCAG, d'apporter des modifications dans le cadre général du Marché, dans un ou plusieurs des domaines suivants :
- a) les dessins, conceptions ou spécifications, lorsque les Biens à livrer au titre du Marché doivent être fabriqués spécialement pour l'Acheteur ;
  - b) la méthode d'expédition ou d'emballage ;
  - c) le lieu de livraison ; et
  - d) les Services connexes qui doivent être fournis par le Fournisseur.
- 26.2 Si l'une des modifications ci-dessus entraîne une augmentation ou une réduction du coût ou du temps nécessaire au Fournisseur pour exécuter toute partie du Marché, le prix du Marché et/ou le calendrier de livraison/d'achèvement sera modifié de façon équitable et le Marché sera modifié en conséquence. Toute demande d'ajustement du Fournisseur au titre de la présente clause doit être déposée dans les vingt-huit (28) jours suivant la date de réception, par le Fournisseur, de l'ordre de modification émis par l'Acheteur.
- 26.3 Le prix que demandera le Fournisseur en échange de la prestation de tout service connexe qui pourra être nécessaire mais qui ne figurait pas dans le Marché sera convenu d'avance par les parties et n'excédera pas les tarifs demandés par le Fournisseur à d'autres parties au titre de services analogues.
- 26.4 Sous réserve des dispositions ci-dessus, aucune variation ou modification des termes du Marché ne sera faite autrement que par un avenant écrit et signé par les Parties.
- 27 **Prorogation des délais**
- 27.1 Si à tout moment pendant l'exécution du Marché, le Fournisseur ou ses sous-traitants se heurtent à une situation qui les empêche de fournir les services connexes dans les délais prévus à la clause 8 du CCAG, le Fournisseur avisera promptement l'Acheteur du retard par écrit, de sa durée probable et de sa raison. Aussitôt que possible après réception de la notification du Fournisseur, l'Acheteur évaluera la situation et pourra, à sa discrétion, proroger les délais impartis au Fournisseur pour exécuter le Marché, auquel cas la prorogation sera ratifiée par les parties, par voie d'avenant au marché.

- 27.2 À l'exception du cas de force majeure visé dans la clause 25, du CCAG, un retard de la part du Fournisseur dans l'exécution de ses obligations l'exposera à l'application d'une ou plusieurs des pénalités prévues dans la clause 20 du CCAG, sauf si une prorogation des délais a été accordée en vertu de la clause 27.1 du CCAG.
28. **Résiliation**  
Résiliation pour non-exécution
- 28.1 L'Acheteur peut, sans préjudice des autres recours qu'il détient en cas de rupture de contrat, notifier par écrit au Fournisseur la résiliation pour non-exécution de la totalité ou d'une partie du Marché:
- i) si le Fournisseur manque à livrer l'une quelconque ou l'ensemble des Biens dans les délais spécifiés dans le Marché ou dans les délais prolongés par l'Acheteur conformément aux dispositions de la clause 27 du CCAG ; ou
  - ii) si le Fournisseur manque à exécuter toute autre obligation au titre du Marché; ou
  - iii) Si le Fournisseur, de l'avis de l'Acheteur, s'est livré à des actes de corruption, à des manœuvres frauduleuses, à des pratiques collusives, coercitives ou obstructives, tels que définit à la Clause 3 de ce CCAG, au stade de sa sélection ou lors de sa réalisation du Marché.
- 28.2 Au cas où l'Acheteur résilie tout ou partie du Marché, en application des dispositions de la clause 28.1 du CCAG, l'Acheteur peut acquérir, aux conditions et de la façon qui lui paraissent convenables, des Biens ou des services connexes semblables à ceux non reçus ou non exécutés et le Fournisseur sera responsable envers l'Acheteur de tout coût supplémentaire qui en résulterait. Toutefois, le Fournisseur continuera à exécuter le Marché dans la mesure où il n'est pas résilié.
- Résiliation pour insolvabilité
- 28.3 L'Acheteur peut à tout moment résilier le Marché par notification écrite adressée au Fournisseur si celui-ci est déclaré en faillite ou devient insolvable. En ce cas, la résiliation se fera sans indemnisation du Fournisseur, étant entendu toutefois que cette résiliation ne préjugera ni n'affectera aucun des droits ou recours que l'Acheteur détient ou détiendra ultérieurement.
- Résiliation pour convenance
- 28.4 a) L'Acheteur peut à tout moment résilier tout ou partie du Marché par notification écrite adressée à l'Acheteur pour une raison de convenance. L'avis de résiliation précisera que la résiliation intervient unilatéralement pour raison de convenance, dans quelle mesure l'exécution des tâches stipulées dans le Marché prend fin et la date à laquelle la résiliation prend effet.

- 28.5                    b) L'Acheteur prendra livraison, aux prix et aux conditions du Marché, des Fournitures terminées et prêtes à être expédiées dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception par le Fournisseur de l'avis de résiliation. S'agissant des autres fournitures restantes, l'Acheteur peut décider :
- i) de faire terminer et livrer toute partie de ces fournitures aux prix et conditions du Marché; et/ou
  - ii) d'annuler le reste et de payer au Fournisseur un montant convenu au titre des Fournitures et des Services connexes partiellement terminés et des matériaux que le Fournisseur s'est déjà procurés.

29.

**Restrictions d'exportation**

29.1

Nonobstant toute obligation d'entreprendre les formalités d'exportation dans le cadre du Marché, toute restriction d'exportation imputable à l'Acheteur, vers le pays de l'Acheteur, ou à l'usage des biens ou services à fournir, lorsque de telles restrictions d'exportation résultent de l'application de la réglementation du commerce d'un pays qui fournit ces biens ou services, et si une telle restriction fait entrave au Fournisseur dans l'accomplissement de ses obligations contractuelles le Fournisseur ne sera pas tenu de satisfaire à ses obligations de fournir les biens ou services. Cependant ceci est à la condition expresse que le Fournisseur soit en mesure de démontrer, à la satisfaction de l'Acheteur et de la Banque, qu'il a accompli toutes les formalités requises avec diligence, y compris la demande de tout permis, autorisation(s) et licence(s) nécessaires à la livraison des biens ou services dans le cadre du Marché.

## Section VIII. Cahier des clauses administratives particulières

GC1.1.2.2	L'Acheteur est : <i>Le SAPEP-MINADER</i>
GC 1.1.2.5	La Banque est : <i>Banque Islamique de Développement(BID)</i>
GC 1.1.2.6	Le Bénéficiaire est: <i>Gouvernement du Cameroun</i>
GC1.1.6.1	Le pays du Bénéficiaire est: <i>Cameroun</i>
GC1.1.6.5	Le Site du Projet est:
GC1.2.3 (b)	La version des Incoterms sera la <span style="background-color: black; color: black;">XXXXXXXXXX</span>
GC 1.3.1(a)	Le système de transmission électronique est:
GC 1.3.1(b)	Aux fins de <u>notification</u> , l'adresse de l'Acheteur est : Aux fins de <u>notification</u> , l'adresse du Fournisseur est:
GC1.4.1	Le droit applicable est celui de : <i>Le droit camerounais</i> La langue du Marché est: <i>Le français</i> La langue de communication est: <i>Le français ou l'anglais</i>
GC 1.6.1	Le délai maximal pour signer l'Acte d'engagement, après que le Fournisseur aura reçu la Lettre de Notification sera de: <i>28 jours</i>
GC 1.11.2(a)	Les permis et autorisations à obtenir par l'Acheteur sont: <span style="background-color: black; color: black;">XXXXXXXXXX</span>
GC 1.11.2(b)	Les permis, autorisations licences à fournir et/ou obtenir par le Fournisseur sont: <span style="background-color: black; color: black;">XXXXXXXXXX</span>
GC 1.12.1	Un groupement d'entreprises, un consortium ou une association seront conjointement et solidairement responsables.

Section VIII. Cahier des clauses administratives particulières

GC 5.1	<p>Aux fins de <b>notification</b>, l'adresse de l'Acheteur est : <i>M. Nyobe Tarcisus, Coordonnateur National du SAPEP</i></p> <p>Ville : <i>Yaoundé-Nkolbisson</i></p> <p>Code postal : 2123(Direction Générale de l'IRAD)</p> <p>Pays : <i>Cameroun</i></p> <p>Numéro de téléphone : <i>(+237) 699 742 329/654 830 780/677 658 001</i></p> <p>Numéro de télécopie :</p> <p>Adresse électronique : <i>nyobe2003@yahoo.fr</i></p> <p>Aux fins de <b>notification</b>, l'adresse du Fournisseur est :</p>
GC 6.2	<p>Les règles de la procédure d'arbitrage [REDACTED]</p>
GC 8.1	<p>Les documents d'embarquement et autres documents à fournir par le Fournisseur sont :</p>
GC 10.1	<p>Les prix ne seront pas révisables.</p>
GC 11.1	<p>Les modalités de règlement seront :</p> <p>Règlement de l'Avance : 20% pour l'avance de démarrage conformément aux dispositions de l'article 83 du Code des marchés publics et des délégations de service publics en vigueur au Cameroun, dans les 30 jours suivant la signature du Marché, contre une demande de paiement et une garantie bancaire pour un montant équivalent, et soumise conformément au modèle fourni dans le document d'appel d'offres ou sous une autre forme acceptable par l'Autorité contractante.</p> <p>ii) A la réception provisoire : 65% pour cent du montant du Marché sera réglé à la réception des fournitures contre remise des documents précisés à la clause 12 du CCAG.</p> <p>iii) A la réception définitive : le solde de 15% pour cent du prix du Marché sera réglé au titulaire dans les trente (30) jours suivant l'expiration du délai de garantie.</p>
GC 11.5	<p>Le délai au-delà duquel l'Acheteur paiera des intérêts au Fournisseur est de (au-delà du délai de fourniture des équipements).</p> <p>Le taux des intérêts de retard applicable sera de 1%</p>

Section VIII. Cahier des clauses administratives particulières

GC 13.1	<p>Une garantie de bonne exécution sera exigée.</p> <p>Si une garantie de bonne exécution est exigée, le montant sera de 3% du montant global du Marché.</p>
GC 13.2	<p>Si requise, la garantie de bonne exécution sera libellée dans : <i>FCFA</i></p> <p>Si requise, la garantie de bonne exécution sera : <i>3% du montant global du Marché</i></p>
GC 13.4	<p>L'Acheteur libérera et retournera au Fournisseur la garantie de bonne exécution au plus tard 28 jours après la date d'achèvement des obligations incombant au Fournisseur.</p>
GC 16.2	<p>L'emballage, le marquage et les documents placés à l'intérieur et à l'extérieur des caisses seront devant être sécurisés.</p>
GC 17.1	<p>L'assurance sera souscrite conformément à l'Incoterm applicable.</p>
GC 18.1	<p>La responsabilité du transport des Fournitures sera assurée comme indiquée dans les Incoterms.</p> <p>Dans le cas contraire, la responsabilité du transport des Biens sera comme suit:</p>
GC 19.1	<p>Les inspections et Essais à entreprendre sont les suivants: Les experts choisis par le SAPEP effectueront les inspections et les essais selon un chronogramme établi par l'Acheteur</p>
GC 19.2	<p>Les inspections et les essais seront réalisés à l'IRAD, à l'Université de Yaoundé I et à la DRCQ qui sont les sites de réception des équipements de laboratoire</p>
GC 20.1	<p>Les pénalités de retard s'élèveront à : <input type="text"/> par semaine.</p> <p>Le montant maximum des pénalités de retard sera de : <input type="text"/></p>
GC 21.3	<p>La période de garantie sera: <i>12</i> mois.</p> <p>Aux fins de la garantie, le(s) lieu(x) de destination finale est (sont) : <i>IRAD, Université de Yaoundé et DRCQ</i></p>
GC 21.5	<p>Le délai de réparation ou de remplacement sera de : <i>30</i> jours.</p>
GC 21.6	<p>Le délai après lequel l'Acheteur peut entreprendre toute action de recours nécessaire si le Fournisseur ne remédie pas au défaut sera de <i>30</i> jours.</p>

**Formule de Révision de Prix (Sans objet)**

Lorsqu'en application de l'article 14.7 des IS et de la clause 10.1 du CCAG/CCAP, les prix payables au Fournisseur figurant au marché, la méthode ci-après sera utilisée afin de calculer le montant de la révision :

Les prix payables au Fournisseur, en application de l'article 14.7 des IS et de la clause 10.1 du CCAG/CCAP seront soumis à révision pendant l'exécution du marché de façon à refléter l'évolution des coûts de la main-d'œuvre, des matières premières et matériaux, conformément à la formule:

$$P_1 = P_0 (a + \frac{bL_1}{L_0} + \frac{cM_1}{M_0}) - P_0$$

$$a+b+c = 1$$

dans laquelle:

- $P_1$  = montant de l'ajustement payable au Fournisseur.
- $P_0$  = Prix du marché (prix de base).
- $a$  = élément fixe représentant les profits et les frais généraux inclus dans le Prix du marché, généralement de l'ordre de 5 à 15 %.
- $b$  = pourcentage estimé de l'élément représentant la main-d'œuvre dans le Prix du marché.
- $c$  = pourcentage estimé de l'élément représentant les matières et matériaux dans le Prix du marché.
- $L_0, L_1$  = indices du coût de la main-d'œuvre applicables à l'industrie concernée dans le pays d'origine, à la date de référence et à la date de révision du prix, respectivement.
- $M_0, M_1$  = indices des prix des principaux matériaux de base dans le pays d'origine à la date de référence et à la date de révision, respectivement.

Les éléments a, b, et c indiqués par l'Acheteur sont comme suit :

$a =$  [insérer la valeur du paramètre]

Section VIII. Cahier des clauses administratives particulières

b= *[insérer la valeur du paramètre]*

c= *[insérer la valeur du paramètre]*

Le Soumissionnaire indiquera dans son offre les sources des indices et les indices à la date de référence.

Date de référence: vingt-huit (28) jours avant la date limite de réception des offres.

Date de révision: *[insérer le nombre de semaines]* semaines avant la date d'expédition (cette date de révision représentant le milieu de la période de fabrication).

L'une ou l'autre des parties fera jouer la formule de variation des prix ci-dessus, sous réserve des dispositions ci-après:

- (a) aucune augmentation de prix ne sera autorisée après les dates de livraison contractuelles sauf si l'avenant prolongeant les délais en dispose autrement. En principe, aucune variation de prix ne sera autorisée pour les retards dont le Fournisseur est entièrement responsable. L'Acheteur aura cependant droit à toute réduction du Prix du marché qui pourrait résulter de la formule de révision;
- (b) si la monnaie dans laquelle le prix  $P_0$  du marché est libellé, est différente de la monnaie du pays d'origine des indices représentatifs des coûts de main-d'œuvre et de matières et matériaux, un facteur de correction sera appliqué pour éviter des révisions inexactes du Prix du marché. Le facteur de correction correspondra au rapport entre les taux de change des deux monnaies à la date de référence et à la date d'application de la clause de variation de prix définies ci-dessus; et
- (f) la révision ne s'applique pas au montant de l'avance.

## **Section IX. Formulaires du Marché**

### **Introduction**

Cette Section contient des formulaires qui lorsqu'ils auront été complétés, feront partie du Marché. Les formulaires d'Acte d'engagement, de Garantie de bonne exécution et de Garantie de restitution d'avance, lorsque requis seront à remplir par le Soumissionnaire retenu seulement après notification de l'attribution.

### **Liste des formulaires**

Modèle de Lettre de Notification .....	137
Garantie de restitution d'avance.....	141

**Modèle de Lettre de Notification**

*[papier à en-tête de l'Acheteur]*

Date : *[date]*

Référence du Marché:

A : *[nom et adresse du Fournisseur]*

Sujet : *[Notification]*

La présente a pour but de vous notifier que votre offre en date du *[date]* pour l'exécution des fournitures/ de *[nom du Projet et Biens/Services spécifiques tels qu'ils sont présentés dans les Instructions aux Soumissionnaires]* pour le montant du Marché de *[montant en chiffres et en lettres et monnaies]*, rectifié et modifié conformément aux Instructions aux Soumissionnaires *[Supprimer "rectifié et" ou "et modifié" si seulement l'une de ces mesures s'applique. Supprimer "rectifié et modifié conformément aux Instructions aux Soumissionnaires" si des rectifications ou modifications n'ont pas été effectuées]*, a fait l'objet de la décision d'attribution par nous.

Il vous est demandé de fournir la garantie de bonne exécution du montant de **[insérer le montant en chiffres et en lettres, ainsi que la monnaie]** dans les 28 jours, conformément au CCAG, en utilisant le formulaire de garantie de bonne exécution figurant dans la Section IX, Formulaire du Marché, du Dossier d'appel d'offres.

Veillez agréer, Messieurs, l'expression de notre considération distinguée.

*[Signature, nom et titre du signataire habilité à signer au nom de l'Acheteur]*

Pièce jointe: Acte d'engagement

## Acte d'engagement

AUX TERMES DU PRÉSENT ACCORD, conclu le [nombre ordinal] jour de [mois] [année] entre SAPEP/APAPE [nom complet de l'Acheteur] domicilié à [adresse complète de l'Acheteur] (ci-après dénommé l'« Acheteur ») d'une part, et [nom complet du Fournisseur] domicilié à [adresse complète du Fournisseur] (ci-après dénommé le « Fournisseur »), d'autre part :

Attendu que l'Acheteur a lancé un appel d'offres pour certains Biens et certains services connexes, à savoir [description succincte des Biens et services connexes] et a accepté une offre du Fournisseur pour la livraison de ces Biens et la prestation de ces services connexes, pour un montant égal à [monnaie et montant du Marché en toutes lettres et en chiffres] (ci-après dénommé le « Prix du Marché »).

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

1. Dans cet Accord, les mots et expressions auront le même sens que celui qui leur est respectivement donné dans les clauses du Marché auxquelles il est fait référence.

2. Les documents ci-après sont réputés faire partie intégrante de l'Accord et être lus et interprétés à ce titre :

- a) La Lettre de Notification
- b) Le Formulaire d'Offre du Fournisseur
- c) Les additifs No ... [insérer, le cas échéant]
- d) le Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- e) le Cahier des Clauses Administratives Générales ;
- f) les Spécifications techniques
- g) les Dessins et
- h) les Bordereau des prix présentés par le Fournisseur; et
- i) [indiquer les autres documents requis]

3. En contrepartie des paiements que l'Acheteur doit effectuer au bénéfice du Fournisseur, comme cela est indiqué ci-après, le Fournisseur convient avec l'Acheteur par les présentes de livrer les Biens et de rendre les services connexes, et de remédier aux défauts de ces Biens et services connexes conformément, à tous égards, aux dispositions du Marché.

4. L'Acheteur convient par les présentes de payer au Fournisseur, en contrepartie des Biens et services connexes, et des corrections apportées à leurs défauts et insuffisances, le prix du Marché, ou tout autre montant dû au titre du Marché, et ce, aux échéances et de la façon prescrites par le Marché.

EN FOI DE QUOI les parties au présent Accord ont fait signer le présent Accord conformément aux lois de [nom du pays], le jour et année mentionnés ci-dessous.

Section IX. Formulaire du Marché

Signé par [signature autorisée pour l'Acheteur] (pour l'Acheteur)

Signé par [signature autorisée pour le Fournisseur] (pour le Fournisseur)

## Garantie de bonne exécution

Date : \_\_\_\_\_

Avis d'appel d'offres No : \_\_\_\_\_

*[Sur demande du Soumissionnaire sélectionné, la banque (garant) remplit cette garantie de bonne exécution type conformément aux indications en italiques]*

*[Insérer le nom de la banque et adresse de la banque d'émission]*

Bénéficiaire : *[insérer les nom et adresse de l'Acheteur]*

Garantie de bonne exécution no. : *[insérer No]*

Nous avons été informés que *[insérer le nom du Fournisseur]* (ci-après dénommé « le Fournisseur ») a conclu avec vous le Marché no. *[insérer No]* en date du *[insérer la date]* pour la fourniture de *[insérer la description des Biens et Services connexes]* (ci-après dénommée « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu'une garantie de bonne exécution est exigée en vertu des conditions du Marché.

A la demande du Fournisseur, nous *[insérer le nom de la banque]* nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d'argent que vous pourriez réclamer dans la limite de *[insérer la somme en chiffres et en lettres]*. Ces sommes seront versées dans les types et proportions de monnaies dans lesquelles le Prix du Marché est à payer.

Votre demande en paiement doit être accompagnée d'une déclaration attestant que le Soumissionnaire ne se conforme pas aux conditions du Marché, sans que vous ayez à prouver ou à donner les raisons ou le motif de votre demande ou du montant indiqué dans votre demande.

La présente garantie expire au plus tard le *[insérer la date]* jour de *[insérer le mois]**[insérer l'année]*,<sup>21</sup> et toute demande de paiement doit être reçue à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la CCI relatives aux garanties sur demande, Publication CCI no : 458, excepté le sous-paragraphe 20(a)(ii) qui est exclu par la présente.

*[Insérer le nom et la fonction de la personne habilitée à signer la garantie au nom de la banque]*

*[Insérer la signature]*

<sup>21</sup> La date est établie conformément à la Clause 13.1 des Cahier des Clauses administratives générales (« CCAG »), en tenant compte de toute obligation de garantie technique du Fournisseur en vertu de la Clause 21.3 du CCAG/CCAP. L'Acheteur doit prendre en compte le fait que, dans le cas d'une prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d'expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu'il préparera la garantie, l'Acheteur peut considérer ajouter ce qui suit à la fin de l'avant-dernier paragraphe : « Sur demande écrite de l'Acheteur, formulée avant l'expiration de la présente garantie, le Garant prolongera la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu'une fois. »

## Garantie de restitution d'avance

[À la demande du Soumissionnaire sélectionné, la banque remplit cette garantie type conformément aux indications en italiques]

Date : [insérer la date]

N° de l'AOI/PM : [insérer le numéro]

Titre de l'AOI/PM : [insérer le titre]

[insérer le nom de la banque et adresse de la banque d'émission]

**Bénéficiaire :** [insérer les nom et adresse de l'Acheteur]

**Garantie de restitution d'avance No. :** [insérer No]

Nous avons été informés que [insérer le nom du Fournisseur] (ci-après dénommé « le Fournisseur ») a conclu avec vous le Marché no. [insérer No] en date du [insérer la date] pour la fourniture de [insérer la description des Biens et Services connexes] (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus, nous comprenons que, selon les conditions du contrat, un paiement anticipé de la somme de .... [insérer le montant et la monnaie en chiffres] (....[insérer montant et la monnaie en lettres]) doit être rendue contre une garantie de restitution d'avance.

A la demande de l'Acheteur, nous .... [insérer le nom de la banque] nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d'argent que vous pourriez réclamer dans la limite de .... [insérer la somme en chiffres et en lettres]. Votre demande en paiement doit être accompagnée d'une déclaration attestant que le Fournisseur ne se conforme pas aux conditions du Marché parce qu'il a utilisé l'avance à d'autres fins que la livraison des Biens.

Toute demande et paiement au titre de la présente garantie est conditionnelle à la réception par le Fournisseur de l'avance mentionnée plus haut dans son compte portant le numéro .... [insérer le numéro du compte bancaire] à .... [insérer les nom et adresse de la banque].

La présente garantie expire au plus tard à la première des dates suivantes : sur réception d'une copie de .... [insérer le nom des documents établissant la livraison des Biens conformément à l'INCOTERM applicable], ou le ... [insérer la date] jour de ... [insérer le mois] ... [insérer l'année].<sup>22</sup> Toute demande de paiement doit être reçue à cette date au plus tard.

<sup>22</sup> Insérer la date de livraison prévue au calendrier initial de livraison. L'Acheteur doit prendre en compte le fait que, dans le cas d'une prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d'expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu'il préparera la garantie, l'Acheteur peut considérer ajouter ce qui suit à la fin de l'avant-dernier paragraphe : « Sur demande écrite de l'Acheteur formulée avant l'expiration de la présente garantie, le

Section IX. Formulaires du Marché

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la CCI relatives aux garanties sur demande, Publication CCI no : 458, excepté le sous-paragraphe 20(a)(ii) qui est exclu par la présente.

*[Insérer le nom et la fonction de la personne habilitée à signer la garantie au nom de la banque]*

*[Insérer la signature]*

---

*Garant prolongera la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu'une fois. »*

Section IX. Formulaire du Marché

